

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

M. Frangié remanie le gouvernement

LA NOUVELLE RÉPARTITION DES FONCTIONS MINISTÉRIELLES

Voici la nouvelle composition du gouvernement après le remaniement décidé par M. Frangié :

— Premier ministre (en titre) et ministre de l'agriculture, de l'élevage et du tourisme : M. Rachid Karamé ;

— Premier ministre par intérim, ministre de l'intérieur, des affaires étrangères et de la défense : M. Camille Chamoun ;

— Justice, éducation et plan : M. Adel Osselane ;

— Travaux publics et transports, ressources hydro-électriques et santé : M. Majid Arslane ;

— Affaires sociales, information, industrie et affaires pétrolières : M. Ghassane Tuani ;

— Finances, économie, commerce et P.T.T. : M. George Skaff (nouveau venu au gouvernement).

Formé en juillet 1975, le gouvernement libanais ne s'est plus réuni après le 22 mars dernier. Trois jours plus tard, M. Frangié abandonnait le palais présidentiel de Baabda, bombardé par l'armée du Liban arabe, pour s'installer au cœur de la région chrétienne, où M. Karamé, le premier ministre musulman sunnite, ne peut se rendre.

Le 16 juin dernier, le ministre des affaires étrangères, M. Philippe Takla, absent du Liban, était considéré comme démissionnaire, et son portefeuille était confié à M. Camille Chamoun, qui était en outre nommé vice-président du conseil. Ce remaniement ministériel n'a jamais été accepté par le chef du gouvernement en titre, qui s'est toujours considéré comme ministre des affaires étrangères par intérim.

Les dirigeants libanais présents au Caire souhaitent une réconciliation entre la Syrie et l'Égypte

De notre correspondant

Le Caire. — Déplacé d'abord de Beyrouth à Damas, le centre de gravité politique de la crise libanaise trouve maintenant en Égypte, entre l'hôtel Nil Hilton, où sont descendues les personnalités libanaises en visite au Caire, et le village natal du Raïs, où celui-ci accueille ses hôtes.

Dans l'immédiat, le succès diplomatique pour le Caire n'est pas mince, même si aucune « table ronde » libanaise n'est finalement organisée en Égypte. Les mêmes responsables égyptiens qui soulignent avec malice, il y a quelques jours, l'irrésistibilité des Syriens privés de leurs principaux interlocuteurs libanais, insistent maintenant sur les « services qu'Égypte peut rendre à la cause de la paix interarabe en usant des bonnes relations établies par le Raïs avec les Palestiniens ». Ces derniers mois, l'Égypte a en effet apporté une aide militaire et diplomatique croissante aux amis de M. Yasser Arafat.

« Nous ne payerons la facture que si elle nous convient »

Les dirigeants politiques libanais présents au Caire, de M. Karamé à M. Gemayel, en passant par l'imam Sadr, n'attendent tous que du bien pour leur pays d'« une réconciliation de la Syrie et de l'Égypte, les deux nations qui ont fait la guerre d'octobre et dont l'union peut aujourd'hui sauver le Liban », a précisé l'un d'eux. L'absence d'illusion, le pessimisme, sont cependant perceptibles sous bien des propos qui se voudraient rassurants pour l'avenir. L'immense lassitude des combats et des souffrances est encore ce qui fait le plus croire, ici, à une prochaine accalmie au Liban.

« Des représentants de soixante-douze familles druzes, dont certains membres s'étaient trouvés séparés à la suite de la guerre de 1967, ont pu se rencontrer, mercredi 15 septembre, sur le Golan, dans la zone-tampon contrôlée par les forces de Nations unies. Dix personnes, de chaque côté, ont participé à ces retrouvailles. Les autorités israéliennes affirment qu'elles avaient suggéré ces rencontres depuis plusieurs années, et que les autorités syriennes y ont finalement consenti sous la pression des Druzes de Syrie. — (Reuters, A.F.P.)

(Suite de la première page.)

Selon les milieux informés, M. Camille Chamoun pourrait procéder à des nominations et mutations à des postes importants à la tête de la Banque du Liban et de l'armée, et faire en sorte que soient signés des contrats en souffrance, ayant trait notamment au ministère de la défense.

Mais, dans d'autres milieux, on attribue à la manœuvre de M. Frangié des objectifs bien plus vastes. M. Raymond Eddé, leader maronite modéré, qui avait prévu, devant nous, il y a deux semaines, que, le 15 septembre très précisément, le président Frangié ferait de M. Chamoun son premier ministre, estime que le résultat recherché est d'empêcher l'accession au pouvoir du président élu, M. Sarkis, et de confier la présidence à M. Chamoun, puisque, constitutionnellement, en cas de vacance à la présidence, c'est le gouvernement dans son ensemble qui l'assume. Selon M. Eddé, un pas décisif sera ainsi franchi sur la voie de la partition du Liban.

La signification politique du légalisme

On note cependant, d'une part, que M. Karamé n'a pas été destitué et, d'autre part, qu'il existe un président de la République élu, M. Elias Sarkis, ce qui rend aléatoire l'hypothèse de la vacance du pouvoir. De plus, M. Karamé dispose encore d'une arme efficace : il peut remettre, le 23 septembre, la démission de son gouvernement au président Sarkis, provoquant par là même le départ de M. Chamoun.

On peut s'étonner de l'importance accordée au remaniement d'un gouvernement qui ne fonctionne plus depuis des mois, pour ne pas dire depuis une année et demie, et à des arguments légalistes, dans un pays plongé dans une guerre civile qui a paralysé, sinon détruit, ses structures. C'est que, si l'on considère les circonstances actuelles, le légalisme a une signification politique, surtout au niveau de la répartition intercommunautaire des charges.

Telle est, d'ailleurs, l'opinion des

Phalanges, principaux alliés de MM. Frangié et Chamoun. Prévoyant la manœuvre, M. Béchar Gemayel (voir le Monde daté 5-6 septembre) avait mis expressément en garde le président Frangié contre l'éviction de M. Karamé, la qualification d'« acte irrégulier ». Au Caire, où il se trouve avec son père, M. Béchar Gemayel a repris ces mêmes termes, accusant M. Frangié de jeter de l'huile sur le feu. Le second fils du chef des Phalanges, M. Amine Gemayel, a précisé à Beyrouth que MM. Frangié et Chamoun s'étaient engagés à ne pas mettre à exécution leur projet en l'absence de son père.

Une initiative qui brouille les cartes

Enfin, les Syriens ne peuvent qu'être irrités par cette initiative qui brouille les cartes et complique la passation des pouvoirs au président Sarkis, alors qu'ils s'efforcent à débayer le terrain devant celui-ci. Le radio de Damas a d'ailleurs ignoré le remaniement ministériel libanais.

Dans l'entourage du président Sarkis, on déclare que, malgré ces nouvelles complications, ce dernier maintient son voyage au Caire pour le samedi 18 septembre, et qu'il a informé l'ambassadeur de la Ligue arabe, M. Kholl, qu'il était disposé à participer à la réunion libano-palestino-syrienne de Chautara, dès vendredi si nécessaire.

LUCIEN GEORGE.

DIPLOMATIE

L'ACCORD DES NEUF SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES EST CONFIRMÉ

Luxembourg. — Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Van der Stoep, président en exercice du Conseil de la Communauté, a officiellement confirmé, mercredi 15 septembre, devant l'Assemblée européenne, que l'accord définitif des Neuf sur l'organisation d'élections européennes directes serait signé lundi 20 septembre à Bruxelles. C'est qu'il lui faut, dans les circonstances actuelles, la légalité a une signification politique, surtout au niveau de la répartition intercommunautaire des charges.

Telle est, d'ailleurs, l'opinion des

UN « SOMMET » FRANCO-BRITANNIQUE AURA LIEU LE 12 NOVEMBRE À PARIS

Le premier ministre britannique, M. Callaghan, rencontrera le 12 novembre à Paris le président Giscard d'Estaing. Ce sera le premier des « sommets » franco-britanniques annuels annoncés dans la « déclaration commune » publiée le 23 juin lors de la visite du président de la République à Londres. La déclaration précise que le président français et le premier ministre britannique seront chaque fois accompagnés de « membres principalement concernés de leur gouvernement ».

CLAUDE MOUFFLET OTAGES A KAMPALA

Un document unique : pour la première fois, une prise d'otages racontée par l'un de ceux que l'imprévu quotidien a projeté au premier plan de l'actualité.

PRESSES DE LA CITE

Le président Sadate commence un second mandat de six ans

De notre correspondant

Le Caire. — Neuf millions et demi d'électeurs, sur trente-huit millions d'habitants, sont appelés, ce jeudi 16 septembre, à dire par référendum s'ils souhaitent que le président sortant, M. Anouar El Sadate, accomplisse un second sextennat. Il s'agit en fait d'un plébiscite, dont les résultats ne font aucun doute.

Il y a six ans, Nasser disparaissait, dans un torrent de chagrin malgré ses échecs. A la suite d'un compromis entre les égyptiens, la présidence échoit, avec la bénédiction du Knesset, à M. Anouar El Sadate. A l'heure difficile de la succession, celui-ci fut présenté urbi et orbi comme « l'homme de la fidélité et de la continuité ».

Qu'un premier sextennat s'achève et qu'un nouveau va commencer, l'un des reproches majeurs que font au second Raïs, les opposants, est d'avoir engagé l'Égypte sur la voie de la « dénationalisation » : une dénationalisation si douce, qu'elle en est presque indolore, estime M. Mohamed Sid-Ahmed, rédacteur à Al-Ahram, membre de la tribune des nationalistes-marxistes : une « entreprise de rectification » pratiquement sans éclats ni violences, au contraire des réformes politiques ont été vidées (1) et le caractère policier du régime s'est atténué — dont le président Sadate soutient lui-même qu'il n'a pour but que de « corriger les erreurs de Nasser et de préserver ses apports ».

« On vivait mieux sous Nasser »

Dans le domaine économique, la grande affaire est l'« ouverture », qui signifie en clair le rétablissement des liens traditionnels avec l'Occident, alors que Nasser avait, en quelque sorte, intégré l'Égypte dans l'économie de bloc communiste. Les anciens circuits commerciaux avec la France et les États-Unis fonctionnent à nouveau, mais ils ont également introduit en Égypte les « vents mauvais » de l'inflation mondiale. Les salaires égyptiens, déjà fort bas, n'ayant pas suivi la hausse des prix, il en est résulté un vif mécontentement populaire : l'homme de la rue constate : « On vivait mieux sous Nasser ».

La progression du trafic du canal de Suez, ouvert en 1975 après huit ans de fermeture, la récupération, en 1975, des pétroles saoudiens, et surtout les récentes découvertes d'hydrocarbures par les Américains, qui, en un instant, pourraient faire passer la production égyptienne de naphte de 15 à 50 millions de tonnes par an, incitent toutefois à un certain optimisme pour l'avenir. De même, un rapport officiel récent révèle que les sociétés nationales de pétrole, qui ont malgré la scriboulanerie de leur étouffe, une assez bonne santé financière, à certaines exceptions notables comme la compagnie aérienne Égyptair.

Le « néo-libéralisme »

Le secteur d'État sera donc maintenu, mais, parallèlement, on a voulu rendre au capital privé une partie des facilités d'autant : faute d'urgence de véritables industriels nationaux, seuls les négociants, les intermédiaires, les promoteurs immobiliers ont usé qu'il profitait de ce « néo-libéralisme ».

On tablait sur l'apport massif de pétrodollars pour financer le développement général du pays ; les monarques pétroliers du golfe Persique, Iran inclus, ont effectivement déversé des milliards de dollars sur l'Égypte au cours des trois dernières années, mais ces sommes ont avant tout servi à l'achat d'armes ou de

céréales. Un effort supplémentaire des gouvernements arabes pro-occidentaux n'est pas certain. Si ceux-ci, selon une formule entendue à Ryad, « ont intérêt à empêcher l'Égypte de se noyer, ils n'en ont aucun à édifier une Égypte forte, qui pourrait un jour, si elle tombait entre les mains d'un Kadhafi, devenir dangereuse pour ses propres bienfaiteurs ».

Un autre blocage est d'ordre structurel : la terre égyptienne n'est pas extensible, et sans à découper la surface arable en millions de jardins, ce qui entraînerait sans doute la ruine de l'agriculture, il n'y a pas d'espoir de pouvoir résoudre in situ le problème social des fellahs sans terres. Qualifié parfois de « soldat-payan », le Raïs ne paraît pas avoir consacré beaucoup de temps au dossier agraire au cours de son premier mandat : il a toutefois patronné la loi sur l'attribution de la sécurité sociale aux ouvriers agricoles.

Le succès des armes et de la diplomatie

Les armes et la diplomatie demeurent les grands succès du premier sextennat. Aux yeux du peuple égyptien, la demi-réussite de la guerre d'octobre 1973 a été une « victoire » qui a effacé la défaite de 1967, et qui a permis de récupérer le « Sinai utile » (canal de Suez, pétroles d'Abou-Rodeis).

L'expulsion, en 1972, des conseillers militaires soviétiques, et l'abrogation, en 1976, du traité d'amitié signé avec Moscou en mai 1971 ont été des mesures populaires. Ultra-nationalistes, les Égyptiens sentent que leur pays est bien plus indépendant des Américains qu'il ne l'était des Soviétiques. Les récents achats d'armements dans divers États d'Occident, notamment en France, évitent, vis-à-vis de l'Amérique, une dépendance qui, à l'égard de l'U.R.S.S., fut parfois funeste pour l'Égypte.

Face à une situation intérieure rendue fragile par des problèmes économiques et sociaux criants, le Raïs n'a guère eu à opposer que le prestige, il est vrai considérable, tiré de la guerre d'octobre. Au cours de son nouveau sextennat, il sera tenu de remporter d'autres succès extérieurs s'il veut faire oublier la lenteur du développement économique. Une solution diplomatique était possible et souhaitable avec Israël.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Libye

Le petit Livre vert du colonel Kadhafi

Il y avait le petit Livre rouge de Mao. Il y avait désormais le petit Livre vert du colonel Kadhafi. La première partie de cet ouvrage, publié en édition bilingue (français et arabe) (1), s'intitule : la Solution du problème de la démocratie, le pouvoir du peuple. La deuxième partie, d'ores et déjà annoncée, s'appellera : la Solution du problème économique.

Le prophète de la « troisième voie » (les deux autres étant le capitalisme et le communisme) présente sous une forme ramassée ce qu'il appelle « la solution théorique définitive au problème de l'appareil de gouvernement... ». « Il n'y a qu'une seule voie, affirme-t-il, pour résoudre le problème éternel de la démocratie, c'est la voie de la troisième théorie universelle ». Selon cette théorie, le régime démocratique idéal « est une construction cohérente qui repose sur les congrès populaires de base, les comités populaires et les unions professionnelles, lesquels se retrouvent tous ensemble dans le congrès général du peuple ».

L'auteur ajoute néanmoins : « Telle est la démocratie véritable du point de vue théorique, mais, dans la pratique, ce sont toujours les plus forts qui gouvernent... ».

Si la solution miracle du problème de la démocratie présentée par le colonel était attendue, la critique des appareils de gouvernement, des assemblées parlementaires, des partis, du système politique de classe et

même du référendum est plus surprenante. Le président Kadhafi condamne « la lutte politique qui aboutit à la victoire d'un candidat avec, par exemple, 51 % de l'ensemble des voix des électeurs ». Il qualifie l'assemblée parlementaire de « représentation trompeuse du peuple », d'« écran légal entre le peuple et le pouvoir », de « falsification de la démocratie ».

Les plus tyranniques dictatures du monde ont connu, ajoute-t-il, se sont établies à l'ombre des assemblées parlementaires. « Quant au parti, il est la dictature contemporaine... puisqu'il représente le pouvoir d'une fraction sur l'ensemble ». Il faut « avorter la démocratie ». « Le système politique de classe est identique à celui des partis, des tribus ou des sectes ». Le référendum lui-même, « imposture contre la démocratie », ne trouve pas grâce aux yeux du colonel, car la notion de loi est équivoque : la loi des appareils officiels, écrit-il, a remplacé la loi maternelle. Enfin, la violence et la révolution sont, selon l'auteur, des actes non démocratiques.

Dans ces conditions, une solution subsiste : la démocratie directe, les comités populaires. « Après l'époque des républiques, l'ère des masses se rapproche rapidement, entraînant les sentiments et déboulonnant les yaux. Mais elle peut s'accompagner d'anarchie et de démagogie... » — R. D.

(1) Editions Cujas, 44 pages, 12 F.

AFRIQUE

ASIE

L'ÉVOLUTION DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Seize personnes ont été tuées lors de la dernière grève de Soweto

De notre correspondante

Johannesburg. — Une grève se termine, une autre commence : mercredi 15 septembre était le dernier jour de la grève organisée par le conseil représentatif des étudiants de Soweto, dans la région de Johannesburg, mais aussi le début d'un mouvement de deux jours parmi les travailleurs noirs et africains des journaux du Cap.

Tous entendent manifester ainsi leur opposition à l'apartheid, et demandent la libération des personnes emprisonnées depuis le 16 juin.

À Cap, mercredi, docks, industries vestimentaires, chantiers, présentent un spectacle désolé. Dans ces secteurs, l'absentéisme dépasse parfois 90 %. En revanche, il était de 10 à 20 % dans les bureaux et les grands magasins.

À Johannesburg, le mouvement a été légèrement moins suivi mercredi (80 % contre plus de 70 % les jours précédents), mais les lycéens et les étudiants estiment cependant avoir remporté un succès. En effet, pour la quasi-totalité des travailleurs africains, rester chez soi représente un jour de sacrifice financier. Il n'y a pas parmi eux de syndicats, et aucun fonds ne leur vient en aide. Une grève de très longue durée serait d'ailleurs très difficile pour ces raisons, mais aussi à cause de la conception des townships. Très rapidement, les grévistes manqueraient de produits essentiels, les écoles étant entièrement tributaires de l'extérieur pour tout ce qui concerne le ravitaillement. Grossistes et détaillants se trouvent en zone blanche.

Contrairement à la grève précédente, il y a trois semaines, les lycéens avaient demandé, pour éviter tout incident, que grévistes et jeunes restent chez eux et s'abstiennent de former des attroupements. Le mot d'ordre a été largement suivi. Malgré tout, des heurts violents ont éclaté, faisant seize morts entre dimanche et mercredi soir. Ces incidents ont été provoqués par des Zoulous qui, cette fois, se trouvaient du côté des lycéens, et

ont pris à partie des non-grévistes à leur retour du travail. Plusieurs personnes ont trouvé la mort au cours de ces affrontements ou lors de l'intervention des forces de police.

Il ne s'agit pas d'une simple coïncidence et les troubles éclatent au moment où nous sommes engagés dans des discussions importantes, où notre politique de détente commence à donner des résultats, et à l'heure de l'indépendance du Transkei.

Comme lors de leurs deux dernières entretiens, en juin 1976 en Bavière, et récemment à Zurich, M. John Vorster, premier ministre sud-africain, et M. Henry Kissinger se rencontreront avec, en toile de fond, des troubles parmi la population noire et métisse d'Afrique du Sud.

M. Kissinger est attendu à Pretoria vendredi 17 septembre pour un séjour de trois jours en principe. M. Vorster rendra compte au secrétaire d'État américain du résultat de sa rencontre avec M. Jan Smith, premier ministre rhodésien.

Il n'est pas impossible que M. Kissinger décide alors de s'entretenir avec ce dernier. Selon un correspondant à Salisbury du Star, quotidien anglophone sud-africain, M. Jan Smith, à la question : « Allez-vous rencontrer M. Kissinger ? », aurait répondu : « Je le souhaite, mais actuellement vous en savez autant que moi à ce sujet. » Il aurait ajouté : « Je vais peut-être aller au match de rugby samedi à Johannesburg (le dernier match de la tournée des All Blacks (Nouvelle-Zélande) en Afrique du Sud). Dans ce cas, on imagine difficilement qu'il reparte sans avoir rencontré le secrétaire d'État américain.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

M. Kissinger poursuit ses consultations en rencontrant le président de la Zambie

De notre envoyé spécial

Dar-Es-Salaam. — La première étape de la navette diplomatique en Afrique de M. Kissinger s'est terminée, mercredi soir 15 septembre, sur des propos mesurés et peu optimistes, tenus tout à tour devant la presse par le président Nyerere, puis par le secrétaire d'État américain, à l'issue d'une journée d'entretiens.

Après avoir vu M. Kissinger, je ne puis pas dire que je me sente plus optimiste », a déclaré le président zambien. Il a même précisé, au sujet de la Namibie, qu'il avait davantage cru en un règlement par le passé que maintenant. « Rien n'a changé et rien ne pourra changer depuis la semaine dernière », a déclaré de son côté le secrétaire d'État américain, faisant allusion aux résultats de ses entretiens de Zurich avec M. Vorster, le premier ministre sud-africain, et à ceux de Dar-Es-Salaam entre les cinq pays africains dits « de première ligne » (la Tanzanie, le Mozambique, le Botswana, l'Angola et la Zambie) et les deux hommes passent maintenant de ses entretiens de Zurich avec M. Vorster, le premier ministre sud-africain, et à ceux de Dar-Es-Salaam entre les cinq pays africains dits « de première ligne ».

Les deux hommes d'État, qui doivent se retrouver ici mardi prochain après le séjour de M. Kissinger en Afrique du Sud, ont visiblement décidé qu'à ce stade peu avancé de la négociation, le secret demeurerait de rigueur. M. Nyerere a parlé d'un « échange de vues », et, avant de s'en aller pour Lusaka, où il s'entretient ce jeudi avec le président M. Kenneth Kaunda, il a déclaré qu'il repartait avec « une idée plus claire » des vues des cinq États africains dont M. Nyerere est le porte-parole.

« Réalignement » des factions rhodésiennes
L'attention se reporte sur le conflit rhodésien, avec une inextricable que celui de Namibie. M. Kissinger ne m'a pas donné l'impression que Smith (le premier ministre de Salisbury) ou Vorster (le premier ministre de Pretoria) soient à la règle de la majorité ou du pouvoir, a dit le président

Nyerere, tout en annonçant qu'une rencontre Smith-Kissinger serait mal accueillie par l'opinion africaine. D'un autre côté, on a le sentiment ici que les confrontations raciales en République Sud-Africaine réduisent encore la maîtrise d'une pression de M. Vorster sur son homologue rhodésien, qu'il vient de rencontrer à Pretoria.

Un règlement rhodésien dépend également de ce qui se passe dans le camp des nationalistes africains. De source informée, on indique que la division constatée lors de la conférence de Dar-Es-Salaam entre les dirigeants de l'African National Council fait peu à peu place à un « réaligement » des factions qui s'opposent. Alors que l'équipe Muzorewa et le pasteur Sibhlo seraient mis un peu à l'écart, un rapprochement se serait amorcé, lors d'une récente rencontre au Mozambique, entre M. Joshua Nkomo, le chef de la ZAPU, et M. Robert Muzabe, l'un des dirigeants de la ZANU (1). Les deux hommes passent maintenant pour être les seuls politiques du mouvement nationaliste africain du Zimbabwe (Rhodésie).

M. Nyerere a confirmé mercredi soir qu'il était favorable au versement de compensations aux Européens de Rhodésie en cas de règlement constitutionnel. « Ceux qui veulent un régime minoritaire nous leur dirons : partez, nous vous paierons. Ceux qui veulent rester réclameront des garanties », a-t-il précisé. Autrement dit, le chef de l'État zambien ne rejette pas le plan américain, qui prévoit une indemnisation des Européens qui décideront de s'en aller, et des garanties pour ceux qui demeureront sur place.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) ZANU, ou Zimbabwe African National Union, et ZAPU, ou Zimbabwe African People's Union, sont deux mouvements nationalistes rhodésiens concurrents.

Chine

La presse de Pékin lance un appel à l'unité du parti

(Suite de la première page.)

« Nous devons, souligne-t-il, nous remémorer étroitement autour du comité central du parti, auquel le parti tout entier est subordonné (...). Nous devons renforcer la direction centralisée du parti. » Le texte affirme enfin qu'en suivant l'enseignement du président Mao, la Chine « pourra sans aucun doute surmonter n'importe quelle difficulté ».

Cet éditorial est publié alors que Pékin prépare les funérailles de Mao. L'organisation est extrêmement minutieuse.

Des arpentements mesurent, mètre en main, et marquent à la peinture blanche les emplacements réservés à chaque délégation. Car, n'ira pas qu'à la cérémonie, laquelle participent seulement les représentants désignés des différents milieux de la population. On sait déjà que les étrangers ne seront pas admis.

Le même goût du détail se retrouve dans des scènes de la rue. À l'entrée d'une petite usine, on fixe soigneusement, pil à pil, les tentures sombres qui drapent le porche de l'établissement. Sur le comptoir d'un magasin, un jeune homme découpe le papier blanc avec lequel il confectionne une fleur pour orner sa boutonnière.

Une épreuve décisive pour le premier ministre
Nous sommes très loin des manifestations spontanées, qui avaient suivi la mort de Chou En-lai en janvier. Déjà hier, nous avions été sensibles à la froideur relative des réactions de la foule du protocole lorsque les diplomates et autres résidents étrangers avaient été admis au Palais de l'Assemblée pour s'y incliner devant le corps du président. L'atmosphère était toute différente de celle qui avait régné lors de la mort de Mao. On ne pouvait pas dire que l'atmosphère était tout à fait différente, mais elle était également sensible.

Non pas qu'on doive constater un quelconque déclin de l'enthousiasme dans la population. Toute la Chine vit intensément son

deuil et rien n'est fait, au contraire, pour minimiser l'émotion. La radio en permanence et la télévision chaque soir diffusent exclusivement des programmes à la mémoire de Mao. Mais cette émotion est canalisée, encadrée avec une précision qui en réduit naturellement les manifestations extérieures.

Et il ne s'agit pas seulement d'un souci d'organisation mais aussi de multiples indices confirmant qu'une vaste et énergique opération de prise en main de la population est en cours. L'accélération du rythme de travail sur les chantiers, la mobilisation des habitants pour le débarrasser des rues, ont déjà été constatés. On sait maintenant que, dans certaines collectivités au moins, les séances d'étude politique, normalement hebdomadaires ou bi-hebdomadaires, sont actuellement quotidiennes.

Bien entendu, cette minutie d'organisation, cet encadrement psychologique, ont un sens politique. En bref, la République populaire peut difficilement offrir le luxe de manifestations spontanées qui, justement, en raison de la profondeur de l'émotion provoquée par la mort de Mao, risquent de dégénérer soit en désordre, soit en un état de découragement. C'est un risque que M. Zhou En-lai ne peut pas courir. Car si, pour lui, son poste de premier ministre, c'est à lui qu'incombent les plus lourdes responsabilités, et, au besoin, celle de servir de bon émissaire et les choses tournent mal.

Toute peine, si sincère soit-elle, mise à part, la mort de Mao représentait pour n'importe quel dirigeant une délicate redoutable. Elle est aujourd'hui, pour le chef du gouvernement, qui est aussi le premier vice-président du comité central, l'épreuve décisive — la première et peut-être la plus difficile — sur laquelle il va être jugé par ses pairs comme par la population. De la manière dont il parviendra pendant ces journées cruciales à assurer le maintien de l'ordre, à soutenir les contingents défaillants, dépendent en ce moment et son avenir politique et la continuité du régime. Il est apparemment résolu, dans cette confrontation avec le destin, à ne rien laisser au hasard.

ALAIN JACOB.

AMÉRIQUES

États-Unis

M. Moynihan gagne les « primaires » sénatoriales démocrates de l'État de New-York

De notre correspondant

New-York. — Les « primaires » de l'État de New-York pour la désignation d'un candidat au poste de sénateur mettaient aux prises cinq démocrates, dont M. Patrick Moynihan et Mme Bella Abzug. Elles révélèrent une fois de plus la profonde division des élites qui existent au sein du parti démocrate. M. Moynihan, vainqueur de cette fois, tentera le 2 novembre d'arracher son siège de sénateur de New-York à M. James Buckley, républicain et ultra-conservateur.

Deux mois durant, les cinq candidats s'affrontèrent mano à mano le long des rues délabrées, au milieu des squares encombrés de poubelles et la bordée des supermarchés des cinq boroughs (agglomérations suburbaines) de New-York. M. Abraham Hirschfeld, un riche entrepreneur peu connu, mais qui avait une véritable fortune dans sa campagne ; M. Paul O'Dwyer, président du conseil municipal, vieux routier de la politique locale, champion de toutes les causes libérales mais trop fermé au goût des New-Yorkais, qui prêtèrent les personnalités épiques ; M. Ramsay Clark, qui fut ministre de la justice du président Johnson, dont la réputation d'intégrité et de champion des causes libérales (il défendit les frères Bertrigan, les prisonniers d'Altamora, les étudiants de Kent) lui vaut toujours

aux États-Unis un succès d'estime plutôt qu'un succès électoral. M. Moynihan, une Bella Abzug, l'une des dix-huit femmes siégeant au Congrès, vouée au féminisme aujourd'hui comme elle menait hier le combat contre la guerre au Vietnam, la rangée bien pensante (M. William Colby, l'ex-directeur de la C.I.A., l'appartient à ses dépens lorsqu'il témoigna devant une commission dont elle faisait partie), mais aussi travaillant acharnée et considérée comme l'un des membres les plus efficaces du Congrès.

Enfin, M. Patrick Moynihan, brillant sociologue, spécialisé dans les questions ethniques, dont les ouvrages font autorité, qui, après avoir servi sous Kennedy et Johnson, devint l'un des plus proches conseillers de M. Richard Nixon, fut ambassadeur aux Indes, puis aux Nations unies, où il campa face au tiers-monde le champion de Grand Inquisitor, plénière des usages diplomatiques et injecta aux débats une note passionnée de délégué britannique le compara un jour au roi Lear et apostrophait les Américains dits « déshérités ». À ceux qui, en automne dernier, l'accusaient d'utiliser son poste d'ambassadeur comme tremplin politique, et soupçonnaient de vouloir poser un champion vigoureux d'Israël simplement parce qu'il projetait de briguer le poste de sénateur de New-York, M. Moynihan répondit : « Si jamais je brigue ce poste, les électeurs auront le droit de me considérer comme un homme sans honneur. » M. Moynihan brilla aujourd'hui ce qu'il admettait hier. Il prône des thèses plus voisines de celles que soutiennent M. Ronald Reagan, James Schlesinger, Henry Jackson (face au péril russe, l'Amérique doit se doter d'un armement toujours plus puissant ; le gouvernement américain doit épouser sans réserve les intérêts d'Israël ; il faut dire leurs quatre vérités aux « arabes » du tiers-monde) que des vues traditionnelles du parti démocrate.

M. Moynihan a battu de justesse Mme Bella Abzug (moins de 1 % des voix), grâce à l'appui des libéraux et des catholiques de Brooklyn, de l'« upstate » (l'intérieur de l'État), les femmes, les protestants du Bronx et de Manhattan se prononcèrent plutôt pour Mme Abzug. Les deux se divisèrent en deux blocs qui se rangèrent également derrière chacun des candidats.

LOUIS WIZNITZER.

Canada

M. Donald Jamieson, nouveau ministre des affaires extérieures

M. Donald Jamieson, nouveau ministre des affaires extérieures, est né en 1921 à Sault Ste. Marie (Ontario de Terre-Neuve). Il a une longue expérience des affaires publiques : il fut successivement président de la Commission de la radio-télévision de Terre-Neuve et directeur de la chaîne privée Canadian Television Network.

En 1968, il entra au cabinet fédéral en 1968, comme ministre de la production des industries de défense. En 1969, il est ministre des transports ; en 1972, ministre de l'expansion régionale et, en 1974, ministre du commerce et de l'industrie.

A TRAVERS LE MONDE

Colombie

UNE GRÈVE DÉCLARÉE
Il y a plus d'une semaine par le personnel médical et paramédical des hôpitaux publics de Colombie provoque une sérieuse crise dans le pays. Pour la troisième journée consécutive, des affrontements ont eu lieu, le 15 septembre, à Bogotá, entre des étudiants soviétiques et les grévistes et les forces de l'ordre. Plusieurs personnes ont été blessées, dont six policiers. Il y a eu cent trente et une arrestations.

Équateur

M. CAMILO PONCE ENRIQUÉZ, ancien président de la République équatorienne (1960-1965), est décédé, le 15 septembre, à Quito. Fondateur du parti social-chrétien, plus tard leader du parti « pondiste », il avait été élu avec l'appui de la droite. Il avait lutté contre l'hégémonie du parti libéral, qui avait jusqu'à dominer la scène politique équatorienne. M. Ponce a été le dernier président élu à achever normalement son mandat. — (A.F.P.)

Portugal

LE TRIBUNAL MILITAIRE SUPRÊME a classé, le 15 septembre, un procès ouvert

contre le commandant Otelo de Carvalho. Il était reproché à celui-ci d'avoir signé, en octobre 1976, des mandats d'arrêt contre sept personnes qui auraient ensuite subi des sévices. Le tribunal a estimé que ces accusations n'avaient pas été prouvées. — (A.F.P.)

Union soviétique

L'ACADEMICIEN IAN PRIVE, qui était depuis 1971 secrétaire du département de biologie générale de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S., est mort à Riga à l'âge de soixante et onze ans, annonce l'agence Tass le 15 septembre. De 1968 à 1969, il fut chef du gouvernement letton, puis président, jusqu'à 1968 le Conseil des nationalités, la deuxième Chambre du Soviet suprême de l'U.R.S.S. Il n'avait pas été réélu au comité central par le vingt-quatrième congrès, en 1971. — (Reuter).

Yougoslavie

EN RAISON DE LA MALADIE DU PRÉSIDENT TITO, Mme Thakober, présidente du parti conservateur britannique, a été invitée (comme le président Giscard d'Estaing et le roi du Danemark) à reporter à une date ultérieure la visite qu'elle devait faire à Belgrade dans la seconde moitié du mois d'octobre. — (Reuter).



Après le rejet des condoléances du P.C.F. et du P.C.I. par Pékin

M. Kanapa: l'avenir est à un autre type de relations

Le parti communiste chinois ayant refusé les condoléances que lui avait adressées le P.C. français à l'occasion de la mort de Mao Tse-toung, M. Jean Kanapa, membre du bureau politique, a publié la déclaration suivante : « Nous regrettons cette attitude, d'autant plus que nous souhaitons faire connaître au peuple chinois lui-même nos sentiments de sympathie, en ces jours d'épreuve. C'est en ce sens que nous nous sommes comportés. Celui-ci est dicté par une conviction bien établie : si graves qu'elles soient, nos divergences ne devraient pas se transformer en une dégradation des rapports entre communistes français et communistes chinois. Comme nous l'avons exprimé dans notre message de condo-

léances, nous sommes persuadés que l'avenir est à un autre type de relations entre nos partis et à d'autres relations, étendues, compréhensives et amicales. »

M. Barre à l'ambassade de Chine. — M. Raymond Barre s'est rendu, jeudi matin 16 septembre, à l'ambassade de Chine à Paris, pour présenter ses condoléances à l'occasion du décès du président Mao Tse-toung. Accueilli par M. Tseng Tao, ambassadeur, le premier ministre, un chrysanthème blanc à la boutonnière, s'est longuement recueilli devant le catafalque où est exposé le portrait du président défunt. Il a ensuite signé le registre, puis a eu un entretien privé d'une quinzaine de minutes avec M. Tseng Tao.

« Révolution et la Gauche ouvrière et populaire, organisations d'extrême gauche proches du courant maoïste, et qui s'appellent à fusionner (le Monde du 1^{er} juillet), appellent à un rassemblement, samedi 18 septembre, à 15 heures, devant l'ambassade de Chine populaire, à Paris, « pour rendre hommage, le même jour que l'ensemble du peuple chinois, à la mort de Mao Tse-toung, l'indiscutable de la lutte pour les communistes ».

Inde
LE PRÉSIDENT DU BARREAU BÉNÉFICIE DU DROIT D'ASILE POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS

New-Delhi (A.F.P.). — Le conseil du barreau des avocats de l'Inde a, à l'unanimité de ses membres présents, donné de ses fonctions, son président, M. B. Jethmalani, parce qu'il a récemment bénéficié de l'asile politique aux États-Unis, a annoncé, le mercredi 15 septembre, le Times of India. C'est, semble-t-il, la première fois qu'une personnalité indienne présente venait demander de ce genre depuis la proclamation de l'état d'urgence en juin 1975.

Se détachant, estiment les observateurs, de la malaise qui règne parmi les intellectuels — en particulier, les avocats, les journalistes et les professeurs — depuis cette époque et à la suite du durcissement du régime de Mme Gandhi ces derniers mois. Le chantage entre partisans inconditionnels du premier ministre et farouches opposants était devenu très net après les assises du parti du Congrès, à Chandigarh, en décembre 1975, au cours desquelles furent annoncées la prorogation de l'état d'urgence, l'ajournement pour un an au moins des élections et la révision de la Constitution, actuellement en discussion.

ROBERT SOLÉ.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez dû renoncer à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.



Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52

Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande.

L'ŒUVRE DE MAO-TSE-TOUNG (TRADUCTION FRANÇAISE)

OEUVRES CHOISIES (4 Vol.) Reliées	F. 65.20
OEUVRES CHOISIES (4 Vol.) Brochées	F. 42.60
CITATIONS «Le petit Livre rouge»	F. 2.10
5 ESSAIS PHILOSOPHIQUES (1 Vol.)	F. 2.10
ECRITS MILITAIRES (1 Vol.) Relié	F. 14.60
TEXTES CHOISIS (1 Vol.) Broché	F. 6.30

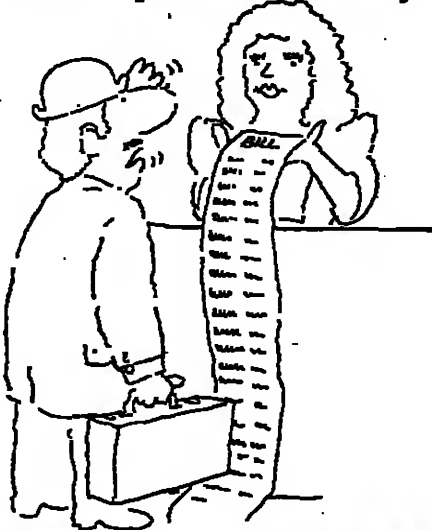
+ FRAIS DE PORT

LIBRAIRIE LE PHENIX

72, bd de Sébastopol - 75003 PARIS
CCP 17.217.63 PARIS - Métro Réaumur Sébastopol

Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL

Si les suppléments vous ont coûté
autant que la chambre,



**vous vous êtes trompé d'hôtel.
Dommage.**

De nombreux suppléments sont gratuits dans chaque hôtel Holiday Inn : piscine, chambre avec deux grands lits, salle de bains privée, télévision, parking, navette pour les hôtels proches des aéroports... plus beaucoup d'autres avantages auxquels vous ne vous attendez pas. Holiday Inn, la chaîne d'hôtels de première classe dont les prix sont parmi les plus raisonnables d'Europe.

Il y a 1700 hôtels Holiday Inn dans le monde, dont plus de 50 en France. En France : Avignon, Lille-Lesquin, Lille-Marcq, Lyon, Montecarlo, Strasbourg, Paris-Porte de Versailles, Paris-Orly, Guadeloupe. Ouverture prochaine : Paris-Roissy.



**Holiday Inn®
HOTEL**

Bureau de réservations :
Hôtel Holiday Inn - Paris-Orly, 4, avenue Charles-Lindbergh - 94150 Rungis
Téléphone : 686 50 87 - Téléc. 204696.

ASIE

Taiwan lutte pour sa survie

III. — Le salut par l'industrie lourde ?

De notre envoyé spécial PHILIPPE PONS

Le régime de Taiwan lutte pour sa survie. Les Américains poursuivent en effet leur désengagement militaire afin de préparer une normalisation de leurs relations avec Pékin. A Taipei, M. Tchang Ching-kuo, premier ministre et fils de Tchang Kai-shek, tente de rénover le Koumintang et met l'accent sur le développement économique de l'île (« le Monde » des 15 et 16 septembre).

Taipei. — Il fut une époque où le massif mémorial dédié à Sun Yat-sen, au centre de Taipei, ne présentait aux visiteurs que des documents sur les « atrocités » commises par les communistes. Il abrite aujourd'hui des expositions consacrées à l'expansion de Taiwan. L'économie a pris le pas sur la politique dans l'esprit des dirigeants ; ils commencent les courses de vitesse de préférence à la situation internationale.

Les autorités s'emploient, à la télévision notamment, à entretenir dans la population un esprit « pionnier ». Et, apparemment, du contremaitre au chef d'entreprise, tout le monde croit aux vertus du travail, du don de soi et à la rédemption par le profit. Les ouvriers peuvent difficilement exprimer un autre point de vue : les revendications ne risquent-elles pas d'être assimilées à des « méfaits subversifs » ? Tout est mis en œuvre pour nier l'idée d'opposition de classes : dans les grandes entreprises, l'ouvrier et le F.-D. G. portent le même uniforme de travail.

Chantiers navals et aciéries

La conjoncture est bonne. En 1975, le taux de croissance fut de 2,8 % seulement — ce qui était relativement peu par rapport au taux moyen de 10 % réalisé entre 1960 et 1974. Mais la reprise est manifeste depuis le début de cette année. En 1976, le rythme de croissance doit être de l'ordre de 6 %, et la P.N.B. doit dépasser le chiffre de 14,4 milliards de dollars atteint en 1975.

Après quinze dernières années, Taiwan a connu une expansion « à la japonaise ». Et les dirigeants d'affirmer avec détermination que la politique du Koumintang, « Voyez ce que nous aurions pu faire de la Chine en vingt-cinq ans de paix ». Argument trompeur à plus d'un titre. Il était plus facile de mettre à l'abri de 36 millions de kilomètres carrés que la Chine ravagée par la guerre, et le développement taiwanais s'est fait, au départ, au prix d'une répression sans merci.

Il faut aussi tenir compte de l'aide américaine considérable dont bénéficie le régime entre 1950 et 1965. Sans cet apport, il est douteux que Taiwan ait pu survivre : selon des estimations de la Rand Corporation américaine, le P.N.B. n'aurait, dans cette hypothèse, progressé que de 2,5 % par an. D'autre part, expliquant la décollage économique : les investissements étrangers ont atteint 1,4 milliard de dollars entre 1950 et 1975. Sur ce total, les Chinois d'outre-mer ont investi 400 millions de dollars : pour 41 % des sommes sont venues de l'étranger et pour 21 % du Japon.

Les dirigeants entendent appuyer l'industrie de transformation — l'île n'a pratiquement pas de matières premières — sur une industrie lourde. En 1972, M. Tchang Ching-kuo a lancé un programme de « dix grands projets ». Le premier sera le premier sous-développement d'Asie à prendre place parmi les nations industrialisées », dit M. Sun, ministre de l'économie. Ces projets visent le développement de l'infrastructure (voies routières Nord-Sud, électrification du réseau ferroviaire, voie ferrée Siao-Tsuen ; ouverture d'un second aéroport international à Taoyuan, près de Taipei ; aménagement des ports de Suao et Taichung), mais aussi la création d'industries lourdes (centrales nucléaires, aciéries, chantiers navals), et le développement de la pétrochimie.

Ces objectifs n'ont pas été remis en question par l'inflation de 1973 et la récession de l'année suivante. Les coûts ont, en revanche, dû être révisés : de 5 milliards de dollars en 1973, ils sont passés à

6,9 milliards en 1975 et personne ne pense qu'il s'agisse d'une estimation ultime. Le programme demeure la base du plan de développement en six ans (1976-1981), qui prévoit notamment que les industries à forte valeur ajoutée devront, en 1981, représenter 44,7 % du P.N.B.

Un des « grands projets » industriels est déjà terminé : il s'agit des chantiers navals de Keelung, Longue d'un kilomètre, avec deux ponts roullants de 350 000 tonnes, la cale sèche, dit le directeur, est la plus grande du monde après celle des chantiers navals de Nagasaki au Japon. Un premier pétrolier géant de 445 000 tonnes est en construction. Malgré la crise mondiale de la construction navale, les dirigeants se veulent optimistes : ils ont en commande plusieurs navires, d'un tonnage total de 1,5 million de tonnes.

L'aciérie — China Steel — qui jointe les chantiers navals sera achevée en janvier 1978. C'est grâce à l'assistance technique et à des prêts des Américains que l'opération a été montée (coût : près d'un milliard de dollars). La production s'élèvera au départ à 1,5 million de tonnes. Selon certaines estimations, pour que l'acier de China Steel soit compétitif par rapport à celui importé du Japon, il faudrait que la production s'élève au moins à 9 millions de tonnes.

Autre projet qui sera achevé en 1978 : la centrale nucléaire, qui comporte deux unités de 660 mégawatts chacune. L'uranium est fourni par l'Afrique du Sud et est enrichi aux Etats-Unis. Coût : 1 milliard de dollars. Une seconde centrale est en construction et une troisième est prévue. Les Etats-Unis se sont engagés à fournir à Taiwan du combustible nucléaire jusqu'en 1985. Mais qu'advient-il de cet accord si Washington rompt ses relations officielles avec Taipei ?

Le gouvernement a annoncé qu'il n'aurait pas de difficultés à trouver des prêts en provenance de l'étranger représentant 34 % du coût total. Les Etats-Unis sont les premiers bailleurs de fonds, mais une série d'autres pays d'Asie (Corée du Sud et Indonésie). L'île sera-t-elle toujours considérée par les banquiers comme un « bon risque » ? Fin 1975, les prêts des banques américaines s'élevaient à 1,2 milliard de dollars.

Un problème analogue se pose au sujet des investissements étrangers qui jouent un rôle essentiel. Effet de la crise mondiale ou signe d'expectative, on a noté au début de 1976 un ralentissement de ces investissements : en 1973, ils s'élevaient à 249 millions de dollars, pour tomber à 118 millions en 1975. Au cours du premier trimestre 1976, les investissements américains furent de 2,5 millions de dollars seulement, soit à peine le quart du montant pour la même période en 1975 (total pour cette année-là : 41 millions de dollars). On fait cependant remarquer, au ministère de l'économie, que plusieurs projets sont en cours d'examen. Phénomène inquiétant également, si la tendance se poursuit : un accroissement des investissements taiwanais à

Singapour et en Californie. Selon des informations recueillies à Hongkong, cette hémorragie de capitaux (leur sortie est strictement réglementée par les autorités) s'opère par le biais d'opérations d'importations, dont les tarifs sont considérablement réduits. La même source affirme que de nombreux hommes d'affaires de Taiwan cherchent à obtenir une double nationalité (en particulier aux Etats-Unis).

Le rôle du commerce extérieur

Le commerce extérieur est appelé à jouer un rôle capital. Taiwan n'est pas un pays exportateur de matières premières. En 1975, les exportations de 10 % par rapport à l'année précédente, mais devaient facilement atteindre l'objectif fixé pour 1976 : 13 milliards de dollars. Actuellement, les Etats-Unis sont le premier acheteur de produits taiwanais (un tiers du total) et le Japon le principal fournisseur de l'île. En 1975, les exportations à destination des Etats-Unis se sont élevées à 860 millions de dollars et les importations à 522 millions. Dans le cas du Japon, les ventes de Taiwan se chiffraient à 700 millions et ses achats à 1,8 milliard de dollars (soit 30 % du total).

Le cas du Japon est symptomatique de la nouvelle politique de Taiwan. La normalisation des relations entre Pékin et Tokyo en 1972 — et la rupture des liens diplomatiques avec Taipei — n'a pas remis en cause les relations économiques du Japon et de Taiwan. A force de concessions et de subtilités, une formule — qui pourrait servir de base de négociations pour définir les futures relations économiques entre Taiwan et les Etats-Unis — a été mise sur pied. L'Interchange Association, établie à Taipei dans les locaux de l'ancienne ambassade japonaise, gère les affaires japonaises dans l'île (son personnel est composé en majorité des anciens diplomates en poste à Taipei). L'Association of East Asian Relations est sa contrepartie à Tokyo. Bien que privés, ces deux organismes délivrent des visas. Et, désormais, la Grande-Bretagne est représentée à Taipei par un Anglo-Taiwan Trade Council ; la R.F.A. et l'Espagne, par des centres culturels aux activités multiples.

Le problème commercial majeur de Taiwan est la diversification de ses partenaires. L'organisme chargé de cette mission, le China External Trade Development Council (C.E.T.D.C.), créé en 1970, est aujourd'hui aussi important qu'un ministère. Deux cents économistes y travaillent, et il dispose de trente-trois représentations à l'étranger (sous le nom, la plupart du temps, de Far East Trade Service).

Les dirigeants taiwanais ont été un peu déçus par les pays africains, auxquels ils ont dans le passé dispensé leurs largesses. Mais les ambassadeurs africains ont peu à peu quitté Taipei, leurs gouvernements reconnaissant Pékin. Aussi, le C.E.T.D.C. cherche-t-il à développer les relations économiques avec l'Europe et le Proche-Orient.

C'est avec l'Arabie Saoudite que les liens sont les plus étroits. Taiwan trouve à Riad une source

de financement des « dix grands projets » : deux prêts de 50 et 30 millions de dollars ont été accordés en 1975. Surtout, l'Arabie Saoudite fournit 50 % du pétrole importé par Taiwan (soit 200 millions de dollars en 1975). En contrepartie, les nationalistes apportent une aide technique à leur partenaire pour la construction de ports, de zones industrielles, d'usines d'engrais, etc.

Et l'Europe ? La Commission des Communautés européennes se montre particulièrement stricte à l'égard de Taiwan dès qu'il s'agit de quotas. « Cette intranquillité est due aux pressions de Pékin », dit-on à Taipei. Il est vrai que, pour les textiles par exemple, les mesures sont plus dures à l'égard de Taiwan — notamment en matière de rétroactivité — que pour la Corée du Sud dont les produits envahissent pourtant l'Europe. Taiwan n'en a « contrôlé » pas moins pour l'instant 20 % du marché de la C.E.E.

Le retard de la France

Le premier partenaire européen de Taiwan est la R.F.A. : en 1975, les Allemands ont vendu pour 317 millions de dollars de produits à Taiwan, et lui ont acheté pour 316 millions de dollars. Vient ensuite la Grande-Bretagne (exportations vers Taiwan : 131,5 millions de dollars ; importations : 137,6 millions). La France est loin derrière. Depuis 1964, il n'existe plus aucun lien officiel entre Taipei et Paris. Apparemment, Taiwan est pour les Français une « terre maudite ». On y fait bien quelques affaires sans le dire trop haut et le quel d'Orsay ne veut rien savoir, de peur de froisser Pékin. Choix délégués de Paris qui, une fois pour toutes, a décidé de jouer la carte de la Chine populaire ? Ou plus simplement manque d'imagination pour trouver une formule qui permette de commercer avec Taiwan sans pour autant s'attirer les foudres de Pékin ? L'exemple de la R.F.A. qui, de loin, a économiquement mieux réussi que la France en Chine populaire tout en maintenant le premier partenaire commercial européen de Taiwan, inclinerait plutôt à penser que la seconde hypothèse est la bonne.

La France a commencé à s'intéresser timidement à Taiwan, il y a trois ans seulement. Un manque d'effort de promotion des industries françaises n'a pu qu'altérer les Chinois de Taiwan à leurs habitudes et à s'adresser à leurs partenaires habituels, américains, japonais ou allemands. Enfin, toutes les difficultés que l'on crée aux Chinois de Taiwan qui se rendent à Paris (tracasseries pour les visas, etc.) les découragent de pousser plus avant. On note cependant dans ce domaine un assouplissement. Ces deux dernières années, s'est manifesté un accroissement constant des échanges (12,7 % par an). En 1975, la France a importé pour 87 millions de dollars de produits de Taiwan et ses exportations se sont élevées à 56 millions. Mais elle continue apparemment à pratiquer contre Taiwan une politique très restrictive des quotas.

Des industriels et des financiers français ont commencé à s'intéresser à Taiwan, qui, selon des sources de Taipei, aurait obtenu cette année près de 500 millions de francs de prêts à court et moyen terme. Un contrat conclu en coopération par Demag (R.F.A.) et Delabre Levrier, du groupe Creusot-Loire, pour la fourniture et le montage de la charpente d'un haut fourneau qui équipera la China Steel de Keelung, est en cours d'exécution. Cinq ingénieurs français sont sur place depuis le début de l'année. Les Chinois de Taiwan sont assurément désireux d'améliorer leurs relations avec la France. La technique française les intéresse, que ce soit en matière d'énergie nucléaire (domaine évidemment politiquement dangereux, mais, après tout, nous traitons bien avec Séoul...) ou, d'une manière générale, en ce qui concerne l'industrie lourde.

Pour compenser ses déboires diplomatiques, Taiwan ne peut jouer que la carte de l'expansion. « Un pays industrialisé, attirant le capital étranger, est notre meilleure garantie pour l'avenir », dit un banquier local. Trop de pays ont des intérêts à Taiwan pour que le futur de l'île soit compromis dans l'immédiat.

FIN



canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir
à partir de

5740 F

20 modèles - 16 coloris - crédit possible

La Boutique du Brésil

PARIS - 43 av. Friedland (métro Etoile) - Tél. 359.22.10
NICE - 5 promenade des Anglais - Tél. 87.16.07



la chauffeuse cuir : 1680 F TTC

MEDICINE PHARMACIE

Septembre
Recyclage Scientifique
Octobre - Juin
Encadrement annuel
parallèle à la Fac.
P.C.E.M. et Pharmacie
Année "O"
Cours par Prof. de Fac.
Groupes de 15 élèves par CHU
IPEC 46 Bd St Michel
633.81.23 033.45.37

Aujourd'hui
vous avez
votre cor
avec

EUROPE

MENACES SUR L'UTOPIE SUÉDOISE

(Suite de la première page.)

Après un déjeuner rapide avec quelques notabilités locales, la caravane conservatrice reprend la route. Une caravane bien modeste, en vérité : un petit autobus pas très confortable pour la demi-douzaine de journalistes qui accompagnent le leader modéré et ses trois assistants.

« Ah, vous serez beaucoup mieux installés quand vous suivrez M. Palme ! », soupire M. Bohman.

A travers la forêt dense, trouée de lacs déserts où surgit, parfois, une flottille de cygnes sauvages, on gagne Olofström, une autre petite ville propre, avec sa rue piétonnière, ses bancs à fleurs, ses bancs et sa fontaine. M. Bohman a été courtois par le directeur du lycée à s'adresser aux terminales, une solennité de garçons et filles de seize à dix-huit ans, parmi lesquels plusieurs nouveaux électeurs potentiels.

Mais la jeune génération d'Olofström est moins docile que la foule de Karlshamn. Volvo et plusieurs autres industries y sont implantées, et l'empreinte social-démocrate est visible dans les questions, parfois à l'importance, des lycéens : « Le chômage est très réduit en Suède, et notre niveau de vie très bon ; alors pourquoi changer de gouvernement ? », demande un garçon qui s'entête et refuse de se contenter de la « vraie démocratie ». On demande au leader conservateur s'il augmentera le budget de la défense nationale et s'il envisage de faire entrer la Suède dans l'O.T.A.N. : « Il est partisan d'aider tous les pays du tiers-monde, et aussi Cuba ; s'il croit que la construction de nouvelles usines nucléaires est indispensable à l'économie suédoise. La réponse aux deux premières questions est « non ». Sur la troisième, M. Bohman reste prudemment évasif : c'est l'une des questions-clés de la campagne électorale.

La caravane repart pour Karlshamn, un port qui fut son heure de gloire au XVIII^e siècle, lorsque les troupes suédoises faisaient trembler l'Europe.

En élégant costume clair, cette fois, M. Bohman s'adresse à une foule endimanchée dans un jardin de ville d'eau. Il est juché sur

l'estrade de l'orchestre qui, l'été, donne des concerts-promenades très courus. Autour du podium, une douzaine de filles et de garçons montent une garde d'honneur, le drapeau national au poing. Aux côtés du leader conservateur, une jeune femme blonde traduit son discours dans le langage gestuel des sourds-muets. Pas un parti, en Suède, fût-il de droite, oserait paraître ignorer les besoins des marginaux.

Un conservateur heureux

La nuit tombe sur une claque enthousiaste, à peine troublée par quelques larmes de solides dockers. Ici comme ailleurs, il n'y a pas un uniforme de policier en vue.

A Kalmar, l'étape du soir, la caravane contemple à la télévision le débat public qui oppose, à Göteborg, MM. Palme et Fälldin, les deux véritables champions du tournoi électoral. En chaussettes, le leader conservateur observe le chef du parti centriste, massif comme un bulldozer, et le premier ministre, vêtement, passionné, apparemment en grande forme, malgré la fatigue qui tire ses traits. « C'est un fanatique, un frère prêcheur, pas un premier ministre ! », laisse tomber M. Bohman, qui cache mal l'antipathie que lui inspire le leader social-démocrate. Pour nombre de bourgeois suédois, M. Olof Palme est « traître à sa classe ». Né dans une famille de petite noblesse, d'un père dans les affaires, il a fait ses études dans les meilleurs établissements privés. Et s'il s'exprime avec autant d'aisance en anglais, en français et en allemand, c'est, disent les mauvais esprits, grâce aux divers gouvernements qui l'ont élevé.

Conservateur, et heureux de l'être, M. Bohman, qui fut avocat, peut, lui aussi, s'exprimer en deux ou trois langues étrangères, mais il ne rend rien de ses origines bourgeoises et ne cherche pas du tout à « faire peuple ». C'est avec un plaisir évident qu'il emmène un peu plus tard sa caravane dîner dans un bon hôtel de Kalmar au son d'un orchestre d'un « pop » discret, qui fait tourner une foule joyeuse sur la piste de danse. Des applaudissements

nourris, accompagnés de « Hé Gustaf ! », saluent l'entrain de danseur du leader conservateur, qui déteste qu'on se souvienne qu'il a dépassé la soixantaine.

La fête à Nybro

Le lendemain, la caravane Palme a un tout autre style. Le premier ministre, lui aussi en jeans, arrive escorté en tout et pour tout d'une poignée de permanents de son parti et d'une voiture de police banalisée au point de passer totalement imperturbé. Il visite au pas de course une usine d'équipement de cuisine, l'une des rares entreprises nationalisées du pays, s'arrête

leurs orateurs du monde occidental. Non sans une certaine dose de démagogie.

Sur la grand-place de Kalmar, des métallos aux épaules de démenageurs, des dames aux cheveux attendrissants — les sœurs de celles qui, hier, applaudissaient M. Bohman, — des travailleurs grecs émigrés sourient d'aise. Le premier ministre salue les Grecs, « qui ont mené le même combat que nous pour la démocratie », les pères et les mères de famille qui, comme disent les affiches du parti, « veulent passer plus de temps avec leurs enfants », les travailleurs qui se battent « sans désemparer pour faire respecter leurs droits ». Il fustige les nos-

l'histoire suédoise que les forces de l'ordre tirent sur des manifestants. C'était en 1931.

Il se peut que des Suédois s'ennuient, qu'ils trouvent l'Etat-providence encombrant, mais la majorité de ceux qui acclament le premier ministre à Kalmar et à Nybro n'ont jamais vécu aussi bien. « Tryggat », la « sécurité », le maître mot de la campagne 1976, garde pour eux un charme que les bourgeois de l'opposition ont sans doute du mal à comprendre. Sur leur vitre arrière, les voitures de la caravane Palme portent ce slogan : « Tous ensemble, nous forgerons une vie encore meilleure. »

Un nouveau miracle ?

Enköping, une petite ville industrielle près d'Uppsala, au cœur de l'un des grands secteurs de la Suède. Le vice-président du parti centriste, M. Johannes Antonsson, est venu visiter une usine de matériel de ventilation et de purification d'air, un beau bâtiment aux lignes sobres construit en plein bois. Court, rond, un brin solennel, ce gros agriculteur devenu l'un des piliers du parti, en a vigoureusement dit-on, disputé la direction à son chef actuel, M. Fälldin. Quel qu'il en soit, il paraît bien plus à l'aise en public que son président.

Dans les ateliers briqués, d'où le travail à la chaîne a récemment disparu, plusieurs ouvriers et ouvrières arborent ostensiblement des insignes sociaux-démocrates. M. Antonsson paraît l'ignorer. Un peu plus tard, il réunit quelques membres du syndicat des employés — la centrale ouvrière L.O. a boycotté la réunion, — non pour les exhorter à voter centriste mais, plus habilement, pour les interroger sur leurs difficultés dans l'entreprise : la concertation, le milieu de travail, les loisirs, les emplois à temps

partiel pour les femmes. L'atmosphère est plus sordide qu'enthousiaste. Qu'importe : les centristes sont sûrs qu'ils ont le vent en poupe. Leur proposition d'arrêter la construction d'usines nucléaires est en train de leur rallier de nombreux électeurs, y compris de jeunes sociaux-démocrates.

A la réunion publique de midi, sur la grand-place, il n'y a pas foule. Mais, placide et sûr de lui, M. Antonsson entame l'antienne du socialisme, décidément beaucoup trop avancée, de M. Palme. Quelques adolescents le chahutent. Un grand jeune homme élégant l'attaque sans ménagement. « Un intellectuel venu exprès d'Uppsala », commente avec dédain l'un des assistants de M. Antonsson.

Intrépidement, le vice-président centriste tient une conférence de presse. Mais les journalistes locaux ne s'en laissent pas compter : « Et comment reconstruire-vous les travailleurs privés d'emploi par l'abandon du programme nucléaire ?

— Pourquoi ne parlez-vous que de « nucléaire » ? Il y a d'autres sujets ! proteste un édile local. — Ce n'est pas à nous de poser des questions ! » coupe le représentant du quotidien de Balsta (six mille habitants), sa barbe blanche tremblant d'indignation.

Mais M. Korpas, député centriste et directeur d'une école d'éducation permanente, qui vient de fêter son centième anniversaire, reste confiant : « En 68, les sociaux-démocrates ont été sauvés par l'invasion de la Tchécoslovaquie. En 73, par la mort du roi. Cette fois-ci, il n'y aura pas de miracle ! »

Prochain article :

LE « PALMERISME » EN QUESTION

BIBLIOGRAPHIE

« Le Rendez-Vous suédois »

de Serge RICHARD

Le petit livre en forme de longue interview que Serge Richard consacre à M. Olof Palme est intéressant à plusieurs titres : destiné à un public français amateur d'idéologies, il démythifie l'image d'une social-démocratie suédoise essentiellement pragmatique. Il donne aussi de nouveaux aperçus sur les « années d'apprentissage » d'un jeune homme de bonne famille, brillant, curieux, obsédé par les inégalités de la condition humaine.

M. Palme évoque une ascendance familiale qui explique sans doute une bonne partie de ses orientations : des ancêtres pasteurs de campagne, un grand-père officier, qui épousa une Finlandaise, militante révolutionnaire. Une mère, Allemande de Riga, étudiante en médecine, féministe, déportée par les Russes pendant la première guerre mondiale, puis réfugiée en Suède.

Étudiant en droit, un temps journaliste, bourgeois aux États-Unis, le jeune Olof Palme a, comme il dit, « la bougeotte » ; il découvre le socialisme en Tchécoslovaquie et le colonialisme en Asie. « Le spectacle de tant de malheurs » bouleverse le jeune Suédois. Pourtant, assure le premier ministre, « mes choix politiques n'ont jamais rien eu de passionnel, et mon adhésion au socia-

lisme ne saurait être assimilée à la révolte d'un fils de bourgeois mille qui, soudain, s'oppose aux siens ».

L'idéologie social-démocrate est sans ambition, au moins en apparence : elle veut « améliorer la vie quotidienne ». Elle « colle à la réalité des choses. Que souhaitent les hommes ? Leurs rêves d'avenir sont modestes mais concrets : ils concernent la famille, le logement, l'emploi, les relations quotidiennes et le cadre de vie ».

Mais ce sont de ces modestes objectifs qu'est fait l'étrange « modèle suédois » qui enthousiasme, inquiète, surprend ou exaspère. Ses maîtres mots sont : égalité, sécurité, solidarité. Quatre mots ambitieux, finalement, que la tragédie révolutionnaire française.

M. Palme est-il l'autocrate présumé, le dangereux doctrinaire que présentent ses adversaires ? On hésite à le croire en le découvrant aussi proche des préoccupations les plus quotidiennes. Mais dès qu'il parle du tiers-monde, sa vision s'élargit, embrasse le globe, et le lecteur a soudain l'impression que, sur la scène suédoise, M. Palme est un peu à l'échelle. — N. B.

★ Le Rendez-Vous suédois, de Serge Richard, collection Les Grands Leaders, Stock 200 pages, 35 F.

(Publié)

PISTONS HYDRAULIQUES ET GRUES

C.O.M.A.

CONSTRUCTION DE MACHINES

ET D'APPAREILS OLEODYNAMIQUES

Notre entreprise de construction de grues hydrauliques pour camions est l'une des plus importantes d'Italie.

Notre production se caractérise par sa technique d'avant-garde.

Sa gamme est complète et va de 2 à 36 tonnes/mètre : c'est un motif certain de succès commercial.

Dans le cadre d'une restructuration de notre réseau de vente dans les pays d'Europe occidentale, nous désirons prendre contact avec d'importantes organisations pour l'importation et la distribution de nos grues hydrauliques en France.

Notre proposition vous intéresse ? Adressez-vous à :

C.O.M.A. - Via Emilia 233 - CASTELBOLOGNESE (Ravenna).

Seule TWA
offre autant
de vols quotidiens
vers les U.S.A.

New York
sans escale.

Le premier 747 de la journée. Départ: 12 h - Arrivée: 13 h 45
Deuxième vol quotidien. Départ: 15 h - Arrivée: 17 h 15

Chicago
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale - Départ: 14 h 30 - Arrivée: 16 h 45

Boston
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale - Départ: 13 h 45 - Arrivée: 15 h 25

Washington
sans escale.

Le seul vol quotidien sans escale - Départ: 12 h 45 - Arrivée: 15 h 30

Los Angeles
San Francisco

Boeing 747. Le seul vol direct quotidien via le Pôle.
Départ 11 h 40 - Arrivée Los Angeles: 16 h 10
Arrivée San Francisco: 18 h 48



N°1 sur l'Atlantique.
TWA

100-150

1500

LES FANS DE Résidence "les tennis" JACQUES RIBOUREL COURSEULLES

ils aiment la simplicité

Une station balnéaire qui a su rester un bourg. Courseulles-sur-Mer : un bourg bien vivant avec son marché sur la petite place, la vente du poisson à la criée, les restaurants ouverts toute l'année pour déguster huîtres et moules, des magasins et commerces de détail de mieux en mieux achalandés. Courseulles n'est pas un ensemble préfabriqué, lors de vos séjours vous y côtoierez une population accueillante, fière de ses petites rues, ses jardins, ses maisons basses.

Une station balnéaire où il fait bon vivre, en toute simplicité, le week-end et en vacances.

ils flairent les bonnes affaires : la Résidence "les tennis"

La résidence "Les Tennis" à 18 km de Caen par l'autoroute de Normandie.

L'autoroute de Normandie est maintenant prolongée jusqu'à Caen. Vous prenez la D7 et 18 km plus loin vous êtes chez vous. Vous pouvez rejoindre "Les Tennis" en évitant le centre ville.

Des petites immeubles pour ceux qui aiment le calme et ne pas vivre les uns sur les autres. Décalés les uns par rapport aux autres, à 3 niveaux seulement : un rez-de-chaussée et 2 étages. Une entrée commune pour 4 appartements (charges réduites) et parking en sous-sol et extérieur. Vous fuyez les grands ensembles : c'est aux "Tennis" que vous devez habiter. Pour retrouver le charme des petites résidences.



Des appartements avec loggia ou balcon et cuisine toute équipée. Chaque appartement comprend une loggia ou un balcon, salle de bains entièrement aménagée

qui accueille, dès 18 ans, les enfants. Courseulles, une station pour les plus jeunes et pour les moins jeunes aussi. Le calendrier de juillet-août est très chargé : rallye nautique, grandes régates, concours de pêche, de pétanque, jeux d'artifice, corso... Et durant toute l'année : piscine d'eau de mer chauffée (courses héliomarine), club hippique, tennis, salle de bridge, centre omnisport.

Bientôt le plus grand port de plaisance de la Côte Normande.

En plaisance Courseulles a toujours fait figure de précurseur. Elle a créé, il y a près de 100 ans, la première société de régates de la Manche. Aujourd'hui son port s'agrandit : 60 bateaux, en 1963, 750 en 1975, et 2.500 en 1985 avec les projets actuellement en cours.

(paignoir, lavabo, bidet), une vraie cuisine toute équipée : meuble de rangement haut et bas, évier inox double bac, réfrigérateur, table de cuisson 4 feux, four avec hublot, hotte aspirante. Vide-ordures. Et vous pouvez compter sur le chauffage bi-jonction à réglage individuel.

Appartements témoins. Rue des Tennis à Courseulles-sur-Mer : Renseignements sur place : tél. : (31) 83.41.48 - Paris 120, Champs-Élysées : tél. : 258.00.90 - Rouen 3, rue Rollon : tél. : (35) 83.63.79 - Deauville : 198 bis, avenue de la République : tél. : (31) 88.77.35.

2 pièces 32,71 m² : Séjour, 1 chambre, vraie cuisine, salle de bains, wc et loggia. 97.000 F.

3 pièces 40 m² : Double exposition, entrée, séjour, 2 chambres, vraie cuisine, salle de bains, wc, loggia de 5,75 m² et terrasse de 12,91 m². 155.000 F.

Contrat prix bloqué. C'est une clause de sécurité très avantageuse actuellement. En versant 5 % à la réservation vous bloquez le prix de votre appartement qui ne subira aucune augmentation. Jacques Ribourel S.A. vous accorde la possibilité de payer les 15 % supplémentaires d'apport personnel sur 2 ans. Et peut vous faire obtenir un crédit de 18 ans sur les 80 % restants.

Résidence "les tennis"

Jacques Ribourel S.A.
120, Champs-Élysées 75008 Paris Tél. 256 0090

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part, votre documentation sur la Résidence "les tennis"

Nom _____

Prénoms _____

Adresse _____

Profession _____

A retourner à Jacques Ribourel S.A.
120, Champs-Élysées, 75008 Paris

POLITIQUE

CRITIQUÉE PAR LES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS ET LES CENTRISTES

L'initiative de M. Chirac est approuvée par l'U.D.R.

En déclarant au cours du conseil des ministres du 15 septembre que « le gouvernement s'attaquait enfin aux vrais problèmes », M. Valéry Giscard d'Estaing a sans doute voulu faire son autocritique plutôt que « jeter une pierre dans le jardin » de M. Jacques Chirac, à moins qu'il n'ait voulu révéler que depuis deux ans ce dernier n'avait joué — de même que M. Fourcade, alors ministre des finances — aucun rôle dans le développement de la politique économique et monétaire du pays. Si le chef de l'Etat s'est gardé de toute appréciation personnelle sur l'initiative de son ancien premier ministre, son porte-parole a rappelé que le gouvernement devait « orienter tout son dynamisme et appliquer toutes ses énergies » à la lutte contre l'inflation et non au combat électoral, comme le propose M. Chirac.

L'intervention de ce dernier doit donc être réduite à une « affaire U.D.R. ». Cette consigne implicite a été entendue par les porte-parole des deux autres formations de la majorité, M. Bernard Stasi, vice-président du Centre des

démocrates sociaux, juge donc que M. Chirac s'est « trompé de combat » et M. Chirac, au nom des républicains indépendants, ne voit que « colère et rancœur » dans l'inspiration de l'ancien premier ministre. Mais, au risque de justifier les inquiétudes que nourrissent déjà les gaullistes et surtout les centristes, M. Chirac exprime son vœu de voir se constituer une sorte de « fédération giscardienne » des partis de la majorité à la place de la juxtaposition actuelle des mouvements politiques.

Cet espoir ne répond pas, loin de là, à celui de l'U.D.R. Pour le moment, l'initiative de M. Chirac ne reçoit que des approbations dans les rangs gaullistes. M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R., non seulement ne voit rien qui ne puisse être approuvé par lui dans les propos de l'ancien premier ministre, mais il rappelle que le groupe U.D.R. demeure par sa cohésion le maître de la majorité. Il souhaite aussi critiquer l'attitude de M. Giscard d'Estaing et du gouvernement en affirmant qu'il n'est plus temps de prendre du recul pour se lancer dans la bataille électorale.

M. Olivier Guichard lui-même a fait preuve d'une grande indulgence. Se limitant à une analyse des textes de M. Chirac, il ne trouve « rien à y redire », ne se plaint pas que la notion de rassemblement soit évoquée et admet — à la différence de M. Giscard d'Estaing — que la France soit coupée en deux blocs, ne serait-ce qu'en période électorale. Il est vrai que M. Guichard fut, avant d'entrer au gouvernement, partisan d'élections législatives anticipées et qu'il avait rallié M. Chirac à cette thèse. Il est vrai aussi que, chargé par le chef de l'Etat d'harmoniser les rapports entre les formations de la majorité, il ne peut aller contre le courant actuellement dominant de son propre mouvement, l'U.D.R., au risque d'y perdre toute audience.

La compréhension mais aussi la prudence inspirent également M. Yves Guénin, qui, en tant que secrétaire général de l'U.D.R., veut préserver l'unité d'une formation où se côtoient des militants largement acquis à M. Chirac, des élus soumis à des sollicitations contraires

et des « barons » ralliés à M. Giscard d'Estaing. Sa tâche est en réalité plus difficile au moment où les adversaires de M. Chirac ont décidé de participer plus activement aux instances du mouvement et où, ce jeudi, le bureau exécutif devait examiner deux problèmes qui, à des titres divers, préoccupent les gaullistes : l'élection du Parlement européen au suffrage universel, dans laquelle beaucoup voient une atteinte au « principe fondamental » de l'indépendance nationale, et l'indemnisation de la sécheresse, qui provoque les critiques et les craintes de nombreuses couches de leur électorat.

Anapavant, le bureau exécutif de l'U.D.R. avait longuement débattu de l'initiative de M. Chirac, et c'est à l'unanimité que les dirigeants du mouvement ont approuvé la démarche de l'ancien premier ministre, y compris même dans un communiqué qu'il n'y avait entre ses déclarations et la façon dont l'U.D.R. apprécie la situation — aucune divergence, au contraire. — A.P.

M. Labbé : rien que je ne puisse approuver

M. Claude Labbé, président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale, a présenté mercredi 16 septembre à la presse les journées d'études parlementaires, qui se dérouleront les 23, 30 septembre et 1^{er} octobre à Rocamadour (Lot).

Interrogé sur l'attitude de M. Jacques Chirac, il a indiqué que, bien qu'il ait renouvelé l'invitation adressée à l'ancien premier ministre, « ce dernier a, semble-t-il, décidé de ne pas se rendre à Rocamadour, estimant que sa place n'est pas à ces journées ». M. Labbé a ensuite commenté les récentes déclarations de M. Chirac : « Sa position ne peut en rien passer pour une attitude isolée. Il a dit ce que nous répétons toujours. Il n'y a rien dans ses propos que je ne puisse approuver. Je suis contre le flot et le mou, et pour des frontières politiques précises. Chacun doit choisir son camp, et il ne faut pas donner l'impression que l'on fait la politique de ses adversaires. C'est à dire être possible de franchir la ligne, mais cette ligne doit exister. On peut être très vigoureux dans l'attaque contre l'opposition, mais aussi être sensible à certains arguments et ouvert à des hommes qui désirent nous rejoindre. M. Chirac devait-il parler maintenant et comme il l'a fait ? Personnellement, j'estime que le silence n'est pas l'attitude d'un homme politique qui a décidé de rester dans la vie politique active. Vouloir recevoir à l'Assemblée nationale, c'est l'affirmation d'une volonté politique dont il se doit de préciser le sens. Il a choisi de se placer à la pointe du combat. Faut-il d'ailleurs le reprocher du recul dans la période actuelle, préluce à des échéances électorales capitales ? »

Dans sa conférence de presse, M. Labbé a précisé que les journées d'études U.D.R. au cours desquelles il prendra la parole à quatre reprises s'ouvriront par un circuit dans le Lot avec une halte à Cahors, où un hommage sera rendu à la mémoire de Georges Pompidou, et s'achèveront par le discours que prononcera le premier ministre, M. Raymond Barre, le 1^{er} octobre.

Pour M. Labbé, trois notions dominent ces journées d'études : « D'abord, l'unité, car sans la cohésion de notre groupe, rien n'est possible. Nous sommes au cœur de la majorité. Si nous échouons, la majorité électorale chancelle, et pas seulement l'U.D.R., doit en être convaincu. Ensuite, l'ouverture, c'est-à-dire le rassemblement. J'approuve les initiatives visant à établir des contacts avec les marges de la majorité et même avec l'opposition. Je condamne toute attitude de sectarisme. (...) Certes, sur le plan parlementaire, une fois intervenu un accord avec le gouvernement, il faudra s'y tenir. Mais pour ce qui est de la conception politique, chacun peut avoir des idées différentes. Enfin, l'effort nécessaire pour combattre les dangers inflationnistes, mais qui implique la confiance, l'équité et la clarté. »

M. Chirac devait-il parler maintenant et comme il l'a fait ? Personnellement, j'estime que le silence n'est pas l'attitude d'un homme politique qui a décidé de rester dans la vie politique active. Vouloir recevoir à l'Assemblée nationale, c'est l'affirmation d'une volonté politique dont il se doit de préciser le sens. Il a choisi de se placer à la pointe du combat. Faut-il d'ailleurs le reprocher du recul dans la période actuelle, préluce à des échéances électorales capitales ? »

Dans sa conférence de presse, M. Labbé a précisé que les journées d'études U.D.R. au cours desquelles il prendra la parole à quatre reprises s'ouvriront par un circuit dans le Lot avec une halte à Cahors, où un hommage sera rendu à la mémoire de Georges Pompidou, et s'achèveront par le discours que prononcera le premier ministre, M. Raymond Barre, le 1^{er} octobre.

Pour M. Labbé, trois notions dominent ces journées d'études : « D'abord, l'unité, car sans la cohésion de notre groupe, rien n'est possible. Nous sommes au cœur de la majorité. Si nous échouons, la majorité électorale chancelle, et pas seulement l'U.D.R., doit en être convaincu. Ensuite, l'ouverture, c'est-à-dire le rassemblement. J'approuve les initiatives visant à établir des contacts avec les marges de la majorité et même avec l'opposition. Je condamne toute attitude de sectarisme. (...) Certes, sur le plan parlementaire, une fois intervenu un accord avec le gouvernement, il faudra s'y tenir. Mais pour ce qui est de la conception politique, chacun peut avoir des idées différentes. Enfin, l'effort nécessaire pour combattre les dangers inflationnistes, mais qui implique la confiance, l'équité et la clarté. »

M. Chirac devait-il parler maintenant et comme il l'a fait ? Personnellement, j'estime que le silence n'est pas l'attitude d'un homme politique qui a décidé de rester dans la vie politique active. Vouloir recevoir à l'Assemblée nationale, c'est l'affirmation d'une volonté politique dont il se doit de préciser le sens. Il a choisi de se placer à la pointe du combat. Faut-il d'ailleurs le reprocher du recul dans la période actuelle, préluce à des échéances électorales capitales ? »

Dans sa conférence de presse, M. Labbé a précisé que les journées d'études U.D.R. au cours desquelles il prendra la parole à quatre reprises s'ouvriront par un circuit dans le Lot avec une halte à Cahors, où un hommage sera rendu à la mémoire de Georges Pompidou, et s'achèveront par le discours que prononcera le premier ministre, M. Raymond Barre, le 1^{er} octobre.

Pour M. Labbé, trois notions dominent ces journées d'études : « D'abord, l'unité, car sans la cohésion de notre groupe, rien n'est possible. Nous sommes au cœur de la majorité. Si nous échouons, la majorité électorale chancelle, et pas seulement l'U.D.R., doit en être convaincu. Ensuite, l'ouverture, c'est-à-dire le rassemblement. J'approuve les initiatives visant à établir des contacts avec les marges de la majorité et même avec l'opposition. Je condamne toute attitude de sectarisme. (...) Certes, sur le plan parlementaire, une fois intervenu un accord avec le gouvernement, il faudra s'y tenir. Mais pour ce qui est de la conception politique, chacun peut avoir des idées différentes. Enfin, l'effort nécessaire pour combattre les dangers inflationnistes, mais qui implique la confiance, l'équité et la clarté. »

M. Chirac devait-il parler maintenant et comme il l'a fait ? Personnellement, j'estime que le silence n'est pas l'attitude d'un homme politique qui a décidé de rester dans la vie politique active. Vouloir recevoir à l'Assemblée nationale, c'est l'affirmation d'une volonté politique dont il se doit de préciser le sens. Il a choisi de se placer à la pointe du combat. Faut-il d'ailleurs le reprocher du recul dans la période actuelle, préluce à des échéances électorales capitales ? »

Dans sa conférence de presse, M. Labbé a précisé que les journées d'études U.D.R. au cours desquelles il prendra la parole à quatre reprises s'ouvriront par un circuit dans le Lot avec une halte à Cahors, où un hommage sera rendu à la mémoire de Georges Pompidou, et s'achèveront par le discours que prononcera le premier ministre, M. Raymond Barre, le 1^{er} octobre.

Pour M. Labbé, trois notions dominent ces journées d'études : « D'abord, l'unité, car sans la cohésion de notre groupe, rien n'est possible. Nous sommes au cœur de la majorité. Si nous échouons, la majorité électorale chancelle, et pas seulement l'U.D.R., doit en être convaincu. Ensuite, l'ouverture, c'est-à-dire le rassemblement. J'approuve les initiatives visant à établir des contacts avec les marges de la majorité et même avec l'opposition. Je condamne toute attitude de sectarisme. (...) Certes, sur le plan parlementaire, une fois intervenu un accord avec le gouvernement, il faudra s'y tenir. Mais pour ce qui est de la conception politique, chacun peut avoir des idées différentes. Enfin, l'effort nécessaire pour combattre les dangers inflationnistes, mais qui implique la confiance, l'équité et la clarté. »

M. Chirac devait-il parler maintenant et comme il l'a fait ? Personnellement, j'estime que le silence n'est pas l'attitude d'un homme politique qui a décidé de rester dans la vie politique active. Vouloir recevoir à l'Assemblée nationale, c'est l'affirmation d'une volonté politique dont il se doit de préciser le sens. Il a choisi de se placer à la pointe du combat. Faut-il d'ailleurs le reprocher du recul dans la période actuelle, préluce à des échéances électorales capitales ? »

Dans sa conférence de presse, M. Labbé a précisé que les journées d'études U.D.R. au cours desquelles il prendra la parole à quatre reprises s'ouvriront par un circuit dans le Lot avec une halte à Cahors, où un hommage sera rendu à la mémoire de Georges Pompidou, et s'achèveront par le discours que prononcera le premier ministre, M. Raymond Barre, le 1^{er} octobre.

M. Chirac (R.I.) : priorité à l'autorité et non à l'agitation

M. Roger Chirac, président du groupe des républicains indépendants de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Jacques Chirac, qui appartient à une nouvelle génération d'hommes politiques, est un homme d'expérience. Je regrette d'autant plus les conditions qu'il a choisies de son départ du gouvernement. Je pense, en effet, que tout ce qui semble s'apparenter à la colère et à la rancœur n'est jamais un acte politique de bonne qualité. »

Cela étant, Jacques Chirac est un homme de qualité de cette nouvelle génération, notamment de qualité intellectuelle. C'est aussi un homme dynamique. Mais l'action politique, c'est-à-dire, le gouvernement des hommes, doit donner la priorité à la chaleur humaine, à la franchise, à l'autorité et non pas à l'agitation.

La dernière déclaration de Jacques Chirac me paraît concerner essentiellement l'avenir de la formation de nos amis U.D.R., et sur ce point je n'ai, à l'évidence, pas de commentaire à faire. Mais l'avenir de la majorité libérale repose-t-il vraiment sur la juxtaposition des partis politiques

U.D.R., R.I., C.D.S., radicaux, démocrates, socialistes ? En vérité, je ne le crois pas. Il s'agit de savoir, à mon avis, aujourd'hui si, derrière le président de la République, les différents responsables de ces divers courants politiques ont l'intention ou non de faire front ensemble aux partisans du programme social-communiste. Seul cela compte. (...) »

M. LECAT : tout le dynamisme du gouvernement est orienté vers la lutte contre l'inflation.

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Élysée, a déclaré, au micro de France-Inter : « Il n'y a pas de commentaire officiel sur les initiatives de M. Chirac. Il y a une sorte de constatation de l'action menée actuellement par le premier ministre. C'est une action qui oriente toute la dynamique du gouvernement vers la lutte contre l'inflation. C'est à cela que toutes les énergies s'appliquent du côté du gouvernement. »



(Dessin de PLANTU.)

M. GUICHARD : personne ne peut trouver à redire.

M. Olivier Guichard, ministre d'Etat, garde des sceaux, « grand témoin de l'émission "C'est à dire" d'Antenne 2 » mercredi 15 septembre, a affirmé : « Les relations entre le président de la République et le premier ministre ont été très bonnes pendant deux ans. Je ne pense pas que personne ne songe pour le moment à jeter des pierres dans le jardin de l'autre. Personne ne peut trouver à redire aux déclarations de M. Chirac. Voilà un ancien premier ministre qui veut se battre contre l'opposition et ce qu'il parle de ses intentions à ce sujet est tout à fait normal. Ce n'est pas moi qui m'en plaindrai. On n'est jamais trop nombreux pour se battre. (...) »

M. Jacques Chirac a été premier ministre pendant deux ans et trois mois, et il a joué un rôle considérable dans la vie politique du pays. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il parle de ses intentions pour l'avenir de la vie politique française. Il n'y a rien d'étonnant également à ce que le ministre d'Etat, qui se rappelle de temps en temps qu'il a des responsabilités en matière de cohésion de la majorité gouvernementale, s'exprime ainsi.

« L'ESSOR DU LIMOUSIN » : à bientôt Jacques Chirac.

L'Essor du Limousin, bimensuel électoral de M. Jacques Chirac, a publié, jeudi 16 septembre, un éditorial indiquant : « Décidé à soutenir nos institutions, Jacques Chirac s'est donné les dimensions d'un homme d'Etat, parce qu'il ne songe qu'à l'avenir de la France, il ne se lance pas dans une contestation systématique de l'action gouvernementale. Sa loyauté au président de la République restera intacte tout au long de ces deux années et trois mois passés à l'hôtel Matignon. »

Il n'est donc pas question pour l'ancien premier ministre de caracoler aux franges de la majorité ou de s'adonner à la culture des cacahouates. Dans cette image d'un homme résolu et sage, les électeurs reconnaissent mieux que personnellement leur élu qui s'est toujours préservé de la polémique, de la diatribe et n'a jamais pu se laisser aller à la contestation.

Dégage des contingences et des contraintes du pouvoir, Jacques Chirac s'est fixé une mission prioritaire : la défense de notre société républicaine et démocratique.

Jacques Chirac se battra, de toutes ses forces, pour que se rassembler toutes les Françaises et tous les Français épris de justice, conscients du rôle et de la place de la France dans le monde et décidés à sauvegarder leurs libertés. Ainsi, pouvons-nous dire : « A bientôt Jacques Chirac ! »

M. STASI (C.D.S.) : M. Chirac se trompe de combat.

M. Bernard Stasi, vice-président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré :

« Le combat qui fait mener aujourd'hui ce n'est pas un combat électoral. La victoire qu'il convient de remporter, ce n'est pas la victoire d'un camp sur l'autre, c'est la victoire du pays tout entier à la fois sur l'inflation et sur les inégalités sociales. Pour remporter cette double victoire, il ne s'agit pas de mobiliser les Français les uns contre les autres. Il faut, au contraire, obtenir — comme s'efforce de le faire le gouvernement — la mobilisation de la très grande majorité des Français dans un climat aussi serein que possible. (...) Je ne suis pas sûr que l'appel à la mobilisation lancé par Jacques Chirac contribue à cette sérénité. Finalement, j'ai le sentiment que l'ancien premier ministre se trompe de combat. »

M. DEFFERRE (P.S.) : inadmissible.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré à TF 1 : « Que M. Chirac lutte contre l'inflation, c'est une chose, mais qu'il dise qu'il doit la majorité, cela nous gêne pas, mais qu'il trompe les Français en prétendant que nous allons instaurer dans ce pays un régime collectiviste, alors que le programme commun ne prévoit pas un régime socialiste, et qu'il parle de contraintes, c'est sur le plan politique et même sur le plan moral une chose absolument inadmissible. »

M. Michel Jobert, fondateur du Mouvement des démocrates, a déclaré : « Je suis étonné de ce finalisme qui ne peut que résulter de la ténacité. Il ne correspond pas en effet à une analyse objective de la situation. Quel crédit accorder aujourd'hui à un responsable qui s'est trompé et a fourvoyé ses partisans, ainsi que son départ suffit à le démontrer lumineusement ? »

M. Yves Guénin, secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à FR 3, mercredi 16 septembre, au cours de ces deux années, a profondément marqué dans le mouvement U.D.R. Il est vrai aussi que, pour ce qui est de la situation, je crois que personne ne peut le contester. Mais, dans son rôle, son action est plutôt décevante que décevante. Il est donc normal qu'on s'attende à le voir se manifester. (...) »

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 15 septembre au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. A l'issue de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

● L'ORGANISATION DES ÉTUDES MÉDICALES

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi portant validation d'arrêté relatif à l'admission en deuxième année des études médicales pour les années universitaires 1971-1972 et 1972-1973. Certains de ces arrêtés, pour permettre la mise en application de la loi n° 71-557 du 12 juillet 1971 modifiant, en ce qui concerne les études médicales, la loi du 12 novembre 1968 sur l'enseignement supérieur, avaient organisé les examens d'entrée à la deuxième année d'études médicales, ont été annulés, pour vice de forme, par les juridictions administratives. Le projet de loi permet la régularisation de la situation des étudiants figurant sur les listes de classement établies sur la base de ces arrêtés, afin que la validité des études qu'ils ont accomplies depuis lors ne puisse être mise en cause.

● LA SITUATION DES MILITAIRES ORIGINAIRES DES COMORES

Le conseil a adopté un projet de loi relatif à la radiation des cadres et aux droits à pension des militaires originaires des îles de la Grande-Comore, d'Anjouan et de Mohéli, à la suite de l'accession à l'indépendance de ces îles, qui constituent désormais l'Etat comorien. Le projet prévoit la radiation des cadres de ces militaires soit à leur demande, s'ils ont opté pour la nationalité française avant la date fixée par la loi n° 73-529 du 3 juillet 1973 relative à l'indépendance du Territoire des Comores, soit d'office dans le cas contraire. Ce projet précise également les conditions dans lesquelles seront indemnisés ces militaires pour les services accomplis dans l'armée française : attribution d'une pension de retraite en application d'une indemnité, suivant la durée de ces services.

● LE RÉGIME DE SÉCURITÉ SOCIALE DES GENS DE MER

Le conseil a adopté un projet de loi concernant les marins des départements d'outre-mer et de la Polynésie française, certaines dispositions du régime social de pension et de Sécurité sociale des gens de mer. Compte tenu de leur situation particulière, ce texte ouvre à ces marins la faculté d'opter entre le régime normal de Sécurité sociale des gens de mer et un régime adapté comportant une réduction des cotisations accompagnée d'une réduction correspondante du taux des pensions et de la retraite et de certaines prestations de l'assurance-maladie. Toutefois la réduction de leurs cotisations n'entraînera aucune réduction de pensions ou des prestations pour les

marins qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi, résident au domicile familial de services à la mer.

● LA SITUATION DE L'EMPLOI

Le ministre du travail a fait une communication sur la situation sociale et, notamment, sur l'emploi. Le bon niveau général de l'activité économique s'est traduit par une amélioration de l'emploi dans les entreprises, correspondant à une légère croissance des effectifs, à une augmentation de la durée du travail et à une réduction massive du chômage global. En juillet, la progression des effectifs est de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. Il faut pourtant noter que les effectifs globaux sont un peu inférieurs au niveau enregistré en 1973 par suite principalement de la baisse des effectifs de bâtiment. Les données concernant le chômage partiel confirment la consolidation de l'activité économique : en au. II a été divisé par plus de trois.

● LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, a présenté une analyse approfondie de la situation économique et financière ainsi qu'un compte rendu détaillé de ses entretiens avec les partenaires sociaux, permettant de préparer les décisions concernant la lutte contre l'inflation qui seront prises par le conseil des 22 septembre prochain. Au cours de ce conseil, seront également arrêtés le projet de loi de finances rectificative pour 1976 ainsi que le projet de loi de finances pour 1977.

● LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la réunion qui s'est tenue à Brest (Finlande) les 11 et 12 septembre derniers. Cette réunion a été consacrée à l'examen du rapport Trudon sur l'union européenne. Elle a permis aux représentants des gouvernements de l'Union européenne, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe, de constater que les conditions étaient désormais réunies pour signer, le 20 septembre prochain, la décision sur l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct.

L'ensemble du dispositif doit être arrêté avec le reste du plan Barre, lors du prochain conseil des ministres, le 23 septembre.

● LA SITUATION DE L'EMPLOI

Le ministre du travail a fait une communication sur la situation sociale et, notamment, sur l'emploi. Le bon niveau général de l'activité économique s'est traduit par une amélioration de l'emploi dans les entreprises, correspondant à une légère croissance des effectifs, à une augmentation de la durée du travail et à une réduction massive du chômage global. En juillet, la progression des effectifs est de 0,9 % par rapport au trimestre précédent. Il faut pourtant noter que les effectifs globaux sont un peu inférieurs au niveau enregistré en 1973 par suite principalement de la baisse des effectifs de bâtiment. Les données concernant le chômage partiel confirment la consolidation de l'activité économique : en au. II a été divisé par plus de trois.

● LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le premier ministre, ministre de l'économie et des finances, a présenté une analyse approfondie de la situation économique et financière ainsi qu'un compte rendu détaillé de ses entretiens avec les partenaires sociaux, permettant de préparer les décisions concernant la lutte contre l'inflation qui seront prises par le conseil des 22 septembre prochain. Au cours de ce conseil, seront également arrêtés le projet de loi de finances rectificative pour 1976 ainsi que le projet de loi de finances pour 1977.

● LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

Le ministre des affaires étrangères a rendu compte de la réunion qui s'est tenue à Brest (Finlande) les 11 et 12 septembre derniers. Cette réunion a été consacrée à l'examen du rapport Trudon sur l'union européenne. Elle a permis aux représentants des gouvernements de l'Union européenne, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe, de constater que les conditions étaient désormais réunies pour signer, le 20 septembre prochain, la décision sur l'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct.

de la loi de la
"mobiles" de Co
d'un émet
usage de

AROUSSE EN CO

100-11-150

ÉDUCATION

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Plusieurs milliers de maîtres auxiliaires ne retrouvent pas d'emploi

Les maîtres auxiliaires des trois académies de la région parisienne ont manifesté, mercredi 15 septembre après-midi, devant leurs rectors, pour protester contre les licenciements qui frappent certains d'entre eux et les conditions de travail (postes fractionnés, longs trajets).

C'est devant le rectorat de Créteil que les manifestants, soutenus par la section académique du Syndicat général de l'éducation nationale C.F.D.T., étaient les plus nombreux : près de trois cents. Environ douze cents maîtres auxiliaires sont pour le moment sans emploi dans cette académie. Reçu à deux reprises par le recteur, qui les a assurés de sa compréhension et de ses efforts pour employer le plus grand nombre d'entre eux, les manifestants ont symboliquement occupé la

cour du rectorat et distribué une soupe populaire. A Versailles, quelques dizaines de maîtres auxiliaires ont demandé en vain à être reçus. Le recteur a annoncé, jeudi, que deux cent quarante postes avaient été attribués le 15 septembre et que tous les maîtres auxiliaires sans affectation seraient reçus individuellement au rectorat. A Paris, où près de sept cents maîtres auxiliaires ont manifesté, le recteur a annoncé qu'il avait bénéficié d'un conseil constant de l'association des étudiants de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) et de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) de rejoindre le M.A.S.

Cette annonce embarrasse le M.A.S. jeune organisation qui, née de la dissolution du Mouvement d'action et de recherche critiques (M.A.R.C.), est la seule association, semble-t-il, à avoir bénéficié d'un conseil constant d'adhésions des étudiants après les grèves du printemps dernier.

De son côté, la Ligue communiste révolutionnaire estime, selon l'un de ses responsables étudiants, que « le mouvement étudiant est aujourd'hui divisé alors qu'il faudrait un syndicat unitaire lié au mouvement ouvrier, rassemblant toutes les tendances qui s'en réclament et le M.A.S. semble être le seul syndicat capable de mener à bien cette tentative ».

La mise au chômage — complet ou partiel — de plusieurs milliers de maîtres auxiliaires de l'enseignement secondaire est cette année encore, l'un des principaux « points noirs » de la rentrée scolaire. La ministre a avancé le chiffre de deux mille pour l'ensemble du territoire ; d'après leurs associations, ce sont près de trois mille maîtres auxiliaires pour les trois académies de la région parisienne et près de dix mille pour toute la France qui ne retrouvent pas de poste cette année.

Sans doute, les ajustements de dernière minute qui ont lieu pendant les deux ou trois semaines qui suivent la rentrée permettent-ils à un certain nombre de ces laissés pour compte de retrouver « quelque chose » (le plus souvent un remplacement temporaire, un demi-poste ou une poussière d'heures de cours répartis dans plusieurs établissements, parfois au mépris du bon sens). Mais comment ne pas comprendre la lassitude ou la colère des autres ?

A leurs difficultés objectives s'ajoute un sentiment d'abandon et d'isolement. La hiérarchisation extrême du système d'enseignement français a fait d'eux une « main d'œuvre » que l'on recrute et dont on se débarrasse au gré des besoins sans s'émouvoir. Quant aux syndicats, leur discrétion est, cette année encore, jugée excessive par les maîtres auxiliaires en chômage.

Le Syndicat national des enseignants techniques et professionnels (S.N.E.T.P.-C.G.T.), qui s'est associé à la manifestation de Versailles, a de bonnes raisons de leur apporter un soutien actif : près d'un quart des quarante-deux mille postes de type C.E.T. sont pourvus par des auxiliaires (la proportion était d'un tiers en 1973-1974). Dans la région parisienne, les initiatives du Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.) et de quelques sections d'établissement du Syndicat national des enseignants de second degré (S.N.E.S., affilié à la F.E.N.) ne font pas oublier le silence et l'attentisme de cette dernière centrale, dont le soutien est jugé décisif par les intéressés.

Un choix forcé

La logique — certains parlent d'incohérence généralisée — du système de recrutement explique aussi bien la situation présente des maîtres auxiliaires que le peu de soutien dont ils disposent en général. Après avoir comblé le déficit — considérable — d'enseignants créés par la poussée démographique et la prolongation jusqu'à seize ans de la scolarité obligatoire, les maîtres auxiliaires se trouvent, d'année en année, « expulsés » du système scolaire. Les nouveaux titulaires recrutés chaque année par concours ne trouvent place dans ce système aux effectifs désor-

mais stabilisés qu'en prenant la place de collègues révoqués à tout moment, ce qui leur laisse marges pédagogiques et leur ancienneté.

Les syndicats, qui reflètent les intérêts d'un corps professionnel soucieux de s'étendre tout en renforçant la sécurité de ses membres, ne peuvent guère s'opposer à cette logique qu'en invoquant dans tel secteur géographique ou telle discipline un déficit d'enseignants. Mais de là à accorder une préférence aux maîtres auxiliaires sur les nouveaux recrutés...

Tout se passe comme si les syndicats d'enseignants, placés devant la délicate alternative de choisir entre les auxiliaires et la poursuite de la politique de recrutement par concours externe, ne pouvaient que trancher au détriment des premiers. Les plans de résorption de l'auxiliaire par titularisation à l'ancienneté ou par concours internes, qu'ils ont appelés de leurs vœux et qui sont en place, ne « sauvent » qu'une faible proportion des maîtres auxiliaires (le Monde du 15 septembre). La bonne volonté ministérielle, réaffirmée par une circulaire du début du mois de juillet, qui recommande aux recteurs d'employer dans les meilleures conditions les plus capables et les plus anciens d'entre eux, n'est pas une panacée : elle est limitée par le fait que les titulaires « en excédent » se trouvent essentiellement dans les disciplines littéraires, ce qui ne permet pas d'absorber l'excédent des classes.

Au lieu de rejeter vers l'Agence nationale pour l'emploi des enseignants qui n'ont pas, dans la plupart des cas, moins bien servi l'Etat que leurs collègues titulaires, peut-être aurait-il été préférable de ne pas se résigner à l'existence d'un nombre d'élèves et d'examiner les moyens d'employer efficacement les maîtres auxiliaires. S'est-on avisé que des cumuls de toutes sortes (heures supplémentaires, prestations de formation continue notamment) offrent la matière, financière et pédagogique, d'autant de postes que des auxiliaires pourraient occuper durablement ? Et puisqu'en cette affaire le concours demeure la référence obligée, il faut aussi tenir compte du handicap des maîtres auxiliaires qui le préparent et leur ménageer autant que possible l'égalité des chances par rapport aux autres candidats.

La désastreuse mésaventure de ces exclus du corps enseignant doit enfin provoquer une réflexion plus générale. Le recours généralisé à l'auxiliaire coupe les enseignants en deux groupes : ceux qui possèdent ou ceux qui ne possèdent pas la sécurité de l'emploi.

MICHEL KAJMAN.

La manifestation de maîtres auxiliaires chômeurs à Marseille. Pour attirer l'attention sur le sort de certains maîtres auxiliaires de C.E.T. sans emploi dans l'académie et de trente autres affectés à temps partiel, professeurs et élèves ont participé à la circulation, mardi 14 septembre, aux abords du C.E.T. Le Châteaillon. Selon le S.N.E.T.P.-C.G.T., quatre mille élèves n'auraient pu trouver de place dans l'enseignement technique dans l'académie d'Aix-Marseille. — (Corresp.)

CLUB ANGLAIS
Cours et conversation par petits groupes, jour et soir, à tous niveaux avec professeurs d'origine anglaise.
SÉJOURS LINGUISTIQUES
en ANGLETERRE, ALLEMAGNE, ESPAGNE, ITALIE, GRÈCE, etc.
28, rue des Fossés-St-Jacques
Paris-5^e, 033-01-72. L.C.A. 483

(Publicité)
Formation permanente
CYCLE DE RÉFLEXION SUR L'ÉCOUTE-ACTION
(GROUPE DE CONTRÔLE BALINT)
A l'intention des formateurs, travailleurs sociaux, médecins, enseignants, etc.
120 heures (30 séances de 4 heures)
du 23 octobre 1976 au 25 juin 1977.
Renseignements et inscriptions :
Service de la Formation Permanente, Université de Paris VIII, route de la Tourneille, 75571, Paris Cedex 12. Tél. 374-82-26 ou 374-12-50, poste 389.

LES ÉTUDIANTS DE LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE VEULENT REJOINDRE LE MOUVEMENT D'ACTION SYNDICAL

M. Didier Davydot, secrétaire général du Mouvement d'action syndical (organisation étudiante proche de la C.F.D.T. et principalement animée par des militants du P.S.U.), a fait état, mercredi 15 septembre, de l'intention du « secteur » étudiant de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) de rejoindre le M.A.S.

Cette annonce embarrasse le M.A.S. jeune organisation qui, née de la dissolution du Mouvement d'action et de recherche critiques (M.A.R.C.), est la seule association, semble-t-il, à avoir bénéficié d'un conseil constant d'adhésions des étudiants après les grèves du printemps dernier.

De son côté, la Ligue communiste révolutionnaire estime, selon l'un de ses responsables étudiants, que « le mouvement étudiant est aujourd'hui divisé alors qu'il faudrait un syndicat unitaire lié au mouvement ouvrier, rassemblant toutes les tendances qui s'en réclament et le M.A.S. semble être le seul syndicat capable de mener à bien cette tentative ».

Cette prise de position (approuvée en août par le conseil national de la Ligue) révèle un net changement d'attitude de la part des étudiants trotskistes à l'égard du syndicalisme étudiant.

La direction du M.A.S. a décidé d'empêcher toute venue d'un membre de la L.C.R. au sein du conseil national (général pour le mois d'octobre) ne se sera pas prononcé.

JEUNESSE

CORRESPONDANCE

Les terrains pour l'aventure et l'animation des quartiers

Après la publication de notre article sur la disparition des « terrains pour l'aventure » à Paris (le Monde du 8 septembre), M. Jean-Louis Laure, membre du conseil d'administration du Comité pour l'animation des espaces de jeu (C.O.A.E.J.), nous écrit :

Le premier terrain d'aventure à Paris, situé rue Saint-Paul, dans le quatrième arrondissement, a fonctionné de décembre 1972 à août 1973 avec succès, succès dû en grande partie à l'association de quartier C.E.T. qui lui a apporté un concours tout à fait efficace.

L'intention du C.O.A.E.J. en acceptant l'existence des terrains d'aventure de la ville pour une durée de deux ans, était de les voir, à la fin de cette période, complètement pris en charge par les associations d'usagers. En effet, une des caractéristiques du terrain d'aventure est sa participation à l'animation du quartier, ce qui pose le problème de son insertion, pas toujours résolu.

Cette difficulté (« les gens du quartier sont contre ») a été la cause de la fermeture du terrain du quinzième le 14 juillet dernier, à la fin de la période expérimentale des deux années.

Mais, contre le terrain du dix-neuvième pour lequel il n'y a pas eu de réaction de rejet et qui satisfait un grand nombre d'enfants et de parents, doit continuer à fonctionner jusqu'à la construction des équipements sociaux prévus sur cet emplacement. Mais il y a lieu de rechercher des terrains de remplacement dans le quartier pour assurer la continuité de cette action.

Quant aux terrains de banlieue, malgré certaines réalisations éphémères qui n'ont duré que quelques années, d'autres expériences sont en cours (Antony, Bry-sur-Marne, etc.) et d'autres vont voir le jour.

Le développement en France des terrains d'aventure pose encore quelques problèmes qui ne sont pas résolus, en particulier dans les zones urbaines à forte densité. Mais il s'agit d'un phénomène irréversible car il va dans le sens de la liberté de l'enfant et de la participation des adultes à la vie de leur quartier.

La C.G.T. estime que tout est fait pour dissuader les enfants des travailleurs de suivre de longues études

La C.G.T. a rendu publique, mardi 14 septembre, une brochure de quarante-huit pages qu'elle a présentée comme le résultat d'un travail constant de la Confédération sur l'éducation. Tirée à cinq mille exemplaires, cette brochure, intitulée la C.G.T. et l'enseignement, sera principalement diffusée auprès des militants.

La Confédération y souligne l'inégalité des chances, l'insuffisance des crédits consacrés à l'enseignement et observe que « les difficultés du système éducatif sont la conséquence directe de la crise de la société capitaliste ». A la question « un enseignement pour quoi faire ? » la C.G.T. répond en particulier que « les intérêts des travailleurs et de la nation exigent que ceux qui produisent les richesses soient mieux formés, tant pour dominer et faire face aux évolutions scientifiques et technologiques que pour participer pleinement à la direction des affaires du pays ».

Précédée d'extraits du programme commun de gouvernement sur l'éducation, la dernière partie de la brochure rappelle les propositions que la C.G.T. a adoptées au cours de son trentième congrès, en juin 1975. La C.G.T. préconise, en particulier, des mesures permettant d'accueillir tous les enfants en maternelle dès l'âge de deux ans, la gratuité totale de l'enseignement à l'école élémentaire et la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à dix-huit ans. La C.G.T. demande que « tous les élèves du secondaire qui en ont la capacité et les capacités puissent entrer à l'université » et réclame

« l'abrogation des textes limitant l'accès des travailleurs à l'enseignement supérieur ».

La C.G.T. se défend d'avoir élaboré un projet éducatif d'ensemble. Elle juge les partis politiques et les syndicats d'enseignants plus compétents pour le faire. Mais elle veut inciter ses militants à se préoccuper davantage des problèmes d'éducation dans la mesure où, selon elle, « tout est fait pour dissuader les travailleurs de faire de longues études à leurs enfants ».

La C.G.T. estime, d'autre part, que la rentrée scolaire « est placée sous le triple signe de l'austérité, de l'autoritarisme et de l'autoritarisme ». La C.G.T. condamne l'éviction de ses représentants du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche et la suppression de la subvention de l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F. ex-Renouveau, proche des communistes). Elle demande le versement de 300 F par enfant à charge pour toutes les familles de travailleurs et sans emploi, une prime d'équipement de 500 F pour tous les élèves des collèges d'enseignement technique, le relèvement du plafond d'ouverture du droit aux bourses et la gratuité des transports.

La C.G.T., 212, rue Lafayette, 75011 Paris. Tél. : 355-46-50.

Le Syndicat national des lycées et collèges (Forces ouvrières) déclare : « L'inflation ne doit pas conduire à priver l'éducation nationale des moyens nécessaires pour elle à l'enseignement public ». Il propose « une définition nouvelle des conditions de service pour les personnels d'enseignement et d'éducation, une réduction de la durée du travail, des créations de postes budgétaires et un abaissement de l'âge de la retraite ».

L'ensemble des circuits de ramassage scolaire de Seine-et-Marne fonctionne de nouveau depuis jeudi 16 septembre. Certains transports routiers avaient été empêchés, le mardi 14, le fonctionnement de cent quarante des quatre cent cinquante circuits spéciaux de ramassage scolaire de ce département. Certains transports, qui réclamaient une augmentation de 15 % par rapport aux tarifs de septembre 1975, alors que l'administration n'envisageait pas une augmentation supérieure à 11,4 %. Un accord est intervenu sur les bases des propositions de l'administration. — (Corresp.)

une école "vivante"
ESD
SOUFFLOT

un enseignement "sur mesure" à partir d'une orientation personnalisée

des méthodes dynamiques appliquées par les meilleurs spécialistes

des débouchés assurés par le Service de Placement de l'Association des anciens élèves

l'école la plus appréciée des employeurs parce qu'elle connaît les réalités de l'entreprise et sait y préparer ses élèves

Ecole des Secrétaires de Direction (enseignement privé)
15 rue Soufflot 75005 Paris
Demandez une documentation

nom _____
prénom _____
adresse _____
niveau études _____

SOCIÉTÉ

Mme Nicole Pasquier, déléguée à la condition féminine

Un engagement tout récent

Le premier ministre devait recevoir, jeudi 16 septembre en fin de matinée, Mme Nicole Pasquier, nommée déléguée à la condition féminine par le conseil des ministres du 15 septembre.

De notre correspondant régional

Lyon. — Elle tient naturellement à ce qu'on l'appelle Madame « la » déléguée. En revanche, elle n'aime pas qu'on lui donne du « Madame la doctoresse ». En l'espèce, la féminisation confère, selon elle, un caractère péjoratif au titre universitaire.

La première déléguée nationale à la condition féminine a parfaitement conscience que ces détails n'ont qu'un rapport éloigné avec le sort des femmes. Les vrais problèmes sont contenus, au moins pour une grande part, dans les dossiers que lui légué, à compter d'aujourd'hui, Mme Françoise Giroud. Elle se déclare fermement disposée à prolonger la tâche commencée par l'ex-secrétaire d'Etat à la condition féminine.

Aînée d'une famille de huit enfants — dont sept filles. — Mme Pasquier a fait des études de médecine : « Une fille en médecine, ça passait tout juste, alors. » Mariée à un professeur de médecine générale, elle

est mère de trois enfants, dont une fille de treize ans. Depuis cinq ans elle a ouvert un cabinet à Caluire — dans la banlieue est de Lyon, où elle réside — pour exercer sa spécialité : la psychiatrie pour enfants. Ses nouvelles fonctions nationales l'obligent à abandonner sa profession que ses responsabilités régionales avaient déjà entamée.

Son engagement dans la vie publique est tout récent : en 1971, on est venu la chercher pour figurer sur la liste de la municipalité de Caluire, menée par le docteur Frédéric Gouyon, député réformateur. Qui « on » ? Des hommes, par exemple ? « On » ? Des hommes, par exemple ? Elle estime cependant que le temps des « femmes-élites » est déjà dépassé : « Je ne connais pas Mme Françoise Giroud si ce n'est par la télévision ou l'Express. Lorsque le gouvernement s'est déplacé à Lyon en septembre 1974, elle m'a convoquée quelques instants avant de reprendre son avion. Nous nous sommes très vite comprises. »

Mme Nicole Pasquier mène son action de coordination et d'animation à partir de Lyon. Paris devra se contenter d'une « antenne ». « Mises à jour », ajoute-t-elle toutelois, afin que ses interventions soient « efficaces » auprès des ministères. — Mme Françoise Giroud a été prise au sérieux, explique-t-elle, et du même coup les déléguées régionales. Le coin a été enfoncé. Il faut que les maires qui ont été pris pour améliorer le sort des femmes soient multipliés ».

Par sa profession, Mme Pasquier a été plus attirée peut-être par les problèmes des jeunes mères de famille — les difficultés que soulève la garde des enfants — et par ceux de l'avortement et de la contraception. Mais elle ne veut en négliger aucun. La prostitution ? Elle a eu des entretiens avec celles qui voulaient quitter le métier. Le M.L.F. ? « C'est un mouvement plutôt sympathique. Il ne me choque pas. Est-il si avancé que ça ? » Pour que la femme obtienne la place qui lui est due dans la société, la condition essentielle est une prise de conscience par les femmes elles-mêmes. « C'est d'abord à elles de faire la démonstration qu'elles veulent s'en sortir. » Pour Mme Nicole Pasquier, c'est chose faite depuis longtemps. — B. E.

MÉDECINE

Les dangers des défoliants

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ OUVRE UNE ENQUÊTE SUR LE DÉCÈS D'UNE HABITANTE DE LA NIEVRE

A la demande de M. Christian Leroy, préfet de la Nièvre, le ministère de la Santé a ouvert, le 15 septembre, une enquête pour déterminer les causes du décès de Mme Bessegher, habitant à Blismes. Certains ont affirmé qu'elle aurait été tuée par le dioxine contenue dans un produit défoliant répandu par avion sur les forêts du Morvan.

Au cours d'une conférence de presse, M. Leroy a précisé que « pour l'instant rien ne permettrait d'affirmer quoi que ce soit ». A la fin de l'enquête, Mme Bessegher souffrait, depuis dix ans, d'une leucémie et son décès est intervenu, en août 1976, un an après qu'un avion eut déversé par erreur le produit toxique dans son jardin. D'autre part, la concentration de 24,5 T — la dioxine fabriquée à Seveso — contenue dans le produit n'était pas supérieure à la norme admise en France, soit 0,1 partie par million.

L'enquête du ministère de la Santé étudiera les symptômes éprouvés par la malade et dira, dans quelques semaines, s'il existe une relation de cause à effet entre la dioxine et le décès.

Cette affaire a amené le préfet de la Nièvre à interdire dans ce département l'utilisation de la voie aérienne pour le débroussaillage. Une telle mesure a déjà été prise dans deux communes du Limousin par le préfet de la Haute-Vienne. A la suite d'une campagne de protestations (« le Monde » du 3 septembre), De son côté, M. Jacques Chirac, président du conseil général de la Corrèze, a adressé une lettre au ministre de l'Agriculture pour lui signaler les dangers que peuvent faire courir aux populations de Haute-Corrèze les projets d'épandages de défoliants.

JP 146 150

RELIGION

AU SÉMINAIRE D'ECONE

La conférence de presse de Mgr Lefebvre: ni raidissement ni apaisement

De notre envoyé spécial

Ecône. — Une conférence de presse pour rien ? Toujours est-il que l'entretien de Mgr Lefebvre, à Ecône, avec les journalistes, a été l'occasion d'un dialogue sans précédent. Mgr Lefebvre, qui n'appartient pas à la mouvance du pape, a tenu à préciser son attitude et son attitude. S'exprimant avec le calme, la sérénité et l'affabilité qui lui sont propres, sans jamais hausser le ton, Mgr Lefebvre, qui a traité de plusieurs sujets, a d'abord raconté les préliminaires de sa rencontre avec Paul VI.

● L'ENTREVUE AVEC PAUL VI. — C'est à Beauséjour, a-t-il précisé, qu'un prêtre du diocèse de Chieti, le

Père La Bellaria, est venu l'assurer de la part de son propre archevêque que le pape désirait le voir. Ce prêtre lui a affirmé que quelque chose était en train de se faire à Rome et qu'il n'exigerait pas du supérieur d'Ecône des conditions préalables « inacceptables », notamment la promesse de fermer le séminaire suisse.

Bien que sceptique, Mgr Lefebvre a accepté de faire le voyage à Rome, et il s'est contenté, comme on le lui a conseillé, d'écrire au pape une lettre de quelques lignes lui exprimant son respect et son attitude filiale, ainsi que ses regrets à quel- que chose dans son attitude et ses écrits antérieurs avait pu blesser le Saint-Père.

Mgr Lefebvre a souligné le caractère extraordinaire de cette audience qui s'était conclue sans passer par les canaux officiels de la curie.

« Cette audience, continue-t-il, n'a pas été un échec. Le Saint-Père n'a pas été très loquace à mon égard. »

« Vous décrivez l'Église », a-t-il dit notamment : « Il est montré sévère mais cependant paternel. Je lui ai assuré que je n'étais pas le chef de file des traditionalistes et lui ai dit : « Laissez-nous faire l'expérience de la tradition, nous sommes dans une époque de pluralisme. »

« J'ai pu faire justice d'une calomnie. Je ne sais pas qui avait pu dire (1) Le Saint-Siège a formellement demandé que le pape ait tenu de tels propos à son interlocuteur (le monde du 16 septembre).

au Saint-Père qu'à Ecône nous exigeons de nos séminaristes un serment contre le pape. C'est totalement faux (1). Nous sommes, il est vrai, dans une situation de déchirement, car l'orientation de l'Église actuelle nous écarte de ce que l'Église enseignait autrefois, par exemple sur la liberté religieuse. Ce que le concile nous en a dit est formellement opposé à ce que disaient Pie IX et Grégoire XVI.

« Vous tenez la solution entre vos mains, a dit encore Mgr Lefebvre au pape. Il suffit que vous disiez aux évêques d'accueillir favorablement et charitablement les traditionalistes. »

Mgr Lefebvre a, d'autre part, affirmé qu'il ne voulait en aucune façon faire un schisme. « Le pape m'a dit, en conclusion, qu'il consentait son entourage et qu'il réfléchirait, et il m'a laissé entendre que cette audience pourrait n'être qu'une première étape. »

● L'ACTIVITÉ DU SÉMINAIRE D'ECONE. — Mgr Lefebvre a affirmé à la presse sa volonté de poursuivre dans la voie où il s'est engagé : le séminaire d'Ecône continue et, l'an prochain, de nouvelles ordinations seront faites. « Mais l'espérance », a-t-il ajouté, « d'être là les choses auront évolué. Tant qu'il n'a pas été trouvé un arrangement acceptable avec le Saint-Père nous continuerons », a répété le prêtre.

● VATICAN II ET LE COMMUNISME.

NISME. — Une fois encore Mgr Lefebvre a exprimé le désir d'être mis en jugement par le Saint-Office afin de pouvoir y faire le procès du concile. Il a révélé qu'il avait voté tous les textes du concile, sauf celui sur la liberté religieuse. Il a déploré que le Vatican II n'ait pas condamné le communisme, très certainement à son avis à la suite d'un arrangement entre le Saint-Siège et Moscou afin que les évêques résistants derrière le rideau de fer puissent venir au concile. « C'est, a-t-il dit, une grave erreur, car il n'y a pas de plus grand danger pour la civilisation et pour l'Église que le communisme. Le communisme est une aliénation de l'homme à un parti et à une idéologie purement humaine. »

● L'ATTITUDE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS. — Mgr Lefebvre a révélé avoir reçu plusieurs lettres d'hommes politiques haut placés s'inscrivant de la crise actuelle de l'Église et souhaitant qu'une solution intervienne entre Rome et les traditionalistes. Il a assuré que le gouvernement français était, lui aussi, inquiet, ne serait-ce, a-t-il dit en soulignant, que pour des raisons électo- rales. Mgr Lefebvre a pourtant affirmé qu'il n'était nullement dans ses intentions, cela va sans dire, de donner des conseils politiques à ses adeptes. — H. F.

Mgr BADRÉ SE DÉCLARE FORTEMENT ÉTONNÉ PAR LES PROPOS DU CHEF DE L'ÉTAT SUR LA CRISE DE L'ÉGLISE

Interrogé par R.T.I. sur les propos tenus sur l'Église par M. Valéry Giscard d'Estaing (1), Mgr Jean Badré, évêque de Bayeux et président de la commission épiscopale pour les masses médias, a dit : « Cette déclaration m'a un tout petit peu étonné. Le président de la République, en tant que chrétien, a le droit de porter un jugement sur ce qui se passe dans l'Église. En tant que chef d'État, il est peut-être plus difficile à comprendre. C'était une affaire traitée. En ce qui me concerne, je ne pense pas qu'il y aurait une dégradation de l'État sur ces problèmes. Il me paraît qu'il serait peut-être nécessaire qu'il ait un peu plus de réserve. »

« Ces affaires sont difficiles. Nous, les évêques, hélas ! nous en parlons beaucoup. Mais je crois que moins on en parle, mieux cela vaut. Le président de la République est libre de dire ce qu'il veut. Mais je pense que nous sommes libres aussi d'avoir notre jugement. Je suis un petit peu choqué, en tout cas certainement étonné, et même très fortement étonné. »

(1) Récemment M. Georges Galichon, ambassadeur de France près le Saint-Siège, le président de la République lui avait confié à sa préoccupation de tout ce qui peut diviser l'Église de France. (Le Monde des 14 et 15 septembre.)

« L'Osservatore Romano » critique l'abbé Marc Oraison avec véhémence

De notre correspondant

Cité du Vatican. — L'abbé Marc Oraison, qui n'a jamais été en odeur de sainteté au Vatican, vient de provoquer la colère des autorités catholiques. L'Osservatore Romano du 16 septembre lui consacre deux colonnes entières d'une grande sévérité sous la signature du Père Carlo Caffarra, membre de la commission théologique internationale, avec le titre suivant : « Une interview inquiétante. »

Il s'agit de l'interview que le quotidien romain Il Messaggero publie le 5 septembre, et dans laquelle le prêtre français répondait à des questions sur la contraception et l'avortement. L'abbé Oraison déclarait notamment : « En soi, la contraception n'est ni un mal ni un bien. Tout dépend de quel elle sert. » En ce qui concerne l'avortement, dans les cas de déformation du fœtus, il s'agit de refuser « d'imposer à une femme, au nom des principes, un poids qui, pour elle, pourrait être intolérable. »

Ce n'est pas la première fois que l'abbé Oraison défend de telles idées. Mais le fait qu'il se soit exprimé dans un journal romain, alors que le débat parlementaire sur l'avortement est sur le point

de reprendre en Italie, semble avoir provoqué cette réaction. Dans son commentaire, le Père Caffarra affirme que l'attitude du prêtre français n'est « absolument pas fondée ». Tant sur la contraception que sur l'avortement, l'abbé Oraison défend des idées « diamétralement opposées à l'enseignement du magistère de l'Église ». Il conclut : « Cette interview est un élément inquiétant, malgré la pauvreté de son contenu. Inquiétant pour deux raisons au moins. Avant tout, elle est un des signes les plus clairs de la manière dont une certaine théologie est en train, aujourd'hui, de s'agencer et de se constituer face au monde, au lieu de s'agencer seulement devant son unique Seigneur le Christ et Sa parole, authentiquement transmise par la succession apostolique. En second lieu, c'est un exemple éloquent de la manière dont cette théologie a fini nécessairement par perdre son identité spécifique. Oubliant le service qu'elle est appelée à rendre dans l'Église pour le monde, elle a fini par se réduire à une simple fonction de soutien à des idéologies et à des projets humains dans lesquels elle est finalement dissoute. »

ROBERT SOLÉ

SCIENCES

L'U.R.S.S. organisera avec d'autres pays de l'Est des vols spatiaux habités

Des vols spatiaux avec des cosmonautes de divers pays de l'Est auront lieu entre 1978 et 1983, a déclaré à l'agence Tass le lieutenant général d'aviation Vladimir Chatalov, responsable de la préparation des cosmonautes soviétiques. Les équipages de ces différents vols seront commandés par un Soviétique, accompagné d'un ou plusieurs cosmonautes des autres pays socialistes. « Actuellement, en règle générale, deux cosmonautes travaillent dans les stations Salout, a déclaré Vladimir Chatalov, mais les possibilités dans ce domaine sont plus vastes », ce qui permettra, a-t-il précisé, aux spécialistes de divers domaines de connaissances de travailler sur orbite.

Ces expéditions découlent d'un accord de coopération signé, dans le domaine de l'exploration et de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques, signé en juillet dernier à Moscou par des représentants de la Bulgarie, de la R.D.A. de Hongrie, de Pologne, de Roumanie, d'U.R.S.S., de Tchécoslovaquie et de Mongolie. Cet accord complète celui qui, signé en 1969, avait été à l'origine de la création de l'organisation Interkosmos qui regroupe aujourd'hui ces mêmes pays.

Jusqu'ici, la coopération de l'Union soviétique et des pays de l'Est au sein d'Interkosmos avait essentiellement abouti au lancement de satellites inhabités emportant à leur bord des instruments scientifiques réalisés par des équipes mixtes ou des laboratoires des pays de l'Est. L'Union soviétique avait décidé de passer à l'étape suivante, celle des vols habités conjoints. Aux États-Unis, la NASA envisage la même évolution puisque, à partir de 1981, la navette spatiale emportera à son bord le laboratoire orbital construit par l'Europe ou travailleront des astronautes européens. Le premier équipage sera vraisemblablement onest-allemand.

Commentant l'accord, M. Chatalov a constaté que, pour former les équipages, il faudra à peu près un an et demi ou deux ans. « Il est utile, a-t-il indiqué, de préparer, comme copistes, des avions volant sur les avions à réaction et ayant une bonne formation technique. Cela n'exclut pas la possibilité d'avoir recours par la suite, aux spécialités d'autres professions. »

L'agence Tass, annonçant le lancement, mercredi 15 septembre, de la capsule Soyuz-22 (nos dernières éditions du 16 septembre), a souligné que ce nouveau vol habité s'inscrivait dans le cadre de ce programme de coopération entre les pays de l'Est. Lancé à Baïkonour à 9 h 48 (heure de Paris), en présence de M. Günter Mittag, vice-premier ministre de R.D.A. et ayant à son bord Valeri Bykovski, qui avait déjà volé en 1963, et Vladimir Aksenov, Soyuz-22 ne rejoindra pas la station orbitale Salout-5, et sa mission devrait être courte.

Mgr LEFEBVRE L'ARGENTINE ET LE CHILI ET LES « IZVESTIA »

Mgr Lefebvre, au cours de sa conférence de presse, a donné quelques précisions sur sa position à propos de l'Argentine, évoquée lors de la messe de Lille. « L'Argentine se trouvait au bord d'une anarchie extrême, avec des assassinats, des enlèvements, au bord du gouffre, et les gens se demandaient s'ils n'allaient pas être tués ou détroussés, ou si une bombe n'allait pas tomber dans leur jardin », a-t-il déclaré.

« Alors s'est levé un gouvernement dont je ne connais pas les membres, mais on connaît les sentiments chrétiens de beaucoup de ces hommes et ils ont finalement agi dans un esprit chrétien », a poursuivi Mgr Lefebvre.

« Que tout ne soit pas parfait, je m'en doute, mais je ne pense pas qu'il y ait jamais eu de gouvernement parfait. J'ai parlé de l'Argentine, mais j'aurais aussi bien pu citer l'exemple du Chili », a-t-il conclu.

Au cours d'une interview exclusive à l'Antenne 2, mardi 14 septembre, Mgr Marcel Lefebvre a récusé les accusations portées contre lui par le journal soviétique les Izvestia. « Je n'ai jamais appartenu à l'O.A.S. », a-t-il déclaré. L'action française », a-t-il déclaré.

Dans un article publié le 18 septembre, les Izvestia avaient qualifié le prêtre d'homme « d'extrême droite » et de « collaborateur de l'ancien O.A.S. » devenu le « pasteur des néo-fascistes ouest-européens ».

LE CARDINAL MARTY : le concile est une obligation pour tous les catholiques.

Le cardinal François Marty, archevêque de Paris, traite avec vigueur, dans un éditorial de Présence et dialogue de la crise actuelle de l'Église :

« Depuis quelques semaines, beaucoup se font les censeurs de l'Église. Certains, avec l'assurance de l'ignorance, d'autres, avec le détachement de l'analyste, quelques-uns, avec malhonnêteté. Ils portent le diagnostic. Leurs jugements sont divers, souvent contradictoires. Parfois embarrassés, mais, toujours au premier, ils interpellent les évêques de France lorsqu'ils ne les citent pas à la barre », écrit notamment le cardinal.

« C'est trop, affirme-t-il avec fermeté. On nous supplie de revenir au temps de Pie XII. On nous propose un nouveau concile œcuménique. On sollicite un dialogue pluri-catholique. On craint la réaction, on politise le débat, on récupère les sondages, on raconte des faits inacceptables dont se seraient rendus coupables « des » prêtres, on s'exprime le plus souvent sans bien connaître les situations, et, surtout, avec une grande déshonneur à l'égard des personnes particulièrement des prêtres. Il y a quelques jours, à la télévision, un catholique osa diffamer les supérieurs de nos séminaires en parlant de « débauchés ».

« Il y a une crise, constate le prêtre, et le remède à la crise le voici : appliquer en toute fidélité le concile vaticain II. Le cent de ponctique ne doit pas nous faire changer de cap, car nous sommes que chaque fois que notre Église se rassemble en concile œcuménique, convoqué par le pape, l'esprit de Dieu y est présent. Telle est notre foi catholique, telle est notre certitude. »

« Le concile est une obligation pour tous les catholiques. Il nous invite à rejoindre l'essentiel, à nous purifier, à nous convertir. Le concile nous demande de prendre l'Évangile du Christ au sérieux, tout l'Évangile, rien que l'Évangile. »

« J'ose affirmer que la réforme conciliaire reste positive, conclut le cardinal Marty, la majorité des catholiques l'ont acceptée. Aujourd'hui, ils nous demandent non pas de rayer le concile, mais de mieux professer ensemble les certitudes de la foi (...). Il n'y a pas, il n'y aura jamais d'Église de Mgr Lefebvre, il n'y a qu'une Église, une, sainte, catholique, apostolique. »

ALIBI ?

L'intérêt suscité par la dissidence de Mgr Lefebvre commence à s'émousser. A la conférence de presse d'Ecône, il n'y avait guère plus d'une trentaine de journalistes de la presse écrite internationale. L'opinion publique se lasse de ce conflit qui reste au point mort et des arguments ressassés par les deux camps. L'audience pontificale a montré une fois de plus, qu'aucune issue n'est en vue et que tout dialogue reste impossible entre deux hommes qui ne parlent pas le même langage.

Le primat catholique d'Amérique exagère peut-être en disant qu'il s'agit d'une « tempête dans une tasse de thé ». Mais les catholiques ne semblent pas disposés à se préoccuper outre mesure d'une affaire de faible ampleur, dont l'enjeu est, en définitive, assez clair : s'agit-il de Mgr Lefebvre ou de la papauté, régulièrement élu et entouré du collège épiscopal quasi unanime, qui est l'Église d'aujourd'hui et de demain ?

Il suffit d'un peu de bon sens pour répondre à cette question. L'affaire Lefebvre n'aurait eu qu'un retentissement minime si elle n'avait servi de catalyseur au mécontentement de nombreux croyants, souvent âgés, qui se sentent mal à l'aise dans l'Église post-conciliaire et qui souffrent de ses déformations et de ses maladroites plus ou moins involontaires pour opérer les changements nécessaires.

Mgr Lefebvre choisit Pie V, Grégoire XVI, Pie XII ou Pie X contre Paul VI. C'est son droit de chrétien mais certainement pas de catholique. S'il est absurde de comparer le fondateur d'Ecône, un évêque répliquant sur le pas de Martin Luther, ce génie religieux créateur, le rapprochement s'impose entre l'attitude de Mgr Lefebvre et celle des protestants qui refusent les structures romaines. Il a bien affirmé, le 15 septembre, qu'il n'avait pas de lien direct avec le Saint-Siège, mais il se conduit néanmoins comme ayant autorité sur l'Église tout entière. L'Église catholique, société hiérarchisée, est à prendre pour ce qu'elle est. Un catholique, fût-il évêque, ne saurait « jouer au pape » sans se contredire et se couper de la communauté.

Il semble évident à Mgr Lefebvre que des textes conciliaires s'écartent de certains aspects de la doctrine classi-

que et de certains textes pontificaux antérieurs. Or est le crime ? Une doctrine figée serait une doctrine morte, et chaque âge ne se doit-il pas d'écarter la pierre à l'édifice ? Un cardinal Neumann l'a bien compris et, plus récemment, un Teilhard de Chardin, qui a reconnu le volontarisme l'Église d'évolution et celle de christianisme.

Le statut du pluralisme

Que demandent Mgr Lefebvre soit l'objet de nouvelles sanctions (ou non, ce que tout le monde souhaite), importe-t-il tellement ? Le schisme et l'Église ? Le schisme formel n'existe pas — n'aurait pas de grandes conséquences. Il n'est que de constater aujourd'hui le peu de rayonnement des catholiques qui se sont séparés de Rome après le concile Vatican II.

L'affaire Lefebvre pose cependant un problème véritable. Celui du statut du pluralisme. L'Église catholique n'est-elle pas encore très au clair sur ce point ? L'effort œcuménique entrepris avec les autres Églises lui a pourtant beaucoup appris. Il lui reste à approfondir maintenant ce que l'on pourrait appeler l'œcuménisme interne et à étudier la manière de faire cohabiter des chrétiens différents qui se réclament de la même foi. On n'éliminera jamais les tensions et les points de rupture, mais peut-être pourrait-on les considérer d'une manière moins dramatique, moins juridique, et éviter d'« absolutiser » ce qui n'est pas essentiel.

Des sanctions sont rarement efficaces contre des rébellions qui sont le fruit d'une objection de conscience : elles attirent le feu plutôt qu'elles ne le calment. Les croyants ont parfois beau jeu de sourire de certaines querelles qui pourraient servir d'alibi. Que d'énergies gaspillées, alors qu'il existe tant d'autres questions brûlantes pour l'évangélisation du monde ! Ne serait-il pas temps pour les catholiques, d'une part de changer de sujet de conversation et de proclamation, et, d'autre part, pour certains d'entre eux, de ne pas faire de Mgr Lefebvre une victime, voire un martyr ?

Ecône est plus une fausse manœuvre qu'un crime.

HENRI FESQUET.

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Réservez aux lecteurs résidents à l'étranger
Numéro spécimen sur demande
5, rue des Écoles, 75271 PARIS cedex 05

EXCLUSIF PAN AM

Au mois d'octobre, une semaine à New York, hôtel compris, va coûter moins cher qu'un simple aller-retour !

2221 Francs pour un voyage de 9 jours de Paris à Paris !
(Un aller-retour normal coûte 3310 Francs).

Ce prix de 2221 Francs comprend :
Le séjour (chambre double) dans le confortable hôtel Edison, en plein Broadway, à deux pas de tout ce qu'il faut voir et acheter à New York, les petits déjeuners, la visite de la ville et son survol en hélicoptère (prodigieux), les taxes d'aéroport.

3 dates de départ :
2, 16, 30 octobre.
Adressez-vous à un Agent de voyages ou appelez Pan Am : 266.45.45 à Paris.

PAN AM
La compagnie aérienne la plus expérimentée du monde.

SECURITE

avec **POLYPENE**

serrure de haute sécurité système invisible

Un mouvement analogue à celui d'un coffre-fort



4 barres en acier 1-2-3-4, reliées à la serrure



4 orifices A-A'-B-B' dans la feuillure pour recevoir les barres

dans **4** directions

POSE DANS LA JOURNEE

POLYPENE 584.12.12

99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

☐ Je désire obtenir gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation complète sur la serrure haute sécurité POLYPENE

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Rgt _____ Esc. _____ Tél. _____

à envoyer à POLYPENE-FRANCE 99, rue du Chevaleret 75013 PARIS

EN STYLE ET EN... TOUTES DIMENSIONS

R. BERBIEGIER

981.14.97

72 rue de la République 93100 ROUBAIX

PRÉHISTOIRE

AU CONGRÈS INTERNATIONAL DE NICE

D'où vient la lignée humaine ?

De notre envoyée spéciale

Nice. — D'où vient la lignée humaine ? Les premiers Australopithecus connus actuellement datent de cinq millions d'années. Et ils n'ont pas, bien évidemment, surgi par génération spontanée. Ils représentent la phase humaine d'une longue évolution qui est d'abord passée obligatoirement par une phase pré-hominienne. Il était donc logique que le colloque sur les premiers Hominiidés, qui a eu lieu le mardi 14 septembre à Nice dans le cadre du neuvième congrès international des sciences préhistoriques et proto-historiques, se soit d'abord intéressé aux primates, qui pourraient être à l'origine de la lignée humaine.

Une chose est sûre : l'homme ne descend pas du chimpanzé ou du gorille, il en est le lointain cousin. L'homme et les singes anthropoïdes actuels ont, en effet, trop de ressemblances anatomiques pour ne pas avoir un ancêtre commun, à partir duquel ils ont évolué en deux rameaux parallèles qui ont donné, d'une part, les *Homo sapiens*, d'autre part les chimpanzés, les gorilles et les orang-outans (le gibbon, quatrième singe anthropoïde, se serait séparé du tronc commun avant la scission définitive entre la lignée humaine et la lignée simiesque).

Une couche d'émail

En l'état actuel des connaissances, on ne sait pas trop à quel moment se situe cette scission. Mais celle-ci a vraisemblablement eu lieu à l'oligocène (de 30 à 22 millions d'années). Au miocène (de 22 à 5 millions d'années), en effet, il semble que deux groupes de primates soient déjà différenciés, bien qu'on ne les connaisse pratiquement que par des mandibules et des dents. Dans le premier groupe, on devrait pouvoir mettre les Proconsuls d'Afri-

que (de 22 à 12 millions d'années) dont plusieurs spécimens ont été trouvés au Kenya par le docteur Louis S. B. Leakey, et les Dryopithecus (de 14 à 10 millions d'années), qui ont vécu en Europe (1). Les uns et les autres sont pourvus de grandes canines tranchantes, comme en ont les singes anthropoïdes actuels. En revanche, leurs molaires et prémolaires sont, toujours comme celles des singes anthropoïdes actuels, revêtues d'une couche d'émail fort mince. Cela permet de penser qu'ils se nourrissaient de feuilles et de fruits, aliments relativement peu difficiles à mâcher, et qu'ils vivaient dans des forêts chaudes et humides.

Il est difficile, à partir des seules mandibules, de donner une taille précise aux Proconsuls et aux Dryopithecus. Cependant, il est certain que les Proconsuls avaient des tailles très différentes selon les espèces. Quant aux Dryopithecus, leurs mâchoires sont comparables en dimension à celles des chimpanzés.

Toujours au miocène, on connaissait les Ramapithecus, les Sivapithecus, les Bodapithecus et les Gigantopithecus, qui constituaient un autre groupe de singes. Celui-ci a pour caractéristique des canines qui ne sont ni puissantes, ni épaisses, ni tranchantes (sauf chez les Sivapithecus des contreforts de l'Himalaya). Mais chez tous une très épaisse couche d'émail recouvre les molaires et les prémolaires. Ce qui permet de penser que ces créatures se nourrissaient d'aliments plus durs (herbes ou graines) et qu'elles vivaient probablement dans une savane plutôt que dans une forêt.

Les Ramapithecus, qui vivaient entre — 14 et — 10 millions d'années

en Inde (2), en Afrique et on le sait depuis peu en Grèce, en Turquie et en Hongrie, étaient plus petits que le chimpanzé actuel. En revanche, les Bodapithecus devaient avoir la taille des gorilles actuels. Ce Bodapithecus, qui vivait vers — 10 millions d'années, a été trouvé depuis quelques années en Hongrie par le professeur Miklos Kreutz, et on envisage de lui rattacher le primate découvert depuis 1973 près de Salonic, dans le nord de la Grèce, par une équipe franco-grecque dirigée par M. Molénat, professeur à l'université de Salonic et M. Louis de Bonis, maître assistant à l'université de Paris-VI.

Encore plus grand était le Gigantopithecus, qui est le représentant le plus récent de ce groupe de préhominiens : il vivait il y a 5 millions d'années en Inde et au Pakistan, et il y a seulement 500 000 ou 400 000 ans en Chine du Sud. Lequel de ces candidats possibles est notre ancêtre ? En l'état actuel des connaissances il est impossible de le dire, d'autant plus que, pour

des raisons inconnues liées peut-être à des conditions peu favorables de dépôt et de fossilisation, on ne retrouve rien entre — 10 millions et — 5 millions d'années. Tout au plus peut-on dire que le Ramapithecus est celui qui a le plus de chances d'être à l'origine de la lignée humaine, les autres ayant produit des rameaux parallèles. En particulier, le Gigantopithecus est vraiment trop récent et gigantesque pour être l'ancêtre des Australopithecus. Le Gigantopithecus, qui descend peut-être du Bodapithecus, a dû s'éteindre sans laisser de descendance, bien que des esprits imaginatifs affirment qu'il vit toujours dans l'Himalaya sous le nom de Yeti...

YVONNE REBEYROL

DANS LA VALLÉE DE L'OISE

Chasseurs de rennes et agriculteurs de l'âge de fer

De notre envoyée spéciale

Des chasseurs de rennes ont campé sur les bords de l'Oise, sur l'actuelle commune de Verberie, il y a quatorze mille ans, soit pendant la magdalénienne, la dernière période du peulitien. Au même endroit, mais une centaine de siècles plus tard, soit pendant La Tène III, la dernière période de l'âge du fer (c'est-à-dire environ un siècle avant la conquête romaine), des Celtes ont construit une grande cabane.

Telles sont les deux découvertes les plus notables faites au mois d'août dernier par une équipe de préhistoriens. Sous la quadruple responsabilité de M. Roger Agache, directeur des antiquités préhistoriques de Picardie, de M. Bernard Lambot, amateur très compétent et « inventeur » du site, de M. Jean-Claude Blanchet, ingénieur de l'équipement, chargé de surveiller tous les grands chantiers de France pour y éviter la destruction des sites archéologiques et de Mme Françoise Audouze, attachée de recherches du C.N.R.S., une vingtaine de personnes ont fouillé fébrilement, du 1^{er} au 31 août, pour dégager le campement des chasseurs magdaléniens — le premier de la vallée de l'Oise — et retrouver le plan de la cabane de la fin de l'âge du fer — la première de plan ovoïde.

DIX ANS DE FOUILLES AU MUSÉE VIVENEL DE COMPIÈGNE

Jusqu'au 31 décembre prochain, le musée Vivienel de Compiègne (1), présente une exposition temporaire fort intéressante consacrée aux premiers agriculteurs et aux âges des métaux en Picardie. Ainsi est rassemblée la synthèse de dix ans de fouilles réalisées aussi bien par des archéologues professionnels que par les amateurs locaux appartenant au Comité d'études et de recherches archéologiques de la moyenne vallée de l'Oise (CRAVO) (2).

De 10 000 ans avant Jésus-Christ à la conquête romaine, diverses populations se sont succédées en Picardie : aux chasseurs de rennes du Magdalénien ont succédé les premiers agriculteurs néolithiques puis les artisans du bronze et du fer. Outils ou armes de pierre et de métal, céramiques, bijoux, rites funéraires, habitats, témoignent des progrès réalisés en une centaine de siècles.

A travers les vitrines et grâce à un montage audiovisuel, les visiteurs peuvent comprendre comment, à partir de restes incompréhensibles pour le profane, les spécialistes ont réussi à reconstituer les modes de vie et les civilisations des temps préhistoriques.

(1) Hôtel de Bonnières, 3, rue d'Amsterditz, 60200 Compiègne. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 9 h. à 14 h. et de 14 h. à 18 h., en septembre et octobre : de 9 h. à 12 h. et de 14 h. à 17 h. en novembre et décembre. Fermé les 1^{er} et 11 novembre et le 25 décembre. Entrée : 2 F. Réductions pour certaines catégories de visiteurs.

(2) Le CRAVO reçoit les demandes de renseignements et d'adhésions au Musée Vivienel de Compiègne.

On doit la découverte du campement aux labours, qui ont fait remonter à la surface du sol quelques vestiges, à son flair de M. Lambot, qui fait partie du Centre d'études et de recherches archéologiques de la moyenne vallée de l'Oise (CRAVO), une de ces sociétés d'amateurs, dont le rôle est capital dans la découverte des sites préhistoriques. Les crédits (4 000 F du service des fouilles et 5 000 F du conseil général de l'Oise) n'ont permis de fouiller que pendant un mois, avec la coopération parfaite de l'exploitant du champ. Le site n'est donc pas « épuisé » : sur ses 7 ou 8 hectares, seule 100 mètres carrés ont été systématiquement explorés, dont 10 fouillés en détail. Et l'on sait déjà qu'il faudra y revenir.

Les camps magdaléniens vivaient du renne : à l'exception d'une mâchoire de loup trouvée l'année dernière par M. Lambot, les seuls os présents sur le site provenaient tous de rennes. Certains ont été débités pour être cuisis. Mais d'autres — tels ceux des bouts de pattes et les vertèbres — ont été découverts « en connexion », c'est-à-dire que les parties les moins intéressantes des animaux, non cuisinées, ont été abandonnées sur place telles quelles (ce qui laisse supposer que nos ancêtres magdaléniens ne devaient pas avoir un odorat bien délicat).

De nombreux outils (lames, burins, dièdres, grattoirs, etc.) étaient disposés en arc de cercle autour de ce qui pourrait être un foyer. Ce dernier n'a pas encore été dégagé, mais on a trouvé des pierres brûlées, et une tache brune était déjà visible sur le niveau atteint par la fouille du mois d'août.

Sécheresse et archéologie aérienne

La découverte de la cabane de l'âge du fer est due, elle, à la sécheresse du printemps et de l'été derniers qui a permis d'innombrables découvertes par archéologie aérienne. Le 16 juin, au cours d'un vol, les traces des poteaux étaient repérées : une grande structure de 21 mètres de long sur 12 mètres de large se dessinait. Sa forme légèrement ovoïde a surpris les spécialistes, qui ne connaissent, dans le nord de la France et pour cette période, que des cabanes carrées ou rectangulaires.

La fouille a montré que les poteaux devaient avoir 15 à 20 centimètres de diamètre et qu'ils étaient enfoncés dans le sol de quelque 50 ou 60 centimètres, et même de 1 mètre pour les deux poteaux centraux. Peut-on imaginer une poutre en bois de cette portée ou faut-il plutôt penser que, seules, les deux extrémités de la cabane étaient couvertes, la partie centrale étant une grande cour sans toit ? En tout cas, des vestiges de cloisons dessinent nettement une pièce, isolée du reste de la cabane. Faut-il y voir la pièce d'habitation, les autres surfaces couvertes étant réservées au bétail et au stockage des grains ou de la paille ?

A l'extérieur et à l'intérieur de la cabane, on a retrouvé plusieurs fosses (allées ou trous pour les déchets ?) qui contenaient des effluents, des os de cochons et de moutons et des fragments de céramique. Ce sont d'ailleurs ces tessons qui ont permis de dater la cabane de la fin de La Tène. — Y. R.

IBM Service Bureau. L'ordinateur au bout du fil.

IBM Service Bureau. Si vous avez le téléphone, vous pouvez faire de l'informatique.

Au Service Bureau IBM, nous ne vendons pas d'ordinateurs, mais nous vous louons les services des nôtres dont la puissance est pratiquement illimitée. Quelle que soit votre localisation géographique, un simple terminal chez vous adapté à vos besoins, une ligne téléphonique et c'est la toute l'installation.

Vous employez des programmes de gestion et de calculs scientifiques "tout-prêts" que nous adaptons à vos besoins spécifiques, si vous le désirez. Vous profitez de tous les programmes généraux de la très importante bibliothèque IBM. Vous bénéficiez donc d'une considérable puissance de traitement avec investissement minimum. Vous ne payez ensuite que ce que vous consommez.

Cet accès rapide et peu coûteux à l'informatique vous intéresse bien entendu si vous n'avez pas d'ordinateur.

Il vous intéresse tout autant si vous avez votre propre matériel. Car il y a toujours des situations auxquelles vous ne pouvez faire face, comme d'anticiper sur une extension de votre ordinateur, par exemple, ou des traitements complexes, spéciaux ou exceptionnels qui échappent aux possibilités de votre équipement.

Voilà. Vous savez presque tout sur le Service Bureau IBM. Si vous croyez à son intérêt pour votre entreprise, envoyez votre carte de visite professionnelle à M. Etienne Robert ou téléphonez-lui au 637.62.00. Votre Ingénieur Commercial est prêt à étudier votre problème sans engagement de votre part.

IBM Service Bureau.

IBM Service Bureau, 116, Av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. (1) 637.62.00.



J.P. 11-66-150

CARNET

Naissances

— M. Bruno Martin et Mme. née Odile Millet, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils Raphaël, le 3 septembre 1976.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Nicole Gurwicz, fille de M. et Mme Albert Gurwicz, avec M. Bertrand Dollé, petit-fils de Mme Jeanne L. Dollé et fils de M. et Mme Bernard Dollé. La bénédiction nuptiale leur sera donnée au temple de Neuilly le 19 septembre 1976.

Décès

— M. et Mme Pierre Brunswick, M. et Mme Jean-Claude Brunswick, M. et Mme Christian d'Ernst, Mlle Anne et Marie-Claire de Toloch.

— M. Philippe Brunswick, en toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

Mme Georges BRUNSWICK, leur mère, grand-mère et parente, survenue le 11 septembre 1976 dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Pierre Conso et ses enfants ont le regret de faire part du décès de leur père et grand-père.

M. Charles CONSO, à l'âge de soixante-dix-huit ans, a été inhumé le 11 septembre 1976 à La Trinité (Alpes-Maritimes).

— Mme Danielle Dana, son épouse, Raphaël, ses enfants, ainsi que toute la famille, ont le douleur de faire part de la mort de

Docteur Jean-Marie DANA, décédé dans sa trentième et dernière année.

L'inhumation a eu lieu le 10 septembre 1976, à La Roche-sur-Yon (85), dans l'intimité familiale.

— On nous prie d'annoncer le décès de

S.A.B. le prince PAUL DE YOGOSLAVIE, à Paris, après une courte maladie, le 14 septembre 1976.

De la part de son épouse, princesse Olga, née princesse de Grèce et de Danemark, et de ses enfants, le prince et la princesse Alexandre et la princesse Isabelle.

Un service religieux sera célébré à la cathédrale russe, rue Daru, le mardi 20 septembre, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Lire page 5 la biographie du prince Paul.)

— M. et Mme Pierre Ribes et leurs enfants, M. Bernard Ribes et son fils, M. et Mme Jean-Baptiste Ribes et leurs enfants, ont le douleur de faire part du décès de leur mère et grand-mère.

Mme Jeanne-Marie RIBES, rappelés à Dieu dans sa quatre-vingt-deuxième année, muni des sacrements de l'Eglise.

Le service religieux et les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité de la famille, le 10 septembre 1976, à Orléans (Haute-Franchie).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Pour le deuxième anniversaire du décès de

Clément MENDELLOVICI, une amicale pensée est demandée à ceux qui le connaissent.

— Une messe sera dite, le samedi 18 septembre, à 9 h. 30, à Saint-Hippolyte d'Épône, pour le décès de

Mme Marie GROSSES, née Noëlle Selgie, décédée le 5 août 1976, à Megève. De la part de ses enfants, petits-enfants, parents et amis.

M. Henri-F. Groses, DP, M. et Mme Jean Pochoullon, 43, rue de la Mairie, Malesherbes-Lafayette.

M. et Mme Alain Hardy, 26, avenue d'Élysée, Paris-16^e.

— M. et Mme Jean-Pierre Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Anniversaires

— L'association Les Amis du président Paul Reynaud invite tous ses membres à se réunir, le mardi 21 septembre, à 12 h. 30, pour la messe de la messe de la messe.

De la part de ses enfants, petits-enfants, parents et amis.

M. Henri-F. Groses, DP, M. et Mme Jean Pochoullon, 43, rue de la Mairie, Malesherbes-Lafayette.

M. et Mme Alain Hardy, 26, avenue d'Élysée, Paris-16^e.

— M. et Mme Jean-Pierre Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— Mme Paul Bordin, Mlle Nicole Bordin, le docteur et Mme Jean-Pierre Bordin, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jean APOVY-APOTOVSKY, survenu le 13 septembre 1976 à l'âge de cinquante-six ans à l'hôpital Américain de Neuilly.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ILE-DE-FRANCE

Le conseil général s'amuse...

(De notre correspondant.)

Versailles. — Après les Antilles françaises en 1975 et la Louisiane en 1976, le conseil général des Yvelines commémore, à partir du 15 septembre, ses membres à un voyage d'étude d'une semaine de jours au Brésil. Ce voyage, à l'évidence touristique, promet de nombreuses découvertes. Tous les conseillers généraux de gauche ont refusé de participer à ce voyage, en raison du régime politique en place à Rio et pour ne pas contribuer à l'argent public à un moment même où le premier ministre demande un effort à tous les Français.

Pour cette seconde raison, quelques membres de la majorité, des U.D.R. notamment, ont décliné les propositions de voyage. Au sein du groupe, aucun membre n'a accepté de participer au voyage. La plupart des participants seront accompagnés de leur conjoint. Afin de « normaliser les bagages », chaque conseiller a touché une valise d'une valeur de 1 000 francs environ.

Depuis plusieurs années, le rapport annuel de la Cour des comptes condamne ces « voyages d'étude » qui sont, en réalité, des voyages touristiques déguisés. Qu'en fait le conseil général ? On en fait un voyage d'étude. Le conseil général a voté un budget de 15 000 francs par personne. — D. R.

FAITS ET PROJETS

À AU CABINET DE M. GIRAUD.

— M. Alain Kergall, ingénieur en chef de l'armement, chargé de mission à la direction de l'armement du territoire, est nommé directeur du cabinet de M. Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France.

TRANSPORTS

UN AUTRE PEAGE SUR LA ROUTE DE PARIS.

Après les élus de Strasbourg, ceux de la région de Brie protestent contre les projets de péage sur l'autoroute de Paris à Orléans. M. Robert Martin, sénateur, républicain indépendant, de Meurthe-et-Moselle, maître de Brie, vient d'écrire au ministre de l'Équipement pour lui demander de ne pas installer de poste de péage à la hauteur de cette dernière ville, cela afin de ne pénaliser les ouvriers de la nouvelle usine d'acier qui va s'installer dans la région.

COUP DE FREIN POUR LA VOITURE ÉLECTRIQUE.

Le président Ford a mis son veto à une loi prévoyant le lancement d'un programme de recherches concernant une voiture à moteur électrique. Le montant du projet, d'une durée de cinq ans, s'élevait à 160 millions de dollars (800 millions de francs).

Pour expliquer son veto, le président a déclaré qu'il était désolé de ne pouvoir donner d'abord dans le domaine des accumulations, condition indispensable à la réalisation d'une voiture électrique véritablement autonome et utile.

GREVE À U.T.A. — A l'appel du Syndicat national du personnel des compagnies aériennes (S.N.P.A.), les hôtesses et stewards de la compagnie française U.T.A. ont déclenché, le mercredi 15 septembre, un mouvement de grève de deux jours pour protester contre l'intensification du recrutement de personnel dans les territoires d'outre-mer.

NANCY - SAINT-DIE PLUS RAPIDEMENT.

Les métrovoies I (Nancy-Spinal-Rémiremont), mis en place l'an dernier, Métrovoies II qui doivent assurer la liaison entre Nancy et Saint-Dié, entrera en service le 27 septembre. Il ne s'agit pas d'une desserte cadencée, loin de là, mais d'une simple amélioration de la liaison existante. Deux trains rapides seront mis en service matin et soir, desservant les gares de Lunéville, de Baccarat, d'Épinal et de Nancy-Villepuy. D'autre part, deux trains omnibus seront transformés en trains rapides. — (Corresp.)

PRÉAVIS DE GREVE POUR LES NAVIERS DE LA CORSE.

Les officiers de la société nationale Corse-Méditerranée viennent de déposer un préavis de grève pour le 23 septembre. Si d'ici là une solution n'est pas trouvée pour le car-ferry de la Corse, les officiers de la S.N.C.M. est « indignés » de la « triste et fragile » situation. — (Corresp.)

QUALITÉ DE LA VIE

CHAMPLAN (Essonne) : une commune sous les fils

Pauvre commune : les avions d'Orly lui passent sur la tête, routes et autoroute l'encerclent et la traversent ; et voici que l'électricité de France a tendu une toile de câbles au-dessus des toits de ses pavillons, une véritable autoroute électrique. Le juge des expropriations du tribunal de grande instance d'Evry-Corbeil entendait, le mardi 14 septembre, la plainte des vingt propriétaires de Champlan, dans l'Essonne, qui demandent à l'É.D.F. réparation du préjudice subi.

Quand une famille broye, en 1972, un pavillon sur la butte qui domine Champlan, elle va s'assurer à la sous-préfecture de Palaiseau qu'aucune servitude ne vient gêner son environnement. Sur la carte, l'autoroute est bien visible : les zones constructibles aussi. Il y a juste un trait au crayon signalant le contour électrique réservé par l'É.D.F.

Allez savoir que la société nationale envisage d'entasser dans ce secteur des fils de pylônes à échéance d'un courant de 225 000 volts ! Les nouveaux habitants emménagent et, deux ans plus tard, ils sont environnés de fils métalliques et les fils crépitent au-dessus de leurs têtes. Vient-ils revendre leur maison ? Les acheteurs éventuels n'offrent que des prix dérisoires : « Pensez ! Avec cet environnement... »

La thèse de l'É.D.F. est solide. Impossible d'enterrer les câbles, le coût kilométrique serait trois fois supérieur à celui de la solution aérienne. Impossible de prendre un autre tracé qui éviterait le survol des maisons, cela coûterait sept fois plus cher. M. Pechenard, président de l'É.D.F., a souligné que ces artères électriques avaient été prévues par les différents plans d'urbanisme et que les permis de construire en faisaient mention. S'agissant sur la juridiction de l'avocat, a rappelé que les indemnités n'étaient dues qu'en cas de préjudice visuel avéré. « Il ne s'agit pas d'indemnités de personnes », a-t-il déclaré, « mais de dommages matériels ».

Il est amusant d'apprendre que l'É.D.F. a réuni à Roissy-Montigny des témoins pensant sur le problème de la protection de l'environnement. On pense en haut lieu, mais à la base, le vrai problème, dans les campagnes, aux abords des villes et des villages, le gâchis continue.

« Est-il acceptable que l'É.D.F. société nationale, soit la dernière à reconnaître le prix de la qualité de la vie et à en payer le prix ? », a répliqué M. Fabre-Luce au nom des propriétaires. Ne serait-il pas normal que l'É.D.F. évite la dépréciation des immeubles que ses câbles survolent, puisqu'elle bénéficie d'un coût moindre ? Le préjudice est difficile à apprécier, mais il existe : il y a la perte financière, la gêne esthétique et surtout l'inquiétude de vivre sous 225 000 volts.

Le juge des expropriations dira, le 30 septembre, à quel prix il évalue la médiocrité de la vie et certains plaignants recevront de l'argent : « Je n'en veux pas », déclare l'un d'eux. Mon action est tout à fait symbolique. J'en ai assez de me réveiller et de voir tous ces poteaux devant ma fenêtre. J'en ai assez de mal dormir. Et mon caractère qui est en train de crever ! Est-ce à cause du courant électrique ? Je n'en sais rien, mais je veux qu'ils enterrent leurs câbles. — A. F.

CORRESPONDANCE

Fils et poteaux : le gâchis continue

Après notre article intitulé « E.D.F. et paysages : pour des horizons sans fils » (Le Monde du 5 juin), M. René Laurent, de Bagnols-sur-Cèze (Gard), nous écrit :

Vous avez évoqué la solution préconisée par l'É.D.F. qui consiste à remplacer les volées de fils électriques ou téléphoniques par des câbles torsadés. Rien n'est plus laid que ces câbles caoutchoutés et noirs dont l'usage se répand de plus en plus tant à l'É.D.F. qu'aux P.T.T. Les fils métalliques traditionnels ont au moins le mérite de leur légèreté et ils sont invisibles à distance. Au demeurant, il n'y a pas que les fils qui encombreront le paysage.

Que dire de toutes ces lignes installées ou prolongées en dépit du bon sens et qui constituent une injure au sens de l'économie et de l'esthétique : poteaux en surcroît, mélange sur la même ligne de poteaux de bois et de ciment, de taille et de grosseurs différentes, etc. ?

Le Monde DES LIVRES

LES VIRTUOSITÉS DE DOCTOROW

Une Amérique en folie

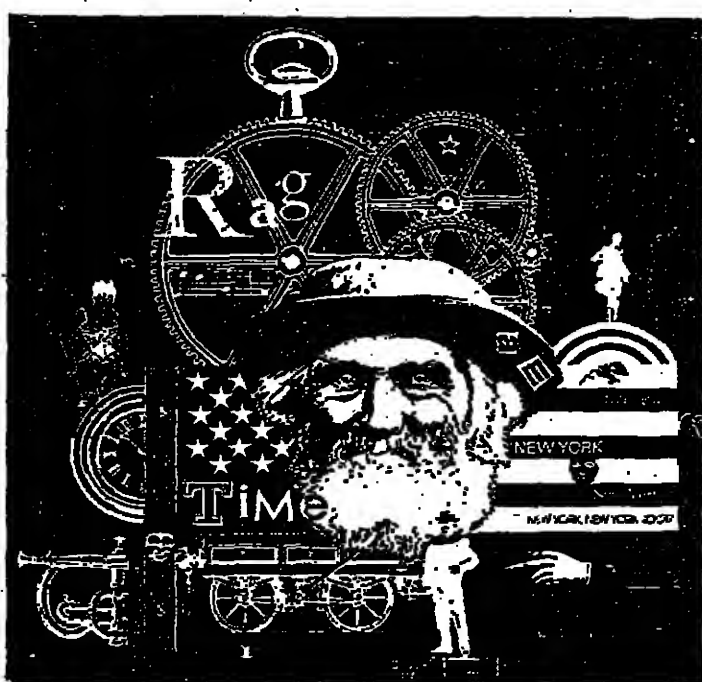
* RAGTIME, de Doctorow, traduit de l'anglais par Jeanine Eliaou, Éditions Robert Laffont, 331 p., 45 F.

C'EST un livre plaisant et qui va vite. Il a la rapidité et l'obscurité de cette Amérique en proie au vertige, telle qu'elle fut entre 1906 et 1917. L'Amérique des fortunes considérables, des passions ambiguës, des malheurs de la classe ouvrière, de l'archaïsme militant et des inventions folles. Les immigrants fouroyés au coin des rues. La haine raciale, dans le Nord, commençant à faire sentir ses effets. Des hommes venus de rien créant des empires qui, parfois, s'écroulaient avec eux. C'était une sorte de spectacle permanent, un opéra de 4 dollars sur un air de ragtime.

La trouvaille de Doctorow a été de mélanger les personnages historiques et réels à des héros de sa seule invention — si bien que ce sont les personnages réels qui deviennent romanesques : des « figures de papier », comme diraient les Chinois. L'auteur, à un endroit de son livre, décrit la visite et le séjour, en Amérique, de Freud, Jung et Ferenczi. C'est avec un grand soulagement que le lecteur découvre, en Autriche : « Assis dans l'atmosphère calme et feutrée de son cabinet de travail, à Vienne, il se reposait d'être de retour. Il déclara à Ernest Jones : « L'Amérique est une erreur, une gigantesque erreur... »

L'art de la pointe

L'un des premiers mérites de « Ragtime » est sa brièveté. L'auteur procède par des phrases qui fusent, tournoient et portent : il a l'art de la pointe. Voici, par exemple, l'Amérique, au moment où William Howard Taft est élu président : « La consommation de nourriture était la consécration du succès. Un homme affligé d'un ventre proéminent passait pour débordant de santé. Quant au pet, l'Amérique atteignait du grandiose. » Or, comme Taft pèse 150 kilos, il se fait un revirement, et chacun court aux stations thermales. « La mode bascula alors dans l'autre sens et seuls les pauvres furent désormais capotés », écrit Doctorow. Cela donne le ton de l'ouvrage, qui est tissé de piquantes onomatopées. Le lecteur, par endroits songe à une bande dessinée qui serait écrite.



L'envers de « Ragtime », sous cette allure capricieuse et capricieuse, c'est le malaise américain. Et ce que Doctorow indique remarquablement, c'est la présence, dans le fond de la scène où ses héros caracolent, de cette fameuse « masse silencieuse », dont les vagues imprévisibles se déchaînent et s'écroulent, sorte d'océan contradictoire poussé dans tous les sens, victime de toutes les illusions, capable de toutes les exagérations, et ballottée à plaisir par des sentiments fabriqués. Ce n'est pas hasard si l'on assiste vers le milieu du roman, à une partie de base-ball. Ce n'est plus du sport, c'est du commerce. Ce n'est pas du commerce, c'est l'occasion d'un défautement impur : « Ce terrain de jeux en plein air empestait comme l'arrière-salle d'un salon. »

Une famille inventée

Parmi les personnes réelles qui viennent s'inscrire dans le roman, il y a, pour n'en citer que quelques-unes, Houdini, le roi de l'évasion, homme hanté par l'impossible, la veuve du fameux roi Tom Pouce, Peary, vainqueur du pôle. On y rencontre Henry Ford inventant le travail à la chaîne : « Non seulement les

pièces du produit fini doivent être interchangeables, mais les hommes qui fabriquent les produits doivent être eux-mêmes des pièces interchangeables. » On y assiste à une conversation entre Henry Ford et l'homme le plus puissant d'alors : Pierpont Morgan. « Pierpont Morgan était le héros américain classique : un homme né dans l'extrême opulence et qui, à force de travail opiniâtre et de dureté implacable, avait fait fructifier le patrimoine familial jusqu'à le rendre incommensurable. » C'était un monarque du royaume invisible et transnational du capital dont la souveraineté était partout reconnue.

Le livre de Doctorow est construit autour d'une famille inventée : Père est le propriétaire d'une fabrique de drapage et de feux d'artifice ; il est le producteur de tout ce qui est portatif. Mère est une Américaine typique : froide en amour, mais capable de sentiments troubles. Le Jeune Frère de Mère (les héros ne paraissent dans le roman que sous ces noms) est un passionné d'exploits. Le Petit Gorgon, lui, c'est celui qui regarde : c'est Doctorow, c'est l'auteur-écrivain.

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 17.)

TAHAR BEN JELLOUN ET LES EXCLUS

Mômo, ou la solitude de l'immigré

* LA RECLUSION SOLITAIRE, de Tahar Ben Jelloun. Denoël. Lettres nouvelles, 137 p., 34 F.

VOICI le portrait d'un travailleur immigré et la preuve que ces silhouettes tristes et suscitent l'indifférence au mieux, souvent la violence, presque toujours la mépris, existent. La preuve que la délicatesse des sentiments, que l'envie de vivre — au lieu de travailler, se nourrir, dormir et mourir seulement — ne sont pas une spécialité française, comme la sole normande ou la philosophie cartésienne.

Tahar Ben Jelloun n'est pas resté à l'extérieur de ce portrait. Il s'est inclus dans son personnage, dans son narrateur. D'où l'émotion, les désarrois, les arrachements de ce texte, en forme d'aveu, qui dit une vérité à la fois intérieure et historique. Dans son premier récit — Harrouda — qui parut en 1973 (1), comme dans ses recueils de poèmes, l'auteur semblait, à chaque fois, confirmer le jugement de Borges, selon lequel les mots sont déjà par eux-mêmes des métaphores. Mais rarement, sans doute, son langage avait atteint à cette plénitude, et à cette spontanéité si profonde, qui ne peut surgir qu'après un patient travail sur soi-même : « L'aube du midi. Le soir ou la nuit. Ce sont là des subtilités qui se pulvérisent dans un éclat de sang, dans un cri lent et profond, dans un dernier appel. Le sommeil. Le réveil. Pour un corps blessé, pour une âme mutilée, ça ne rime à rien. La voix tombe sur dalle de ciment. S'éloigne le ciel. Les murs avancent. La pierre est froide... »

Nudité misérable, rêves désoles et bientôt évanescents. Il faut avoir dans le cœur des années de sécheresse pour ne pas se sentir impliqué. Dans le visage très singulier de Mômo, le narrateur, tous les exilés, les exclus pourraient se reconnaître. C'est un frère de Grégoire Samsa, le héros de la Métamorphose de Kafka, aussi dému, aussi désemparé. Dépossédé de sa terre, de sa parole, de son nom, expulsé de ses gestes, de son corps, regardé seulement comme une force de

travail, soumis aux lois de l'abstrait — « Quand dans un chantier, un expatrié fait une chute libre, ce n'est pas un accident du travail, c'est quelque chose comme un meurtre prémédité par l'abstrait. » — Mômo traîne dans les rues de Paris cent ans de solitude, mille ans. « Pierre lourde, posée par quelque destin sur ma poitrine... » Le silence est devenu, pour lui, « cette lassitude des mots qui s'accumulent et tombent ».

Il voudrait « exister un peu », échanger avec les autres un regard, une parole, mais, quand il ne suscite pas l'indifférence, on ne le voit pas, on l'ignore : « Je marchais au milieu de la rue. Je traversais les passants et les voitures. J'étais devenu une transparence, un champ en papier que le vent emportait. Je m'accrochais aux lampadaires et m'enroulais autour des fils qui séparaient la terre du ciel. Le ciel de la ville métallique était un ciel d'ironie. » Pour tromper sa solitude, Mômo va trouver quelquefois les prostituées de Barbès, mais le plus souvent il s'adresse à une image, à un fantôme (2). Cette femme chimérique visite ses nuits, envahit son esprit : « Tu chantaient joliment l'air l'aube entre mes

maïns. » Mômo s'enfuit dans cet amour illusoire. Il se prend dans une toile d'araignée tissée par l'absence. Sa réclusion le mène à la folie, l'image finirait par « l'étrangler dans son sommeil », s'il ne s'en délivrait, un jour, ayant rencontré une femme réelle. On ne sait ce qu'il adviendra de Mômo. S'il sortira, une fois son fantasme tué, de sa solitude, de son désert. Il est peu probable qu'il cesse d'être un exclu. Les étoiles resteront, à ses yeux, « la grimace de la Terre ».

Ce livre lyrique, tourmenté, mais toujours maîtrisé, pudique, n'accuse pas seulement le racisme. Il incrimine l'exclusion générale qui règne dans nos sociétés, et qui frappe le plus cruellement les immigrés, car ils ne peuvent nourrir aucune illusion sur leur sort. « Écoutez : je ne cherche pas à vous faire honte. La morale ça ne sort personne de la fosse commune. Seulement, sachez que nous pouvons avoir le même linéol. »

FRANÇOIS BOTT.

Lire page 16 l'article d'André Lande sur la Mémoire future de Tahar Ben Jelloun, anthologie de la nouvelle poésie marocaine.

ROBERT LAFFONT

"J'avais quinze ans et je ne voulais pas mourir sans avoir fait l'amour et la Résistance, mais c'était bien plus facile de tuer un soldat allemand qu'une obsession sexuelle"

Le nouveau roman de

JACQUES LANZMANN

Le têtard

TENTATIONS DE L'EXIL

« LA RENCONTRE DE SANTA-CRUZ », de Max-Pol Fouchet

Ce visage fleuri de cocher à la Dickens, cette bouche gourmande, ce regard allumé, on croirait toujours qu'il veut nous proposer un morceau de brandy ou de brandy. Et, chaque fois, il nous transporte en quelques secondes au cœur des plus grandes créations, au plus haut des interrogations humaines.

Ce phénomène de communication, si prodigieux qu'on ne peut plus évoquer Max-Pol Fouchet sans songer à l'homme de télévision — héros éternel des écrans — s'explique par des ions rares de conteur et de pédagogue, mais aussi par la ferveur vécue, et ritale, de ses relations avec l'art. S'il nous introduit si sensuellement à l'essentiel de ce qu'on veut faire remémorer, Max-Pol Fouchet, c'est qu'il nous regarde au fond des yeux, comme il en donne parfois l'impression, il laisse voir au fond des siens, littéralement écarquillés par l'éblouissement et le doute, son drame de révolutionnaire humaniste constamment partagé entre le goût du beau et le dégoût de l'injuste.

C'est ce déchirement de toute une vie qui fait la valeur de la Rencontre de Santa-Cruz, « premier roman » de Max-Pol Fouchet, mais plutôt apologue allégorique à partir d'une expérience personnelle. L'incident d'avion qui nous conduit dans un village imaginaire d'Amérique latine en passe de se soulever n'est qu'un prétexte avoué : s'interroger sur les rapports possibles d'un homme de culture européenne avec la misère du tiers-monde.

Si le narrateur laisse les autres rescapés poursuivre leur vie, Sao-Paulo-Lima et décide de rester à Santa-Cruz, c'est que, comme l'auteur, il est spécialiste des civilisations mésoaméricaines, et fou de ces pays, qui ont un peu sa Mexico secrète. Après l'être « empâté » de misère, il voudrait « vérifier ses rêves », à la façon de Nerval, ou mieux : comme le Geoffrey Firmin d'« Au-dessous du volcan » s'écroulait dans la boue ou

patangent les « olvidados » sa véritable patrie intérieure.

Il en espère également l'oubli. Le bonheur fier qu'il tirait des châteaux de l'Occident — à Mexico, à Shanghai, à Baudelaire, Rimbaud — a été à la honte de ses contradictions criminelles — Guerrilla, Auschwitz, le Goulag. Il a vu se lézarder les édifices au trépas desquels il avait lu, « niais fervent », les devises de son espoir et de son « enrôlement ». Cet incroyant consolé dans la mystique du Beau porteur de Bien a perdu la foi, et compte s'enlever dans la « grotte du néant vrai ».

Il éprouve enfin pour ces peuples au bord de rétrograder leur émancipation l'attrait d'un révolutionnaire qui, de la Commune à mai 1968 en passant par 1936 et la Résistance, n'a cessé de commémorer ou de vivre des victoires sans lendemain. Cendras ne lui a-t-il pas confié que la révolution à venir serait sans doute « indienne » ? Castro, Guevara, Allende et les miquilados sud-américains tiennent dans le cœur des guerilleros déguisés d'Europe la place symbolique des Russes en 1917 et des Espagnols en 1936. Le visiteur de Santa-Cruz rejoint, dans l'engagement « de compensation », l'indéfinissable de Béla Delouy, las de ses « Rendez-vous manqués » avec l'histoire ou encore le Jean-Edern Hallier de Chagrin d'ami.

La différence, capitale, que le narrateur de Max-Pol Fouchet ne part ni ne se pare d'aucune aventure véritable. Le site, la situation relèvent clairement de la fable : proches d'une réalité connue, mais à titre d'exemples, de prototypes, comme dans certains contes didactiques du XVIII^e siècle, ou dans le théâtre de Sartre.

Côté oppressant, on trouve tout naturellement le colonel, ancien de Saint-Cyr et de West-Point, sanguinaire et détraqué sexuel, l'aristocrate de bonne compagnie (pétrolière).

Côté opprimés, il y a le militant abattu par la police et dont le corps disparaît, le chef qui s'invente une pratique en marge des textes, le cartage des mères admirables et des castes intégrées.

Entre tous, le narrateur joue le rôle ambigu auquel le condamnent sa

les personnages, sortes de silhouettes porte-parole.

Et quand l'essai veut cacher son abstraction sous l'émotion lyrique, l'effet est encore plus incertain. Les passages érotiques, en particulier, s'entremêlent d'une éloquence ampoulée dont on s'étonne que l'écrivain n'ait pas conseillé à l'auteur l'économie, tant risquent de faire sourire ses périphrases, du genre « certaine part ombreuse de son corps », et ses emphases d'intellectuel, du style « l'ense et l'autre répondait à la double motivation de la ferveur que l'éprouvait pour les humains », sans parler du « plaisir appelé physique » et autres « entrées du corps plus constrictives et moins habituelles ».

Sans doute est-ce le signe d'une difficulté générale à se livrer, car même quand il s'agit d'affirmer un « don-juanisme timide, un athéisme discret, ou seulement des goûts légitimes en art, la langue par ailleurs limpide et nerveuse du narrateur s'empêtre dans des précautions, inutilles, s'enroulant de conditionnels et de subjonctifs : « On m'edit étonné en m'assurant que », « m'edit étonné », « dusse-je me répéter », « tout déchiré que je fusse », « dusse-je ficher certains croyants », « n'en déplaise à certains rigoristes ». La quantité de « d'aucuns m'accuseront », « d'aucuns se gausseront », fait se demander si l'auteur ne redoute pas toute espèce de confiance, même anodine, et si le « moi » auquel il se contraind ne lui est pas, au fond, hais-sable.

Si cela est, on regrette qu'il ait cru bon de se faire violence, par on ne sait quelle intimidation devant la littérature, car sitôt que la fiction artificielle et la tirade drapée cèdent la place à l'autobiographie directe ou à la réflexion cœur à cœur, comme à

la télé, le naturel et l'intérêt reviennent au galop.

C'était le cas dans ses souvenirs parés — Un jour je m'en souviens — et même dans les récits oniriques des Evidences secrètes ; c'est le cas ici quand Max-Pol Fouchet évoque librement sa jeunesse algéroise, ses souvenirs de militant socialiste, sa visite à un vétérinaire de la Commune, et quand il rapporte — on imagine, qu'importe ! — sa rencontre avec des « mas » en mai 68, suite à son intervention à la Sorbonne aux côtés de Sartre. Tout en croyant, avec Lévine, que la culture « laissée par le capitalisme » est utile pour la construction du socialisme, il admet que les « humanistes dans son genre, en empêchant les radicalisations décisives, passent pour les pires ennemis de la révolution, de la graine de traitres, et que ses jeunes interlocuteurs jurent sa perte, fût-ce avec « chagrin ». Au-delà du narrateur fabriqué, on se sent en sympathie avec l'auteur quand il s'avoue paralysé par les délices de la culture et impudique de hausser « son petit drame personnel au niveau du grand drame collectif ».

AUTRE moment où l'essayiste nous touche bien plus qu'à travers les émois charnels de son double romanesque : lorsque, en dépit de sa mauvaise conscience de nazi culturel, il exprime sa confiance dans un socialisme sans barbarie, ou lorsque, lui l'athée, il parle en mystique du passage de l'homme humain au mythe sacré, et des sacrifices jamais perdus. La méditation sur la survie du martyr Luis, devenu éternel dans le cœur des militants, renvoie à toutes les sublimations de l'histoire, de Jésus à Guevara.

Le rendez-vous avec un nouveau romancier paraît manqué, mais l'auteur, avec la critique lucide et chaleureuse qu'on connaît, avec l'honnête homme de bonne volonté qui refuse de désemparer de l'art, de l'Europe, et de la sainteté laïque, celui-là vaut le voyage de Santa-Cruz.

* LA RENCONTRE DE SANTA-CRUZ, de Max-Pol Fouchet, Grasset, 29 F.

LITTÉRATURE

POÉSIE

LA MÉMOIRE FUTURE DE JEUNES AUTEURS MAROCAINS

★ LA MÉMOIRE FUTURE, anthologie de la nouvelle poésie du Maroc, établie par Tahar Ben Jelloun. Collection « Voix », Maspero, 216 pages, 38 F.

TAHAR BEN JELLOUN publie, d'autre part, une anthologie de la nouvelle poésie marocaine qui « consacre à l'écriture au lendemain de l'indépendance. Ils s'inscrivent aux poètes du « mouvement national ». Leurs sources intellectuelles se sont multipliées, leur horizon de pensée et d'information s'est élargi.

Cette génération était, au départ, mutilée. Souvent privés de la capacité d'écrire leur langue maternelle, ces jeunes poètes se sont vus contraints de recourir à la langue de l'ex-colonisateur. Le débat sur la langue a longtemps secoué le monde maghrébin, à l'heure de l'indépendance. Il en était qui posaient la question : « *Katab Yacine an-ni an l'arab* ? »

Depuis, la situation et les esprits se sont modifiés. Voici, indistinctement mêlés, quinze poètes d'expression arabe et quinze poètes d'expression française. Différents et ressemblants, ces poètes — certains nommeront Rimbaud, d'autres Adonis ! — participent d'une sensibilité collective, ils sont reliés à un réel unique, et même si les pulsions profondes, les préoccupations individuelles, interviennent de confondre tel chant à tel autre, il se dégage de la lecture une sorte de voix commune aux deux caractéristiques.

Souvent la parole est féroce, balancée, suffoquée. Elle émerge violent-

ment, à travers quelque bâillon plus ou moins déchiré par le souffle primordial. Cette violence charnelle la table, la douleur, l'écrit de la rage, la mythologie et l'écrit. La douleur d'abord, peut-être. Une douleur qui naît de la prise de conscience — immédiate, brutale, évasive — de la « réalité mystifiée ». Et sans être vulgaire, trace, le poète marocain actuel *dit, traque, démasque et dénonce* un ordre social, politique, culturel, appréhendé comme insupportable.

D'Ahmed Bouanani à Mohammed Beniss, d'Abdelatif Laïbi à Mohamed Maymouni, de Mohamed Nissaboury à Abdel Ali Lounghidi, une éponge dialectique du temps jadis à travers ces poèmes où le passé — un passé « vécu » — à la lumière du présent et du songe utopique, — le présent et le futur s'enchevêtrent, basculent, s'épousent.

Lois de nous discours emphatiques, loin de toute rhétorique pure, cette nouvelle génération bâte le poème à partir de l'acte et du geste, de l'expérience vécue que nul avait (« militantisme », « prophétisme », « moralisme »...) ne vient faillir. D'où une tonnerre, une permanente vibration qui émeut, alerte le lecteur en profondeur, et l'habite longtemps.

Dix ans après la fondation de *Souffles* — revue qui joue un rôle capital — par A. Laïbi — acclamer, étonner, éblouir en qualité d'intellectuel révolutionnaire, — et ses compagnons (Khalil-Eddine, Nissaboury, etc.), la poésie marocaine (arabo-berbère) se situe, selon le vœu de Rimbaud, « en avant ». Ayant à surmonter de terribles obstacles (analphabétisme, manque de structures d'édition et de diffusion, censure et répression), elle a sans nul doute pris un surcroît de vigueur à partir de sa situation malaisée.

ANDRÉ LAUDE.

A propos de trois lettres de Voltaire

Les trois lettres de Voltaire dont nous avons annoncé la découverte à Munich (le Monde du 14 septembre) n'étaient plus, à cette date, véritablement inédites. Elles ont, en effet, été publiées par les soins du professeur Voss, auteur de la découverte, dans le numéro 8 de la revue annuelle « Dix-Huitième Siècle », éditée par Garnier, et par la fin du mois de juin 1976.

Elles portent les dates des 16 mars, 8 avril et 6 mai 1759 ; elles ne sont pas adressées directement au prince-électeur du Palatinat Charles-Rhéodan, mais à son ministre, le baron von Beckers, et les rentes viagères qui en constituent l'objet sont celles attendues par l'écritain d'un placement de 170 000 livres qu'il avait effectué chez le prince-électeur.

UN ESSAI

Baudelaire et le lien social

★ LE PREMIER VENU, essai sur la politique baudelairienne, de Pierre Pachet, Denoël, coll. « Les Lettres nouvelles », 238 pages, 36 F.

Cet essai donne un développement original et moderne à l'interrogation essentielle qui agite l'homme d'aujourd'hui comme elle préoccupait Baudelaire. Cette interrogation est à peu près celle-ci : à quel prix est-il possible, pour un individu vivant dans une société moderne, de s'individualiser ? A quel prix le premier venu existe-t-il ? Et, plus particulièrement, quel sacrifice l'artiste doit-il consentir à soi-même pour être ?

Baudelaire n'a jamais revendiqué aucune opinion politique bien déterminée. Il s'est défendu d'avoir aucune conviction. Il s'est seulement satisfait, par nature et par besoin, de mesurer les contraintes que le système politique et social faisait peser sur lui-même dans les rapports qu'il entretenait avec les autres. Baudelaire a donc imaginé, à son usage, la nature des rapports qu'il devait avoir avec la société. Parier d'une politique baudelairienne, c'est donc décrire une expérience, l'activité et le jeu d'une intelligence remarquable, plutôt que définir une attitude. Telle est l'ambition de Pierre Pachet, qui a mené son entreprise en portant une grande attention à « la pensée cohérente et incisive, riche en paradoxes et en retournements nécessaires, par laquelle Baudelaire interroge la nature du lien social ».

Si son étude est analytique dans sa forme et dialectique dans ses développements, l'un de ses caractères les plus attachants se trouve dans la curiosité, dans la passion et l'interrogation qui l'animent. Passion et curiosité de Baudelaire devant la situation de l'individu à l'intérieur de la société, dont l'individu est le sacrifié, avant de pouvoir en devenir le sacrifice — comme le sont, par exemple, le tyran, le despote, le criminel, le fou, qui voit dans les paradoxes de Baudelaire l'ébauche d'une réponse à ses propres questions. Si jamais écrivain mit heureusement Baudelaire à son service, c'est bien Pierre Pachet.

La notion de sacrifice pour Baudelaire est tout entière contenue en germe dans la façon qu'il a d'envisager la solitude, nécessaire à l'artiste, et à lui-même, depuis l'enfance. La solitude baudelairienne n'est pas celle de Jean-Jacques Rousseau, qui quitte, en même temps que sa famille et ses amis, tous les hommes pour vivre à l'Émirat, c'est-à-dire au désert. La solitude, aux yeux de Baudelaire, exige la présence des autres, elle en-

traîne la permanence des rapports humains. S'individualiser, c'est être reconnu *individuellement* par les autres. On ne peut être un dandy tout seul. Le dandyisme est une sorte de duel où l'autre sera le premier sacrifié.

Aut-delà du dandyisme, le lien social devient, dans la réflexion de Baudelaire, un combat permanent. À chaque niveau, que le débat pour l'émancipation soit politique, économique, intellectuel ou même littéraire, l'Élu, ainsi que l'appelle P. Pachet, est le sacrifice avant d'être, plus tard, le sacrifié. Mais l'Élu est sa victime sont interchangeables, le premier venu existe à ce prix, il est d'importance que, tour à tour bourreau et victime, toujours acteur de la violence, devienne qualité naturelle de la société.

Un seul personnage échapperait, peut-être, à ce jeu de la victime et du bourreau que l'on retrouve constamment dans les écrits baudelairiens : ce sont les journaux intimes (*Mon cœur mis à nu* et *Fusées*). De même que, tout à l'heure, le dandy, pour être, devait aussi mener un combat contre lui-même, combat intérieur pour contraindre son penchant à se mêler à la société de ses semblables, de même, l'artiste, le Poète, Baudelaire lui-même, doit, en acceptant la prostitution du lien social (littéraire, par exemple), livrer à soi-même un duel singulier pour éviter au contact des autres la vaporisation de son moi.

Mais cet essai — ce n'est pas son ambition — ne dissimule pas le fond naturel pessimiste de Baudelaire pour l'avenir de l'homme et du lien social. Un fragment de *Fusées* dit : « Le monde va finir. La seule raison pour laquelle il pourrait durer, est qu'il existe (...) Qu'est-ce que le monde a démodé à faire sous le ciel ? (...) Je ne dis pas que le monde sera réduit aux expédients et aux désordres bouffons des républiques du Quatrième, que peut-être nous retournerons à l'état sauvage, et que nous irons (...) chercher notre pâture un fusil à la main. Non ; car ces aventures supposeraient encore une certaine énergie vitale. Nul exemple et nouvelles victimes des incroyables lois modernes, nous pérorons par où nous avons cru vivre. (...) Je demande à tout homme de me montrer ce qui subsiste de la vie. »

ANDRÉ DALMAS.

Les gags de Monsieur Tac et de Pascal Bruckner

★ MONSIEUR TAC, de Pascal Bruckner, Le Sagittaire, 283 p., 34 F.

MONSIEUR TAC est un « homme de lettres ». Entendons-le littéralement : toute l'existence de ce héros se résume en T, A, C. Il n'est rien d'autre que l'être alphabétique. « Mon père, dit Tac, était maître de la lettre T, c'était une majuscule ; après la guerre, il a échoué comme une esclave une petite minuscule, un a, l'a aimée, étreinte, épousée ; elle est devenue un meurtre ; enfin, suivant la loi des relations de parenté dans l'alphabet, on m'a ajouté le nom du cousin germain de ma mère, un c minuscule. » Ce n'est qu'un début...

Après un échange de lettres — entendez, cette fois : une correspondance — ce petit bonhomme de caractère est engagé par le narrateur, écrivain en quête de personnage. Mission : traverser l'alphabet, dénombrer ses éléments, découvrir les mœurs de ses habitants.

Tâche complexe : la route est parsemée de mots-pièges, le périple, de A à Z, est périlleux, et le non-sens veille à tous les carrefours. Ce qui réserve à Tac bien des surprises, et au lecteur bien des agréments. Ce voyage au pays des lettres est l'un des livres les plus malignement drôles qui soient parus ces derniers temps. Imaginez que Lewis Carroll ait lu Roland Barthes, et vous aurez une idée, très approximative, et probablement fautive, de ce livre loufoque, cocasse, incongru.

Monsieur Tac entendrait sans doute « loup-phrase », « coqes », ou « un congre-U ». Du délire du texte il ne vous épargne rien : contrepèteries, alliterations, coq-a-l'âne, rimes internes — vous n'échapperez ni aux logorrhées ni aux antinomie, (si le dictionnaire est encore en ordre, il devrait vous renseigner — mais prenez garde : le F.L.A. (1), ces derniers temps, fait des ravages...) Sans oublier, ni les calembours à folie, de la « pire » espèce, comme il se doit : « Veni, vidi, vici », « Et toi, chef de gare », « Et toi, taise ». Et sans omettre les parodies de mythes, les cosmologies absurdes et les fausses étymologies, les mots inventés, déformés, travestis. Quand le héros arrive au royaume du D, la reine — une Dinde qui Dine, Dort, Dévore, se Dandine... — célèbre la fête des mots nouveaux, ceux qui entrent au Dictionnaire, comme : « Dogueur », de l'anglais dog et du français docteur ;

médecin déguisé en chien pour tromper la méfiance de ses malades. Les docteurs ont une démarche malhabile qui les signale à l'attention des commensaux. » Allons, laissez encore un effort...

Si ce « roman » n'était qu'un nouvel almanach Vermot revu à l'usage du sixième arrondissement, semblable à tous ceux qui produisent en masse une certaine « avant-garde », il n'y aurait pas de quoi s'y attarder. Mais Monsieur Tac ne prend vraiment rien au sérieux, et surtout pas soi-même. Certes, en bon adepte de la sémantique, Tac met en scène — comme dans les meilleurs romans modernes — les rapports ambigus du narrateur, des personnages et du lecteur, le statut dérivant de la fiction et de l'écriture, « l'inquiétante étrangeté » des significations et pour faire bon poids du côté de la psychanalyse, la castration et l'entrée dans le symbolique. Mais sans parler ce langage ! Au moment de naître, par exemple (dans la région de l'N, évidemment), il câble simplement : « *Temperatura placenta ideale. Refuse traumatismo de la naissance. Stop.* »

Cette mise en scène « hénarisme », ces innombrables « gags » érudits et scatologiques, ces « légendes qui ressemblent plutôt à un conte, encore qu'il s'agisse d'une parabole » font penser à un certain Alcega Nasser (2), et à quelques autres. Monsieur Tac, en effet (ou Pascal Bruckner, allez savoir...), pastiche au passage Michel Butor et la Bible. Tintin et Robinson Crusoe. La recette de son cocktail est d'ailleurs complexe : on y repère une bonne dose de Fourier (3), deux traits de Queneau, un semblant de Brisset, une rasade de Swift, un zeste de Borges, un rien de Cami, un soupçon de War et un doigt de Devois. Le tout saupoudré de Tristram Shandy, décoré avec quelques Marx Brothers, et servi comme un potage, avec de petites lettres en vermicelles.

Bien préparé, ça ne ressemble finalement à rien d'autre. C'est délicat, légèrement étourdissant, rarement indigeste. Il est encore difficile de dire si cela peut se consommer longtemps. Mais il serait étonnant que l'on ne repaire pas de Pascal Bruckner.

ROGER-POL DROIT.

(1) Front de libération de l'alphabet.
(2) Plus connu sous le nom de François Rabalais.
(3) Pascal Bruckner a publié un très intéressant petit livre sur Fourier (Seuil, 1975). « Le Monde de l'homme » du 2 octobre 1975.

PARU

cette semaine

SADI CARNOT
Table ronde CNRS 1974
et l'essor de la thermodynamique
Le point sur les recherches
concernant la vie et l'univers de
Carnot et l'évolution actuelle de
la thermodynamique, sa place
dans les sciences physiques et
son impact sur la biologie, l'éco-
nomie, la philosophie.
50 communications dont 9 en
anglais.
18 x 24, 444 p., broché
ISBN 2-222-01819-8 128 F

catalogue CE gratuit sur demande

Editions du CNRS
15 quai André-Berthelot 75700 Paris
Tél. 01 42 32 23 23 - C.C.P. 530 43 Paris

Émile COORNAERT
de l'Institut

**LES COMPAGNONNAGES
EN FRANCE**

La réédition attendue d'un grand ouvrage désormais classique.
Un volume de 448 pages 16 x 25 100

**MÉLANGES D'HISTOIRE
SOCIALE OFFERTS A
JEAN MAITRON**

Les grands noms de l'histoire sociale française ont contribué à cet ouvrage.
Un volume de 288 pages 60

Collection « Développement et Civilisations »
(Économie et Humanisme)

Henri DESROCHE

LE PROJET COOPÉRATIF

Non pas un socialisme doctrinaire mais un socialisme volontaire.
Un volume de 464 pages 13,5 x 21 90

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES
12, avenue Sœur-Rosalie, 75621 PARIS CEDEX 13

**il est, aujourd'hui
grand temps
de connaître...**

**L'autre moitié
du monde**

400 pages
23 x 30,5 cm
Prix lancement
198 F.

L'histoire et les cultures de la Chine, du Japon, du Viêt-nam et de la Corée.

elsevier

pour ne pas être seul à la découverte du monde.

VIENT DE PARAÎTRE

Paul Wagner : *Les Éléments et les magiciens* — Après *Grains d'or* et *Grains d'homme*, cet ancien cofoncteur de l'Assistance publique conte l'histoire d'une éducation moutonnière. (La Table Ronde, 215 p., 32 F.)

Gérard Le Gal : *La Vie en puissance* — Après *la Mère, l'Éc et les autres* que se situent sous *Poils de carotte* et *Zélie*, un second roman qui se déroule dans une Angleterre onirique. (Payot, 215 p., 38 F.)

Critique littéraire

Henri Guillemin : *Regards sur Bernanos* — Une suite d'essais, de « regards » sur la personne et le destin de l'auteur de *Grandes Gaietés* sous la lune : solides, politiques, écrivains, croyants. (Callimach, « Voies ouvertes », 415 p., 49 F.)

Philosophie

Leszek Kolakowski : *La Philosophie postmoderne* — De David Hume à Ludwig Wittgenstein, en passant par Auguste Comte et Herbert Spencer, un grand historien polonais jette un regard global et critique sur l'un des courants principaux de la pensée. Traduit du polonais par Claire Brundel. (Denoël-Gonthier, coll. « Méditations », 256 p., 13 F.)

Religion

Jean Cardonnel, Aime Espo SITO-FARESE : *Célar et l'Épître de Paul* — Par un dominicain et un parvenu une façon exégétique de dire. (Albin Michel, 254 p., 27 F.)

Histoire

Gaston Palewski : *Le Miroir de Talleyrand* — Le congrès de Vienne révisé par soixante et onze lettres inédites à la duchesse de Courlande (Librairie académique Perrin, 238 p., 40 F.)

Alban Vistel : *L'Homme des Andes* — De la préhistoire aux dernières révolutions, la continuité de l'Amérique du Sud. (Albin Michel, 301 p., 45 F.)

Tout en continuant à travailler, devenez un animateur professionnel en créativité ou en développement personnel

avec

G. C. RAPAILLE

« le numéro 1 de la créativité en France »
(Psychologie n° 48)

G.C. Rapaille propose, en France et aux U.S.A. des cours sur deux ans

Renseignements et organisation : Thérapie France, Thérapie U.S.A. et Rapaille International New-York, Château de Mont-Glaise, 61150 Boucheville. Tél. 16/34.35.32.01. Tél. Paris : 532.79.26 Thérapie Suisse, 7, rue du Simplon, Lausanne. Tél. 041.21.26.24.15 (répondeur).

Inscriptions jusqu'à fin septembre 1976

URGENT : nombre de places limitées

Justice pour Georges Limbour

IRRÉDUCTIBLE, c'est l'adjectif qu'a choisi la revue *Critique* pour caractériser Georges Limbour. Il convient aussi bien à l'homme qu'à l'écrivain. A l'homme, parce que la liberté est sa première valeur et qu'il le prouve en secouant le moindre joug prêt à peser sur lui. A l'écrivain, parce que, divers dans ses formes, multiple dans ses curiosités, il ne se laisse pas aisément cerner.

Pourtant, en lui, une unité profonde. Entre la vie et l'œuvre d'abord, l'une à l'autre liées, et semblables dans leur indépendance, leur allure vagabonde, leur quête perpétuelle d'instants de bonheur. Puis entre les genres où il s'est exercé : tous portent la même touche et, pour le même effet, la transfiguration du réel par un jeu constant d'associations et de correspondances. Si mince en soit le thème, si banal le point de départ, toute création de Limbour compose un microcosme où se reflètent le vaste monde et les actes fondamentaux de la vie. D'où le côté à la fois magique, initiatique et symbolique de ses romans et de ses contes, poseurs d'énigmes en dépit de leur transparence.

Le riche numéro de *Critique* mêle habilement l'histoire d'une vie qui n'est pourtant pas racontée, le portrait d'un homme, resté secret même pour ses plus intimes, et les commentaires, plus ou moins ardus, de ses œuvres majeures, mineures ou parallèles. Nous entendons par ces dernières les écrits de Limbour sur la peinture, une attention particulière leur est même ici portée, puisque l'anthologie qui complète souvent, documents d'époque et analyses critiques ne concerne qu'eux.

Deux raisons à cela : les innombrables textes que Limbour a éparpillés dans des revues, des journaux, des catalogues d'exposition, au service des peintres qu'il avait découverts et imposés, sont loin d'être recueillis. Or ils font partie intégrante de son œuvre littéraire autant que les poèmes de sa jeunesse, les quatre romans de sa maturité ou cette vingtaine de contes qu'il a égrenés tout au long de sa vie. Limbour a une telle manière

de se livrer en expliquant une toile, de rêver à partir d'elle, ou, dans un mouvement contraire, de faire apparaître la réalité qu'elle transpose, que l'écrivain tout entier s'y retrouve.

De cet écrivain, tous ceux qui ont participé à ce numéro, de quelque bord qu'ils viennent : littérature, musique, peinture ou critique, qu'ils soient ses contemporains (Michel Leiris, André Dhôtel, René Leibowitz) ou de loin ses cadets (Jean-Pierre Barou, Jean Roudaut, René Micha, Jean-Noël Vuarnet...), s'accordent à souligner la qualité exceptionnelle et la trop faible audience.

Cette méconnaissance s'explique en partie par le tempérament de Limbour. Dans le souverain détachement non pas de la littérature mais de la stratégie des lettres qu'observe chez lui Michel Leiris, il laissait ses œuvres s'épurer, s'égarer dans

des publications périodiques. C'est seulement après la mort que furent réunis ses poèmes et ses contes (« Soleils bas » et « Contes et récits », Gallimard). Aujourd'hui encore, si « Les Vanilliers » (1938), « La Pie voleuse » (1939), « La Chasse au trésor » (1963), et sa pièce « Eloquence » (1965) sont accessibles, son éditeur ne peut plus fournir « le Bridge de madame Lyane », qui est peut-être son chef-d'œuvre, passé inaperçu en 1948. La littérature engagée, alors en vogue, ne pouvait qu'étouffer ce poétique roman, d'allure fumantillesque, où se croisent, dans une Hongrie d'opérette, la tenancière d'un bar accueillant, un pianiste éperdu d'amour et Elsa, la belle chanteuse qui s'en va goûter le printemps sur les collines au-dessus du Danube. L'inspiration était plus proche de l'humour lyrique de Max Jacob ou du « Valeur de Talon » de Reverdy que de l'existentialisme sortien.

Plus vindicatif, Jean Piel, qui orchestre le numéro, sans nier l'indifférence de Limbour à sa

gloire littéraire, voit au silence qui l'entoure d'autres raisons. « Les réfractaires du surréalisme seraient condamnés à l'oubli si personne ne s'attachait avec quelque passion à leur rendre justice. » La génie, l'originalité de Limbour, seraient donc, aujourd'hui encore, au second « cadavre » qui, en 1930, cloua le maître au pilori. Nous avons là, document rare, l'acte d'accusation qu'il dressa. Les griefs paraissent d'ordre politique : l'engagement dans le parti communiste. Mais il est probable que comptèrent tout autant l'incompatibilité des tempéraments et des divergences esthétiques : la méfiance de Limbour contre l'automatisme et les prétendues « merveilles » de l'inconscient.

Quand il arriva du Havre, où il n'était pas né mais où il avait poussé jusqu'à ses dix-huit ans, Limbour fut présenté par Dubuffet à André Masson. D'emblée, les peintres président à ce destin. L'atelier de la rue Blomet, encore un de ces minigroupes à jouer un rôle dans la littérature du vingtième siècle ! S'y retrouvent Michel Leiris, Vitrac, Artaud ; Georges Bataille, qui le rejoindra un peu plus tard. Des liens s'établissent avec la rue Fontaine, où commencent à régner André Breton. Mais des distances sont malgré tout gardées. On se permet rue Blomet des admirations ou des réserves qui ne seraient pas tolérées dans l'autre maison. On y vit en paix. On y respire plus librement. Si l'écrivain Georges Limbour est jamais sorti d'un cocon, c'est de la rue Blomet qu'il prend essor.

Mais il n'est pas plus l'homme d'une chapelle ou d'un clan que d'une capitale. Une fois terminée — sans hâte — une licence de philosophie, il part en 1924 pour enseigner au lycée de l'Albanie. Puis c'est l'Égypte et la Pologne jusqu'à la guerre qui le ramène en France. Sa carrière de professeur s'achève au lycée Jean-Baptiste Say, à Paris.

JACQUELINE PIATIER.

Un rebelle du surréalisme

DOCUMENTS D'ÉPOQUE

De la rue Blomet à la rue Fontaine

EN fait, à l'époque de notre rencontre, Limbour ne me présentait qu'une seule personne : Louis Aragon, qui n'était pas encore célèbre ; Limbour m'avait dit : « C'est un poète qui a écrit un roman extraordinaire qu'il s'appelle *Anticet* ou le *Panorama* » ; la rencontre se produisit dans une brasserie du quartier Latin. Limbour aimait beaucoup Louis Aragon. Il aimait parcourir avec lui les rues de Paris durant toute une nuit et encore la nuit suivante. Avec Breton, qu'il avait connu avant moi, il n'en était pas question. Breton dirigeait ses pas vers des lieux précis, avec l'espoir de découvrir du merveilleux. Ors Breton, les choses étaient — c'est curieux à dire de l'inventeur du surréalisme — rationalisées. Les scandales aussi. Limbour, au contraire, se baladait. C'est ce côté vagabond, vagabond citadin, qui l'avait mis de plain-pied avec Aragon. Non pas avec Breton qui avait alors une grande admiration pour Limbour, lequel ne le lui a pas rendu. (...) Le grand malheur qui a causé la scission entre la rue Blomet et la rue Fontaine vient d'abord du fait que nous n'étions pas d'accord

pour entrer au parti. Par exemple Artaud. Pour lui, ce qui comptait, c'était sa souffrance. Il disait : « Ma souffrance n'est pas celle d'un autre ; elle m'envalait. Qu'est-ce que j'ai à communiquer ? Ma souffrance. Peut-être rencontrera-t-elle un écho. » Ça, évidemment c'était l'indépendance.

Autre cause de scission : la morale. Par exemple, à la première réunion de tous, Breton nous a mis en garde contre les mœurs dissolues, saturniennes, celles que mon père estimait être « contre-nature ». Il nous a dit ce soir-là : « Les personnes qui ont ces sortes d'amour ne peuvent pas être des poètes. » Alors je me suis levé et j'ai crié : « Et Rimbaud ! Et Verlaine ! A Londres... » Furieux, comme ça, il m'a répliqué : « Vous y étiez cher ami ? Vous les avez vu ? » Chose à peine croyable. Breton avait établi une sorte de morale assez brève. Il m'a même déclaré une fois : « La seule chose que nous ayons faite de bien : c'est notre morale, parce que là, nous sommes purs. » J'ai répondu : « Non, Breton, rien n'est pur, tout est allié. »

ANDRÉ MASSON.

(Entretien avec Jean-Pierre Barou).

L'écrivain ANDRÉ MASSON GRAVEUR

Il y a longtemps que Masson est apparu à quelques poètes et romanciers comme l'« illustrateur » idéal, parce que s'introduisant dans l'esprit du texte beaucoup plus avant que la plupart des lecteurs ne le sauraient faire, il s'empare de la scène ou de l'idée qui l'a le mieux inspiré, la recrée dans son imagination et la fait passer, selon sa technique personnelle, de l'œuvre du poète dans la sienne propre. Les caractères de sa peinture le disposaient à être un illustrateur véritable, parce qu'elle est une des rares aujourd'hui où la pure beauté plastique entend signifier parfois autre chose qu'elle-même, en nous mettant face à face, et d'une manière tout intuitive, avec des réalités de l'esprit que la parole, même poétique, n'a pas puissance de révéler. Quelques fanatiques insinueront peut-être que cette peinture n'a été souvent elle-même qu'une illustration d'une vie intérieure dramatique et imagée, et laisseront échapper le mot venimeux de « littérature ». Je demande si les admirables eaux-fortes que Masson a faites pour les « Conquérants », qui s'enrichissent à la lecture du roman autant qu'elles l'aident à la dérouler dans une atmosphère pathétique précise, ne montrent pas (sans atténuer en rien le mérite d'une création purement plastique) que la peinture peut être aussi en quelque sorte, et sans rien abandonner de ses qualités formelles, l'illustration d'un texte incomplet que l'esprit ne dit dans aucun livre.

★ Préface à une exposition de la Galerie la Plume, le 12 mai 1949

(Publié)

10/18 ET « LE PEUPLE FRANÇAIS »

10/18 fait savoir que les deux articles :

« Le contingent Russe en France »,

« Les mutins de 1919 »,

publiés dans son anthologie *Antimilitarisme et Révolution*, l'ont été sans l'accord des auteurs

Ces derniers font partie de l'équipe qui publie LE PEUPLE FRANÇAIS - REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE (2 F. 25.95-30 MESURON), dans laquelle ces articles ont paru (nos 12 et 17). Cette équipe, ayant auréolé avec les auteurs et éditeurs de ladite anthologie, et étant en désaccord avec la conception même de celle-ci, veut éviter toute confusion ou amalgame, dans le but de préserver le caractère sérieux et indépendant du travail de recherche et de vulgarisation qu'elle accomplit depuis près de six ans.

L'U.G.E. par le présent communiqué, fait droit aux réclamations du PEUPLE FRANÇAIS et s'engage pour l'avenir au retrait de ces textes de toute réédition de cet ouvrage.



Ce dessin peu connu d'André Masson, intitulé « Départ de Limbour en Albanie », est actuellement exposé à la galerie Lerner-Haller de New-York. (Communiqué par Mme Françoise Will-Lavallant.)

Le champ de cannes de Cesar Peverelli

UN jour du printemps dernier, je regardais un tableau de Peverelli, qui me dit : « Tu te souviens de Cuba ? C'est un champ de cannes à sucre. » Un soleil s'arrondissait au-dessus des grandes mûles vertes, mais ce paysage qui montait du fond de la mémoire n'appartenait plus à l'histoire, et le soleil imaginaire éclairait un monde troublant et jamais vu, comme seule la peinture en fait apparaître.

Pour le soleil, on sait bien que, premier objet de l'univers, il est aussi le seul à se refuser au regard et donc, du moins le voudrait-il en son orgueil, à la peinture sauf au moment de son agonie (Si tous les autres objets sous son règne opposaient égal refus, quel art fantastique serait la peinture ?). Ce prince cependant Peverelli l'enchaîne par ses couleurs, et le fait entrer dans ses fêtes, par la séduction de ses travestis, superbes masques et costumes de sa subtile invention.

Il donne le soleil en exemple pour illustrer ces tableaux où du souvenir du réel on s'élève à son double (pourquoi pas son triple ou son quadruple ?) de transparence gracieuse ou inquiétante, où l'esprit peut errer sans plus d'attaché avec le temps et délivré de la pesanteur.

S'il offre, Peverelli, des masques au soleil, sur le visage de la nuit il pose un tout nouveau et mystérieux domino. J'ai visité des villes nocturnes où son pinceau m'invitait à m'égarer : bleus profonds, tristes noirs de la reine, formes lunaires peut-être, à blancheurs d'ossements, longs tracés en pointillés blancs plutôt que rangées immobiles de lampadaires fantomatiques, tracés fulgurants de ces fusées que sont dans la nuit nos regards, nos desirs, passions et rêves. Et j'ai dit blancheurs d'ossements parce qu'elles font remonter ma pensée à des temps très anciens et donnent à la nuit citadine éphémère un parfum d'éternité. (...)

★ Préface à une exposition présentée à la Galerie Lucie Weil en mars 1950.

La charge contre Breton

LA Révolution surréaliste attaquait un grand mépris pour la révolution russe. Il (André Breton) finit cependant par s'imposer d'action sur lequel s'obstinait sans velléités de révolte et découvrit le communisme. (...) On se mit à la lecture du *Capital* dont on avait déjà entendu parler. On produisit des phrases de Hegel et de Feuerbach. Derrière un paravent de fumée philosophique, on accoutra le surréalisme d'une robe rouge. Hegel était dur à lire, mais enfin Croce n'en avait-il pas fait une excellente étude ? On puisa des arguments dans Hegel-Croce. Ainsi avec de la philosophie diluée dans du Mandarín, on fit une sorte de ciment idéologique dont on masqua cette solution de continuité un peu trop visible qui subsistait entre le système surréaliste et le matérialisme historique.

Dés lors, il devint obligatoire que les ci-devant surréalistes, franchissant le nouveau stade d'évolution, se retrouvassent communistes. (...) Pourtant, dans le *Second Manifeste du surréalisme*, M. Breton écrit : « L'acte surréaliste le plus simple consiste, revolvers aux poings, à descendre dans la rue et à tirer au

hasard, tant qu'on peut, dans la foule. » (...) Est-ce par de telles boutefeuilles affirmations que M. Breton espère se rallier « les êtres jeunes, purs, qui refusent le pli, dans les lycées, dans les ateliers même (sic), dans la rue, dans les séminaires et dans les casernes » ? Il y a tout lieu de croire que les jeunes communistes des casernes et des ateliers trouveront mieux à qui s'adresser : ils n'ont pas de leçons à prendre de M. Breton. Leur expérience a été plus sincère, plus profonde, mais aussi plus amère. Ce sont eux qui sont allés et qui iront en prison pour des idées exposées dans un style moins orgueilleusement éloquent que celui du *Manifeste*, mais plus efficace, et pour des actions hors du champ desquelles M. Breton se croit exaspéné « hors la loi ». Celui-ci veut nous faire croire que les portes menaçantes des prisons sont perpétuellement ouvertes derrière lui et le cabotin joue son rôle grandiloquent devant ce décor, mais nous savons qu'il est en carton comme les monstres wagnériens.

GEORGES LIMBOUR.

(Extrait du tract-pamphlet « Un cadavre » (1930).)

et les peintres DUBUFFET ET LA RÉALITÉ

Il semblera peut-être étrange, à qui l'aborde, que l'on ose parler de la réalité, quand il s'agit de Jean Dubuffet, car ses toiles au premier contact pourrissent le sentiment d'une provocation (...). Mais cette fois, ce qui pourrait scandaliser (...), c'est l'extrême simplicité de la vision que les raffines trouveront enfantine, c'est la spontanéité instructive d'un art qui veut ignorer tout ce qui a été fait avant lui. (...) Dubuffet parle volontiers d'un certain automatisme qui pousse l'être humain, dès qu'instinctivement il veut reproduire un objet, à obéir à des règles précises et fatales de transcription qui ne sont pas du tout celles de la perspective. Le primitif, l'enfant non déformé par l'éducation, y obéit lorsqu'il couche tout naturellement sur le papier un champ en un carré ou en un rectangle qu'il remplit ensuite de couleurs. Ainsi, dans les paysages panoramiques de Dubuffet, les champs et les routes nous paraissent-ils d'une certaine hauteur, comme dans l'œil de l'automate, tandis que les cyclistes, les maisons et les arbres seront vus du regard horizontal d'un simple bipède et paraîtront, au premier abord, comme couchés par le paysage. (...)

Il en va de même pour ces toiles, d'un lyrisme presque délirant, dites « vues de Paris ». Quand nous traversons les quartiers populaires, nous ne voyons pas de ciel, ou très peu : les façades s'élevaient jusqu'en haut, les façades qui ne sont que des surfaces avec ces rectangles : les fenêtres. En bas, des boutiques et des gens qui passent. Lorsque nous parcourons ces rues, notre impression ne pourrait préciser la forme des fenêtres, ni leur ornementation ni le dessin des barres d'appui, et les gens qui passent ou sont accoudés aux fenêtres, ces figurants anonymes dans le décor général, on peut, dans le langage des simples, les appeler des bonshommes. (...) C'est l'impression générale qui est le sujet, la rue, la « vue », quelquefois la farandole des âtres dans le décor multicolore. Cela peut être gal, mélancolique, voire l'essentiel (...). Cela dit, c'est la couleur qui va jouer un rôle décisif, et là, le miracle a lieu et l'on ne dira plus « comme un enfant », car il est opéré par une sorte de sorcier, par un maître de la technique. (...) C'est un ravissement complet de la rue par un entrepreneur qui ne regarde pas à la dépense. Les boutiques s'allongent, multicolores, rivalisant de tons foudroyants, impudiques, sous des enseignes éclatantes qui ne risquent pas de passer inaperçues, mais par un art souverain, rien ne crie, tout s'accorde, un ordre parfait règne dans la rue où les personnages anonymes dansent parfois une prodigieuse sarabande. (...)

(Extrait du premier article de Limbour sur Dubuffet paru dans Comœdia en juillet 1944.)

10/18

LANA

TONNES ANAI
SALANGE ENA

Participe
et gag

COMMENT POUR

maires analogi
des noms propre

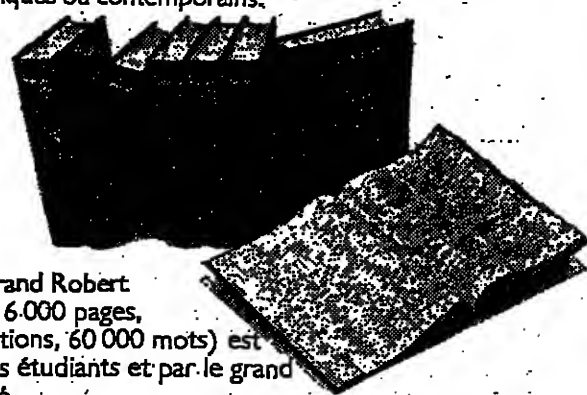
L'ANALOGIE MISE EN DICTIONNAIRES PAR PAUL ROBERT.

Analogie (définition du Petit Robert) : "Ressemblance établie par l'imagination entre deux ou plusieurs objets de pensée essentiellement différents." Voir : association, correspondance, lien, parenté, rapport, relation, induction. Contraires : différence, opposition.

Après avoir appliqué la méthode analogique aux dictionnaires de langue française, Paul Robert l'a étendue au domaine des noms propres et à celui de la peinture, première étape vers une diversification de la gamme des ouvrages proposés par les éditions Le Robert.

DICTIONNAIRES ANALOGIQUES DE LA LANGUE FRANÇAISE

Instruments de travail et de culture, les dictionnaires de langue Le Robert ne se limitent pas à la définition des mots, à leur étymologie, à leur classement grammatical. Ils situent chaque mot par rapport aux autres termes qu'il évoque logiquement. Ils en donnent la prononciation, les synonymes, les contraires. Ils illustrent d'exemples ou de citations empruntés aux meilleurs auteurs, classiques ou contemporains.



Le Grand Robert
(7 volumes, 6.000 pages,
200 000 citations, 60 000 mots) est
utilisé par les étudiants et par le grand
public cultivé.



Le Petit Robert
(1 volume, 2 000 pages, 54 000 mots)
est destiné aux lycéens,
et à l'usage quotidien
de tous ceux qui
doivent parler ou
écrire.

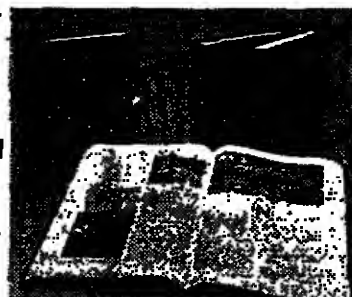


Le Micro Robert
(1 volume, 30 000 mots
imprimés en couleur pour le
rendre plus attrayant), conçu spécialement
pour les élèves du premier cycle.

LES DICTIONNAIRES ROBERT DES NOMS PROPRES

Ils présentent, des origines à nos jours, l'histoire des lieux, des hommes et des œuvres, des institutions, des événements majeurs de tous les pays. Histoire présentée par ordre alphabétique mais qui respecte le réseau complexe des liens qui relient tel homme à tel autre, telle ville à tel pays ou à tel événement.

Les dictionnaires Robert des noms propres permettent de mieux connaître l'histoire, la géographie, les arts, la littérature, les sciences. Ils existent sous deux formes :



**Le Dictionnaire Universel
des Noms Propres**
4 volumes, 3 200 pages,
40 000 articles, 5 000 illustra-
tions la plupart en couleurs,
230 cartes originales.

Le Petit Robert 2
1 volume, 2 000 pages,
34 000 articles,
2 000 illustrations la plupart
en couleurs,
200 cartes originales.



LE DICTIONNAIRE UNIVERSEL DE LA PEINTURE

Ouvrage d'un type nouveau, à la fois dictionnaire et livre d'art, le Dictionnaire Universel de la Peinture présente les peintres, les écoles, les techniques et les musées du monde entier.

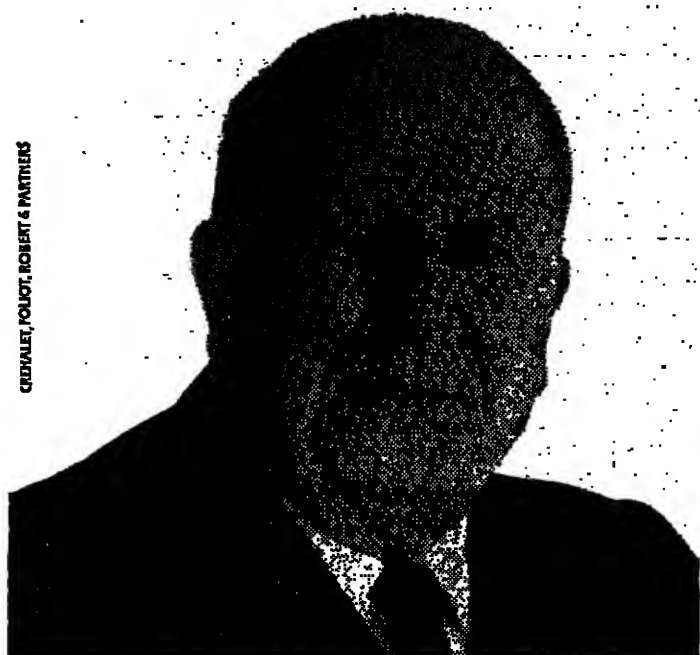
Au-delà du classement alphabétique, qui facilite l'accès direct à l'information, un système de renvois permet une vision synthétique, chaque article étant mis en communication avec ce qu'il évoque ou implique.



6 volumes, 3 000 pages, 2 700 illustrations toutes en couleurs.

L'ANALOGIE MISE EN JEU PAR MAX FAVALELLI.

Participez avec Max Favalelli au concours analogique Le Robert
et gagnez un voyage autour du monde ou 1000 autres prix.



1^{er} prix : 20 000 F ou 1 voyage autour du monde ou 1 tableau d'un Maître contemporain ou 1 équipement ciné-védo et le projecteur ou 1 chaîne HI-FI + magnétophone.

2^e et 3^e prix : 10 000 F ou 1 croisière musicale ou 1 dessin d'un Maître contemporain ou 1 caméra super 8 sonore ou 1 chaîne HI-FI + magnétophone.

4^e au 8^e prix : 5 000 F ou 1 voyage à Bali ou 1 lithographie d'un Maître contemporain ou 1 caméra super 8 sonore ou 1 chaîne HI-FI.

Et des centaines d'ouvrages Le Robert.

COMMENT JOUER ?

- Répondez aux 6 questions de Max Favalelli.
- La question 1 vaut 10 points.
- Les 5 autres questions valent autant de points que vous trouverez de bonnes réponses.
- Indiquez dans la case "TOTAL" le nombre de points obtenus en additionnant les chiffres se trouvant dans les cases A + B + C + D + E + F.

Dictionnaires analogiques Le Robert. Pour la langue française, pour les noms propres, pour la découverte de la peinture.

QUESTIONS

Question 1 : Le mot cynégétique désigne l'art de la chasse, trouvez le mot qui désigne l'art de la pêche.

Question 2 : Trouvez le maximum de mots de 6 lettres ou plus, formés uniquement avec les lettres contenues dans le mot ANALOGIE (réf. "Petit Robert").

Question 3 : En voulant copier "La Chaise" de Van Gogh, un faussaire a commis un certain nombre d'erreurs (fig. n° 2). Indiquez le nombre d'erreurs et précisez leurs emplacements en noirissant les cases dans lesquelles elles se trouvent.



Question 4 : Placez sur le bulletin-réponse, en face des 6 lauréats du prix Nobel de littérature, l'année d'obtention de leur prix. Choisissez parmi les années suivantes : 1945, 1972, 1929, 1901, 1970, 1957, 1962, 1916 (réf. "Petit Robert 2").

Question 5 : Énumérez les qualités du Petit Robert en totalisant le plus de points possible (les mots choisis doivent figurer dans le Petit Robert). 8 mots maximum. Ni répétition, ni onomatopée. Écrivez en lettres majuscules. Une lettre par case. Une case blanche entre chaque mot.

Calculez le nombre de points obtenus en additionnant les valeurs correspondant à chacune des lettres de votre phrase. A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z 1 3 3 2 1 4 5 7 2 8 9 3 4 5 1 6 8 6 5 4 2 5 9 8 7 9

Question 6 : Max Favalelli a préparé pour vous le "Micro Favalelli". Avous de jouer. (voir bulletin-réponse)

EXTRAIT DU RÈGLEMENT

Les bulletins-réponses doivent être déposés jusqu'au 23 octobre au soir chez les libraires possédant l'affichette "Grand Concours Le Robert" ou, à défaut, expédiés à : Grand Concours Le Robert - BP 151 - 78610 Le Perray, sous enveloppe suffisamment affranchie avant le 23 octobre 1976 à minuit.

D'autres bulletins se trouvent chez tous les libraires présentant l'affichette "Grand Concours Le Robert".

Pour tous renseignements ou demande de règlement complet, écrivez à : Grand Concours Le Robert - BP 151 - 78610 Le Perray en joignant une enveloppe timbrée.

BULLETIN - REPONSE

Réponse 1 : _____ Nombre de points : _____ A

Réponse 2 : _____ Les mots : _____ B

_____ Nombre de mots : _____

Réponse 3 : Nombre d'erreurs : _____ C

Réponse 4 : _____

Thomas Mann _____

Sully Prudhomme _____

Albert Camus _____

Alexandre Soljenitsyne _____

Gabriela Mistral _____

John Steinbeck _____

Nombre de dates certaines : _____ D

Réponse 5 : _____

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« L'EMPIRE DES SENS », de Nagisa Oshima

Le cinéaste japonais Nagisa Oshima a quarante-quatre ans. Depuis 1965, il tourne des films indépendants, ce qui lui permet d'être le témoin, souvent impitoyable, de la société japonaise. On l'a découvert en France avec *Le Pêcheur*, le *Petit Garçon*, le *Cérémonial* et *Une petite cour pour l'été*. L'originalité de son écriture cinématographique a fait de lui, pour sa génération, un auteur de films aussi important que les grands anciens, Mizoguchi et Kurosawa. Donc, lorsque Nagisa Oshima choisit de tourner (grâce à un financement français) un film d'adulte, on ne peut pas, on ne doit pas penser qu'il a voulu obéir à une mode devenue commerciale. *L'Empire des sens*, sujet que portait Oshima depuis trois ans, répond à une nécessité créatrice. S'inspirant, une fois de plus, d'un fait divers — celui-ci, « l'affaire Sada », date de 1936 — Oshima a tenté une nouvelle investigation dans le domaine de la sexualité.

En 1936, donc, une servante d'au-
berge, Sada, tue et mutila (avec le
consentement de celui-ci) son patron
qui était son amant. L'affaire fit un
bruit immense à une époque où le
Japon connaissait l'atmosphère
oppressive du militarisme et de la
guerre.

De ce fait divers, pourtant, Oshima
n'a pas donné une représentation
historique. Tout au plus voit-on, dans
une rue, l'homme, Kichi, croiser des
soldats. Simple rappel d'une réalité
sociale qui se déroule, qui est née
des lors qu'embrassent en jeu la passion
et la liberté qu'elle procure. Car
L'Empire des sens est l'histoire, la
représentation d'une passion amou-
reuse poussée jusqu'à ses plus
extrêmes limites. L'accomplissement

sexuel fait oublier le monde à Sada
et à Kichi, qui sont possédés l'un
de l'autre. Ils se cherchent et s'étré-
ignent sans cesse, ils ne veulent plus
se quitter. Les jours et les nuits ne
se mesurent plus qu'en gestes
d'amour, et ces gestes obéissent à
un rituel japonais ou non, on ne
peut plus concevoir aujourd'hui — le
cinéma ayant dépassé l'âge de la
littérature et de la métaphore — un film
qui parlerait d'amour sans en mon-
trer plus ou moins la consécration
érotique. Or le film d'Oshima est le
film de l'amour-passion et, pour la
première fois, on nous signale que
cet amour-là, brûlant et ravageur,
concerna les corps autant que les
cœurs. Tristan et Isolde aussi avaient
un sexe.

Enfermés dans des chambres japo-
naises aux cloisons mobiles, Sada
et Kichi se livrent en fait, insaisissable-
ment, à une corrida des étreintes.
Les figures érotiques sont les
étapes d'une cérémonie qui se ter-
mine par une mise à mort. La
rencontre des amants s'est faite sous
le signe d'un couteau et, tout le
long du film, les instruments tran-
chants — couteau, hachoir, rasoir —
concrétisent cette idée de la mort
inséparable de la possession char-
nelle. Pour filmer cette corrida aux
multiples reprises, Oshima a capté
dans des espaces clos — et dans
des plans généralement fixes, qui
arrêtent le temps — les signes de
l'amour tendant vers l'annihilation.
Dans la géométrie des plans,
l'homme et le corps dénudé, vides
et sexes deviennent les détails esthé-
tiques d'admirables et funèbres
estampes japonaises. On sait que les
véritables estampes japonaises sont
une forme d'art.

On a déjà fait, à propos de ce
film, référence à un maître français
de la littérature érotique : Georges
Bataille. Mais, dans les œuvres de
Bataille, la présence du sexe et de
la mort sont liés au christianisme.
Chez Oshima — encore que nous
ne nous commissions pas aussi bien
des références culturelles japonaises.
— Il s'agit d'un défi à tous les
tabous sexuels et à la forme socia-
lisée de l'amour. Lorsque Kichi
donne à manger au sexe de Sada,
nous sommes loin d'un jeu libertin.
Là s'affirme la double recomposi-
tion du principe de vie chez la
femme et de l'amour dévorant. Ces
amants, quelque peu coquins par
leurs rapports occasionnels avec des
gens âgés, recherchent, dans l'union
de leurs corps et le plus haut plaisir,
le grand spasme noir qui conduit,
de l'autre côté de la vie, à la liberté
totale. Ils vont vers une pureté que
leur donne la mort. Seuls avec
eux-mêmes, ils peuvent transgresser
jusqu'au grand principe phallico-
tique régit l'amour entre les
hommes et les femmes. C'est Sada
qui prend le dessus, qui impose ses
rites (celui de la strangulation est le
plus significatif) et qui obtient le
consentement de l'« homme-objet »
à la mise à mort.

Le regard d'Oshima sur les détails
érotiques a pris de la distance et de
la hauteur. Au point qu'on a l'im-
pression qu'il suggère plus qu'il ne
montre. Il suggère, en effet, une
métaphysique de l'amour et de l'éro-
tisme qui invite à la contemplation
et à la gravité. S'il y avait mien-
tendu à propos de *L'Empire des sens*,
il ne pourrait que venir de quelque
mauvaise foi. Le film s'adresse à un
public adulte, conscient du grand
et universel mystère de l'amour et de
la mort. Il le fait avec une telle épu-
ration artistique que toute confusion
est impossible entre cette tragédie
cinématographique des amants cher-
chant le néant et les productions qui
invitent au voyeurisme.

JACQUES SICLIER.
★ Saint-André-des-Arts, Balzac,
Hippolyte-Lacoin (v.o.) ; Gaumont-
Opéra (v.l.).
★ M. Robert Bortas, conseiller
d'Etat, est chargé des fonctions de
président du Centre national d'art
et de culture Georges Pompidou
dont il assume la direction — jus-
qu'au 1^{er} mars 1977 à la demande
de Mme Françoise Giroud, secrétaire
d'Etat à la culture.

Théâtre

« COMME AVANT », de Pascal Jardin

Sarah et Julien, mariés, ont
laissé venir au monde plusieurs
enfants. Lui, Julien, a des
causes, peine à nourrir son monde
en écrivant des scénarios.

Un jeune producteur, Mandrax,
qui veut sortir Julien de la
mouise, l'incite à imaginer un bon
film. Mandrax tombe amoureux de
Sarah. Dès lors l'histoire tourne
court, parce que l'auteur lui tire
les cheveux pour les besoins du
happy-end : Mandrax se retire,
Sarah et Julien tenteront de
s'aimer avec gentillesse « comme
avant ».

Comme si « avant » pouvait
être, dans l'affection, un repère
fixe.

Le dialogue de Pascal Jardin et
le talent des acteurs assignent à
la soirée un caractère.

Pascal Jardin n'a pas fait
confiance aux personnages de
l'œuvre originale de John Mortimer,
et peut-être a-t-il eu raison.
Il leur donne donc, à dire des
choses qui ne viennent pas d'eux,
mais de lui. Ce ne sont pas des
mois d'auteur, c'est un tricotage
de répliques, au point trop recher-
ché et surtout trop serré : alors,
la pièce gode, fait des pils, ne
tombe pas librement. Après une
demi-heure d'écoute désagréable,
cela donne un théâtre soigné,
sans qualité réelle, mais qui n'est
pas boulevard. Pas vraiment.

Conduits par Andréas Voutsinas,
les acteurs sont bien. Tanya
Lopez (Sarah) a un battement
de vie, un toucher proche, quelque
chose de comparable à ce qui se
passe dans la paume de la main
lorsqu'on ramasse par terre un
oiseau tombé, et comme cette
actrice exprime en sous-main non
pas les émotions bêtes de son rôle
mais des idées claires, des réalités
dures, l'effet est bon. Jean-Pierre
Cassel (Julien), comédien aisé, au
métier propre, donne un profil net
à ce qu'il veut : Voutsinas l'a fait
trop bouger, pour prouver sans
doute que Cassel sait danser,
sauter, etc. Si nous le pressentions
seulement, ce serait mieux.

Comme avant pose une fois de
plus le « problème Balmer ».
Jean-François Balmer (Man-
drax), l'un des premiers acteurs
de sa génération (sorti en 1974 du
Conservatoire), est tout à fait
fascinant : dans sa voix, sur son
visage, passent, comme des déchi-
rures de nuages sur un ciel blanc
mille fantômes algues, empreintes
de effrois ou des farces énormes
dont le personnage est à tout
bout de champ traversé.

Il semble que ce carrousel de
Balmer, qui tient le public en
suspens, génère le travail d'un
acteur qui sont sur scène avec
lui, et l'on voit bien que Balmer,
après chaque échappée intérieure
spontanée, se censuré, ou est
censuré. Ne vaudrait-il pas mieux
risquer la carte Balmer à fond.

P.S. — Le Théâtre Fontaine
vient d'être pris en main par René
Dupuy, homme de spectacle ca-
pable et sympathique, dont le pu-
blic n'a pas oublié la très belle
mise en scène de *Pérides* de Shes-
peare (1958, déjà presque vingt
ans !), et celle d'*Irma la douce*.
Bonne chance à René Dupuy !

laisser le jeu d'ensemble réagir à
ce « poison » ?
Hubert Monloup propose un
décor surchargé dont l'entretien
doit, chaque matin, mettre sur
les genoux la femme de ménage
du théâtre.
MICHEL COURNOT.
★ Fontaine, 20 h. 45.

« DUELLE », de Jacques Rivette

Est-il bien utile de décrypter ce
film ? Sa matière même est le mys-
tère, l'insaisissable. Il ne brille que
d'une lumière noire qui en accroît
l'opacité. Hermétique il est, comme
une formule cabalistique. « Par la
flamme et par la cendre, deux et
deux ne font plus quatre », dit l'un
des personnages. Et un autre : « Je
ne vois que l'envers de l'endroit que
je désire » (soit alexandrin que l'on
pourrait croire naïf). D'où
vient-il, ce film, où prend-il sa
source ? Dans quelque mythologie
orientale, dans de vieilles croyances
celtes, dans un grimoire du Moyen
Âge, dans un conte romantique, ou
simplement dans un rêve de Rivette ?
Bien avant les surréalistes, Nerval
(quelque décemment ce film fait beau-
coup penser) parlait de l'« épanche-
ment du songe ». Un songe, dont on
ne sait trop s'il est cauchemar ou
illumination, se métamorphose ici en
images.

La lune a envahi l'écran. Deux
jeunes femmes surgissent dans une
ville intemporelle qui ressemble à
Paris. Nous comprenons plus tard
qu'elles viennent d'ailleurs — et
qu'elles ne sont qu'en transit sur la
terre. En fait, elles ont droit à qua-
rante jours de vie au milieu des
hommes. L'une d'elles est blonde,
joliment potelée (c'est Bulle Ogier
qui l'incarne), d'autant plus dange-
reuse qu'elle a fait d'une étudiante
espégle. L'autre (Juliet Berto) a les

cheveux noirs et ressemble à une
délégée de Van Dongen. Elles sont
à la recherche d'un tiliaman qui doit
leur permettre de prolonger leur
séjour terrestre. A leur quête, qui
devient vite affrontement, elles
mènent trois humbles filles de notre
pauvre monde, trois victimes dési-
gnées. La troisième de ces victimes,
et la plus innocente, fera échouer
leur entreprise.

On retrouve dans cette fable inso-
lente un thème cher à Jacques Rivette :
celui de la coexistence de deux
mondes, l'un matériel, l'autre magi-
que. Mondes parallèles qui, pour-
tant, se recoupent et que traversent
des personnages, sautant de l'un à l'autre, d'énig-
matiques créatures. Idée de dualité
que le titre sous-entend, en même
temps qu'il évoque la notion de défi
et de lutte. Déjà Céline et Juliette,
les héroïnes du précédent film de
Rivette, s'amusaient à échanger leur
personnalité et à franchir les miroirs
de la réalité. Mais Céline et Juliette,
c'était du vil-à-rien. Entre deux pi-
rouettes et deux voyages, les deux
copines pouffaient de rire. Dans
Duelle, le plomb remplace le vil-
à-rien. Les manœuvres des deux
magiciennes prennent une dimension
mythique épique, métaphysique. On
passe de l'entourloupette au combat
cosmique. Il n'est pas sûr que nous
ayons gagné au change.

Pour nous convaincre reste l'en-
voûtement des images, la qualité de
la mise en scène. Filmé par Rivette,
le hall d'un pari mutuel, une salle
de dancing, un aquarium, un gym-
nase, une gare oubliée de la
S.N.C.F., se transforment en lieux
oniriques. Et les deux séquences qui
illustrent l'ultime bataille des im-
mortelles, l'une luyant la lumière et
l'autre luyant l'ombre, sont superbes.
Dans ce film, que trois autres de-
vaient suivre, où réapparaîtront
Lunaires et Solaires, on dira, à juste
titre, que c'est un pur jeu de l'esprit,
un divertissement de poète. S'il dé-
concerte, c'est sans doute pour son
absence de lyrisme, par le mépris
dans lequel Rivette tient les attributs
ordinaires du fantastique. On serait
tenté d'écrire que le propos de l'au-
teur est de reconstruire la narration
classique (cartésienne) avec la pro-
jection des fantasmes. C'est là
une curieuse expérience. A réserver
sans doute aux amateurs de légendes
ésotériques, nées de la nuit des
temps.

JEAN DE BARONCELLI.
★ Margnan, Médoc, Haute-
feuille, Studio de la Harpe, Mont-
parnasse-Patbé, Olympia, entrepôt.

LA REINE ELIZABETH D'ANGLETERRE S'OPPOSE AU TOURNAGE D'UN FILM SUR LA VIE SEXUELLE DE JÉSUS

Londres. — La reine Elizabeth est
sortie, mercredi, de la traditionnelle
résidence qu'elle observe à l'égard des
affaires publiques du pays pour
condamner le projet du cinéaste
danois Jorgen Thorsen, qui veut
tourner en Grande-Bretagne un film
sur la vie sexuelle de Jésus. C'est
un projet odieux, écrit-elle dans une
lettre, en réponse aux centaines de
protestations parvenues à Buck-
ingham.

La presse britannique a été jeudi
avec enthousiasme l'initiative royale
et rappelle que la souveraine n'avait
plus pris position publiquement
depuis 1965, au moment de la décla-
ration unilatérale d'indépendance de
la Rhodésie. La condamnation de la
reine ne constitue en fait que le
couronnement d'une vaste campagne
de protestation qui a éclaté, il y a
deux mois, lorsque Jorgen Thorsen
a fait savoir qu'il envisageait de
tourner en Angleterre le film qu'il
n'avait pu réaliser ni au Danemark,
ni en Suède, ni en France.

Lancé par un député conservateur,
Sir Bernard Braine, le mouvement
de protestation a rapidement attiré
à lui les plus hautes autorités reli-
gieuses et politiques de Grande-
Bretagne. Le responsable de l'Eglise
anglicane, le docteur Coogan, celui
de l'Eglise catholique, le cardinal
Hume, le grand rabbin de Grande-
Bretagne, l'Armée du salut, ont, tour
à tour, jeté l'anathème sur Thorsen.
Le premier ministre lui-même, M. Col-
laghan, devait annoncer le 4 sep-
tembre qu'il partageait sur ce point
le sentiment de la majorité de ses
conseillers.

La violence des Anglais est alimen-
tée à point nommé par les brèves
apparitions que fait Thorsen sur les
écrans de la télévision. Un peu
étonné de ce tollé pour un film qui
n'est pas encore tourné, l'adaptateur
de *Jours tranquilles à Calicut* s'amuse
visiblement à provoquer ses adver-
saires. N'est-il pas allé jusqu'à dire
que la reine elle-même serait le
meilleur acteur pour son film ? Il se
déclare en tout cas certain que
l'entrée du Royaume-Uni ne peut lui
être refusée pour des raisons
légitimes et affirme qu'il se présen-
tera en Angleterre à la fin du
mois. — (Interim.)

Culture

GRÈVE A CHAILLOT

Les employés du spectacle
C.G.T. du Palais de Chaillot ont
entamé, le 16 septembre une grève
pour protester contre l'interrup-
tion du paiement des salaires
d'une partie des employés.
A la suite de cette action, le
secrétariat à la culture a fait
savoir que « les crédits correspon-
dant à l'exécution du budget 1976
ont été débouffés » et que « les
rémunérations du personnel seront
versées normalement ». Une réu-
nion du personnel doit avoir lieu
ce jeudi 16 septembre, à 14 heures,
afin de décider de l'opportunité
de poursuivre la grève.
La Maison des arts et de la
culture de Créteil, pour qui se
pose le même problème, pourrait
être également touchée, à partir
de ce jeudi 16 septembre, par le
mouvement de revendications des
employés C.G.T.

LE BALLET DE L'OPERA
SALLE FAVART
(OPERA-COMIQUE)
15, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28 et 29
SEPTEMBRE 1976 A 20 H 30
SOIRÉE DE BALLETS
PAS DE QUATRE
CONSERVATOIRE
LA VIVANDIERE
LA SOMNAMBULE OU GRAND PAS CLASSIQUE
NAPOLI
Avec
CLAIRE MOTTE, WILFRIDE PIOLLET,
CLAUDETTE SCOUARNEC, GISELAINE THESMAR
CHRISTIANE VLASSI, PATRICE BART
JEAN-PIERRE FRANCHETTI
GEORGES PILETTA
ORCHESTRE DU THEATRE NATIONAL DE L'OPERA
SOUS LA DIRECTION D'ASHLEY LAWRENCE
LOCATION AUX GUICHETS DE LA SALLE FAVART (OPERA-COMIQUE)
A PARTIR DU 7 JOUR PRECEDANT LE SPECTACLE
TOUS LES JOURS DE 11 H A 19 H 30 ET LE DIMANCHE DE 10 H A 13 H
INFORMATIONS : 742.7200 PRX DES PLACES : 10, 20, 30, 40 F

Gie DES COMMISSAIRES - PRISEURS DE PARIS
Ventes aux enchères publiques
DROUOT - RIVE GAUCHE
GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE
75007 PARIS - Tél. : 544-38-72 - Télex 270.906
Sauf indication particulière, les expositions ont lieu la veille des
ventes de 11 heures à 18 heures
LUNDI 20 SEPTEMBRE (Exposition vendredi 17)
S. 15. - Ameublement anglais. Objets de vitrine. M^{re} Pescheteau.
MARDI 21 SEPTEMBRE (Exposition lundi 20)
S. 2. - Mobilier. Vitrines. M^{re} le Blanc.
JEUDI 23 SEPTEMBRE (Exposition mercredi 22)
S. 20. - Objets de vitrine. Meub. rustiques et style. S.C.P. Costuriers.
Nicolas.
VENDREDI 24 SEPTEMBRE (Exposition jeudi 23)
S. 15. - Meubles. M^{re} Chambelland.
S. 19. - Ameublement. M^{re} Bouglard, de Heckeren.
Etudes annonçant les ventes de la semaine :
- LE BLANC, 32, avenue de l'Opéra (75002), 073-98-78
- BOISGIRARD, de BESSEMER, 2, rue de Provence (75009), 770-81-38
- CHAMBELLAND, 1, rue Rosini (75009), 770-18-18
- COUTURIER, NICOLAY, 51, rue de Bellevue (75007), 855-85-44
- PESCHETEAU, 18, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-33

14 JUILLET - QUINTETTE
UN FILM DE
ici et ailleurs
JEAN-LUC GODARD
ET
ANNE-MARIE MIEVILLE

U.G.C BIARRITZ (v.o.) - PARAMONT ELYSÉES (v.o.) - PARAMONT
OPÉRA (v.f.) - PARAMOUNT MONTMARNASSE (v.f.) - REX (v.f.)
PUBLICIS ST-GERMAIN (v.o.) - PARAMOUNT MAILLOT (v.f.) CLUNY
ÉCOLE (v.o.) - MAGIC CONVENTION (v.f.)
PUBLICIS Défense - VILLAGE Neuilly - C 2 L Versailles - CARREFOUR Pontin - MELIES
Montreuil - ARCEL Corbeil - MARLY Enghien - PARAMOUNT Le Vernois - PARAMOUNT
Orly - ARTEL Nogent - ARTEL Rosny - ELYSÉES 2 Le Celler-Saint-Cloud - ARTEL Villeneuve-
Saint-Georges - STUDIO Rueil - P.B. Cergy - MEAUX 1 Meaux - C 2 L Saint-Germain-
FLANDEZ Senlis - ULIS Orsay - DOMING Montreuil - BUXY Boussy-Saint-Antoine
et à partir du 22 septembre : PARAMOUNT ORLÉANS (v.f.) - PASSY (v.f.)
PARAMOUNT GALAXIE (Place d'Italie) (v.f.)

l'ultime chef-d'œuvre de
LUCIANO VISCONTI
une merveilleuse
histoire d'amour
un film de
LUCIANO VISCONTI
LAURA ANTONELLI / GIANCARLO GIANNINI
L'INNOCENT
JENNIFER O'NEILL LUCIANO VISCONTI

Saint-Étienne a préservé toutes ses chances de qualification à Sofia (0 à 0)

● **UN MENSUEL D'INFORMATION EN NORMANDIE.** Un nouveau mensuel va être mis en vente en novembre en Normandie. Il s'agit de *Région 2000*, qui, chaque mois, selon ses responsables, fera « la synthèse de l'actualité dans la région et abordera tous les grands dossiers des deux régions normandes ». Le mensuel ne primira pas. *Région-2000* traitera aussi bien de politique que de loisirs, d'économie que d'environnement ». Le directeur de *Région-2000* est Jean-François Gaudin, directeur de la section des journalistes et ancien journaliste à l'Agence France-Presse, à Paris-Normandie et à Sud-Radio. (15, rue des Félécens, 14130 Mont-Saint-Aignan).

Cabaret du jazz : 1 h., Masse sicilienne..

OF

VACANCES

Exemplaire spécimen sur demande

150

150

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 75
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	48,70
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	49,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,23
	70,00	81,73

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne 75
"Placards encadrés".	28,00	32,68
Double insertion	34,00	39,70
"Placards encadrés"	38,00	44,37
L'AGENDA DU MONDE	40,00	46,70
	28,00	32,68

REPRODUCTION INTERDITE

emploi régional

Importante Entreprise
commercialisant des produits
de haute technicité recherche
pour développer ses ventes sur
PARIS et les GRANDS
CENTRES REGIONAUX

ingénieurs
commerciaux
EXPERIMENTES

diplômés de l'Enseignement Supérieur dans les domaines technique, scientifique ou de gestion qui désirent des responsabilités à niveau élevé, une structure à dimension humaine, la faculté de penser et de faire valoir leurs idées, une grande liberté de manœuvre, des possibilités de carrière exceptionnelles tant au niveau intellectuel que matériel.

Pour un premier contact, envoyez CV détaillé sous réf. 82 M à P. ZEEGERS - 149, rue Saint-Honoré 75001 PARIS - qui transmettra.

TIOXIDE S.A. CALAIS

VICIALE DU GROUPE BRITISH TITAN LIMITED
PRODUCEUR MONDIAL DE PIGMENTS
D'OXYDE DE TITANE
recherche pour son
Service Assistance à la clientèle

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

LA FONCTION IMPLIQUE :

- des responsabilités techniques vis-à-vis d'une clientèle européenne ;
- de fréquents déplacements de courte durée après une période d'adaptation ;

LE CANDIDAT :

- pourra être débiteur ou avoir une expérience dans l'industrie des peintures ou des encres ;
- parlera, nécessairement, l'anglais et l'allemand (condition indispensable).

Si vous êtes intéressé, envoyez votre C.V. manuscrit et vos références au Chef du Personnel à TIOXIDE S.A. - R.P. 82 - 5202 CALAIS.

IMPORTANTE URINE PRODUITS CHIMIQUES
DE HAUTE NORMANDIE, recherche

INGÉNIEUR
pour poste - adjoint au chef
de service d'ENTRETIEN

Poste important
DEVELOPPEMENT DE CARRIERE PROBABLE
Age minimum : 30 ans

Caractéristiques souhaitées :

- homme de terrain, plus que de bureau ;
- disponibilité et intérêt en dehors des heures normales ;
- goût du détail concret ;
- goût de l'organisation matérielle de chantier ;
- bon meneur d'hommes ;
- initiative et discipline.

Ecrire sous n° 399.292 M. REGIE-PRESSA, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2°, qui transmettra.

SOCIETE METALLURGIQUE
fabriquant pièces grandes séries
pour industrie automobile recherche
pour son usine du Nord de la France

UN DIRECTEUR D'USINE

QUALITE

niveau A.M. ayant de préférence connaissances :

- travail métallier en feuille ;
- gestion d'usine ;
- organisation.

Anglais apprécié.

Logement de fonction et voiture fournie.

Adressez curriculaire, vitas, présentations sous réf. 7.170 à P. LEBLANC, 10, rue Levallois, 75008 PARIS CROIX 02, qui transmettra.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ELECTRONIQUE
Province région Ouest, recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Formation supérieure H.E.C., ESSEC, supérieure de Commerce.

Connaissances informatiques, ayant déjà exercé fonction similaire plusieurs années, 35 ans minimum.

Ecrire sous le n° 74.875 à CONNEXES Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1°, qui transmettra.

DIRECTEUR

La Société possède dans l'Est deux unités de fabrication de produits en béton dotées d'un équipement moderne. Pour diriger et coordonner cet ensemble industriel et en assurer le développement commercial sur son secteur, nous recherchons un ingénieur diplômé, ayant plusieurs années d'expérience de la Direction complète - Production - Gestion - Commercial - d'une entreprise de plus de 100 personnes. La spécialisation Béton Armé n'est pas exigée.

26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 6730

etap

TRÈS IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
FRANÇAIS - PARIS - RECHERCHE

RESPONSABLE COORDINATION DES RÉSEAUX

Ce poste peut convenir à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience commerciale et marketing solide et diversifiée (produits industriels et produits grand public).

IL TRAVAILLERA À L'ÉCHELON INTERNATIONAL ET COLLABORERA À LA COORDINATION ET À LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DE PLUSIEURS FILIALES.

Ecrire sous référence CM 127 AM.

AFPM - D.F.I.
ASSOCIATION POUR LA FORMATION DANS LES INDUSTRIES DES MÉTAUX
MARLY-LE-ROI - RECHERCHE

ANIMATEUR-CONSEIL EN FORMATION

Ce poste peut convenir à un diplômé grande école, ingénieur I.S.E.R.C., E.S.C.P. ou équivalent, 30 ans minimum, ayant acquis une formation complémentaire en psychosociologie.

Une bonne expérience pratique de l'industrie à un poste opérationnel ou fonctionnel et une expérience d'animateur de formation sont indispensables.

SITUATION INTERESSANTE AU SEIN ÉQUIPE HAUTEMENT QUALIFIÉE IMPLIQUANT LARGE AUTONOMIE - ANALYSE DE LA DEMANDE - CONCEPTION DE PROGRAMMES, ANIMATION DE GROUPES NIVEAU CADRES INTER OU INTRA ENTREPRISES.

Ecrire sous référence MC 150 AM.

DUJARDIN MONTBARD SOMENOR

LILLE ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS
INGÉNIEUR OFFRE LARGES PERSPECTIVES DE CARRIÈRE A

JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

Ils travailleront pendant deux ans dans les services techniques et seront ensuite, suivant leurs goûts et leurs capacités, confirmés dans les voies techniques ou commerciales ou en charge de la gestion de l'anglais est nécessaire (perfectionnement possible).

SITUATIONS D'AVENIR POUR CANDIDATS DYNAMIQUES ET DISPONIBLES (AFFECTATIONS ULTÉRIEURES POSSIBLES : LILLE, PARIS OU L'ÉTRANGER).

Ecrire sous référence JE 118 AM.

OFFICE DE DÉVELOPPEMENT DU TOURISME DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - TAHITI
recherche

Responsable du Marketing

En étroite collaboration avec le département statistique, il aura la responsabilité des programmes d'actions de promotion sur les marchés cibles et potentiels.

Il aura en charge la conception, la mise en route, le contrôle des campagnes de marketing et leur adaptation aux modifications des paramètres du marché touristique.

Nous exigeons :

- Une bonne expérience des problèmes du tourisme international et particulièrement celui du Pacifique.
- Age 30 ans environ.
- Dynamisme et efficacité.
- Excellente connaissance de l'anglais.
- Disponibilité pour déplacements fréquents.
- Une formation Sciences Eco. Sciences Po, Sup de Co, ESSEC, EHEC.

Nous offrons une rémunération aux alentours de 250 000 F, selon capacités et expérience. Régime de contrat local.

M. Alexandre Mouva ATA, directeur général, recevra les candidats retenus à Paris, hôtel Nikko, 61, qu. de Grenelle, 75008, du 21 septembre au 27 septembre. Disposition totale assurée.

Adressez C.V., lettres manuscrites et adresse très complètes (rue, N° et N° de la rue) à : M. Alexandre Mouva ATA, directeur général, 61, qu. de Grenelle, 75008, du 21 septembre au 27 septembre. Disposition totale assurée.

Publics Conseil
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet, 75008 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PARFUMERIE
recherche

ADJOINT DIRECTEUR COMMERCIAL

pour devenir ultérieurement directeur filiale dévouée (formation Grandes Ecoles Commerciales ESSEC, EHEC, etc.).

- Age souhaité minimum 30 ans.
- Anglais et espagnol indispensables.

Ecrire avec curriculum vitae à HAYAS CONTACT, 158, bd Hausmann, 75008 PARIS - Réf. 31.134.

VILMORIN - ANGERS
DEVELOPPANT SES ACTIVITÉS INTERNATIONALES OFFRE SITUATION INTERESSANTE ET AVENIR A

RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT TECHNIQUE ET COMMERCIAL
BASSIN MÉDITERRANÉEN

Ce poste peut convenir à un ingénieur agronome ayant déjà une expérience internationale (vente ou assistance technique), capable d'assumer des responsabilités variées.

Il assurera avec dynamisme et initiative la responsabilité du développement commercial de sa zone :

- Études des marchés ;
- Suivi d'expérimentation ;
- Développement technique, en liaison avec sociétés privées ou organismes d'Etat.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous référence EX 182 AM.

PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL RECHERCHE POUR SA DIRECTION FINANCIÈRE - PARIS

CADRE FINANCIER

Formation supérieure, ayant bonnes connaissances techniques et quelques années d'expérience financière.

Il assurera des responsabilités variées liées au développement financier des sociétés du groupe (fixation des garanties et des montants des crédits accordés aux filiales, surveillance des découvertes, actions de renouvellement).

POSTE TRÈS ACTIF, IMPLIQUANT RÉELLES QUALITÉS DE DYNAMISME ET DE CONTACT.

Ecrire sous référence FY 108 AM.

TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL PARIS
recherche pour travailler
A L'ÉCHELON DU GROUPE

RESPONSABLE DE FORMATION

Intégré à une équipe développant une gestion dynamique et prévisionnelle du personnel, il participera étroitement à l'élaboration de la politique de formation et il en coordonnera la mise en œuvre en liaison directe avec les responsables de formation des usines et filiales.

POSTE TRÈS INTERESSANT POUR CANDIDAT DE PRÉFÉRENCE

Formation ingénieur, ayant une expérience en formation mais ayant également assumé, dans l'industrie, des responsabilités opérationnelles (production, entretien, travaux, etc.).

Ecrire sous référence DW 161 CM.

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉALISATION D'ENSEMBLES INDUSTRIELS
ACTIVITÉ INTERNATIONALE

SIEGE PARIS
recherche

TRADUCTEUR(TRICE)
FRANÇAIS - ANGLAIS

pour rédaction de textes vers langue anglaise.

- Espagnol apprécié.
- Expérience en milieu industriel dans un pays de langue anglaise souhaitée.

Avantages sociaux intéressants.

Ecrire avec curriculum vitae et photo, sous n° 8.784, à SPERAN, 12, rue Jean-Jaures, 92807 Puteaux, qui transmettra.

SYNDICAT PATRONAL B.T.P.
Grandes Entreprises recherche

INGÉNIEUR MÉTHODES

FONCTION :

- Suivi des marchés de construction industrialisée (prix, réglementaire, procédures de construction) ;
- Développement des outils de gestion en matière de prix, coûts, contrôle (élaboration de programmes - aide à la mise en place dans les entreprises - maintenance) ;
- PROFIL DU CANDIDAT : bonne connaissance :
 - des procédures d'élaboration des prix dans le secteur ;
 - des systèmes de contrôle de gestion ;
 - des procédures de construction.

Adressez C.V. + photo à n° 72.676, CONVERSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS, Cédex 01, qui transmettra.

Jeunes Ingénieurs
CENTRALE, TELECOM, ENSTA, ARTS ET MÉTIERS
libérés des obligations militaires.

Vous avez le goût des activités concrètes et des relations humaines, le sens de la décision et les problèmes ferroviaires vous attirent.

Votre candidature intéresse la

RATP

pour ses services de la voie et du matériel roulant.

Adressez votre curriculum vitae à la
DIRECTION DU PERSONNEL de la RATP
Boîte postale 70.06 - 75271 PARIS Cedex 06

BATTELLE
Centre de Recherche de Genève
désire engager pour son

SERVICE DES BREVETS
un
INGÉNIEUR CHIMISTE

ayant les qualifications suivantes :

- expérience dans le domaine de la propriété industrielle, plus particulièrement dans celui des brevets d'invention ;
- aptitude à traiter de façon autonome la préparation de demandes de brevets et les procédures d'accord correspondantes ;
- bonne connaissance de la langue anglaise ;
- un intérêt marqué pour les problèmes concernant la recherche technique.

Les intéressés sont priés de présenter leur candidature accompagnée d'un curriculum vitae, d'une photographie et de leurs prétentions de salaire au Chef du Personnel - BATTELLE, 7, route de Drize, CH - 1227 CAROUGE/Genève.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES BANLIEUE NORD DE PARIS
RECHERCHE

un ingénieur

au sein du service ingénierie marine il aura pour missions d'établir des projets de groupes propulseurs diesel ou de groupes électrogènes de bord, d'assurer la mise au point des spécifications techniques, de veiller à la bonne réalisation tant financière que technique des contrats.

En outre, lors des négociations avec les clients il devra prêter assistance aux services commerciaux.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé d'une grande école et justifiant d'une solide expérience.

La connaissance de l'anglais est indispensable, des déplacements tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir.

Envoyez C.V. détaillé et photo sous n° 9769 à SPERAN, 12 rue Jean-Jaures 92807 PUTEAUX qui transmettra

JEUNE ENSEIGNANT SANS POSTE

Ne gaspillez pas vos connaissances.

UTILISEZ votre énergie, votre sens des contacts humains et votre volonté de RÉUSSIR en devenant notre

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

- Plus plus commission.
- Formation assurée.
- Promotion possible.
- Voiture obligatoire.

Ecrire avec CV à O.P.E. (n° 1964) 2, rue de Séze 75008 Paris, qui transmettra.

Dans le cadre du recrutement sur titres organisé par l'Administration des E.T.P.

L'INSTITUT NATIONAL DES CADRES TECHNIQUES
recherche

DIPLOMÉS D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS OU TITULAIRES D'UNE MAÎTRISE D'INFORMATIQUE OU DE TELECOMMUNICATIONS
ou ESCP, HEC, EF, DE, ou DESS (Marketing) ou GEMOBI II

ou LICENCE de Sciences Économiques + ESCA, ESSE, ANGERS, EHEC du Nord, IC NANCY, HEC, STRASBOURG, ISE, IEP de PARIS (Section Économique et Financière).

Nationalité française exigée.

Rémunération mensuelle moyenne nette de dédit proposée : 3.500 F ou 4.000 F, selon diplômes.

Les emplois à pourvoir sont des postes d'ENSEIGNANTS en communication, en génie civil, en informatique et en gestion dans les établissements de PARIS ou de LILLE (en création).

Renseignements et inscriptions :
I.N.C.T., 45, rue Barrault, 75004 PARIS CROIX 13.
Tél. : 588-67-34.

ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 30 SEPTEMBRE 1976

Important groupe suisse avec activités internationales recherche pour sa société affiliée à Paris un

CHEF DE VENTE

ayant de l'expérience dans l'organisation d'un service des ventes. Age 35 ans minimum. Possibilités de développement.

Adressez C.V. prêt, photo avec lettre manuscrite à STRECO, 16, av. de Friedland, 75008 PARIS, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

L'ÉCOLE DE COMMERCE INTERNATIONAL S.C.I.
RECRUTE SA PROMOTION 1977

stage de formation de cadres moyens à l'exportation
(de janvier à novembre 1977, rémunération mensuelle de 80 % du S.M.I.C. à 110 % du salaire minimum).

CONDITIONS D'ADMISSION :

- être âgé de 21 ans minimum ;
- niveau d'études : classes terminales de l'enseignement secondaire ;
- connaissance d'une langue étrangère ;
- expérience professionnelle obligatoire un an minimum ;
- pour les jeunes gens, être libérés des O.M.

SEULS SE RENSEIGNER :
M. LE DIRECTEUR DE L'É.C.I.,
6, rue du Maréchal,
92100 CLAMART.

CADRE
FORMATION ELECTROMECHAN.
et ELECTRON.
Etudes C.P.A. et Organisation Scientifique
du Travail.

EX-CHEF ET CONSEILLER D'ENTREPRISE
analyste, connaissant les industries et administra-
tion française, africaine et Proche-Orient. Etude
des propositions détaillées. Env. sous le numéro
T 093156 M. REGIE PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CADRE DE BANQUE
ANCIEN AVOCAT
Spécialisé en saisies immobilières. Actif, ordonné, efficace. Libre le 1er octobre - 100 000 F. par an.
Ecrire sous le n° 3.108, «le Monde» Publicité,
5, rue des Italiens - 75127 PARIS-8e.

[illegible][illegible]

CADRE DE DIRECTION
ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE
(électromécanique), 15 ans d'expérience IMPLANTATION
FRANCE - EUROPE
(gestion personnelle)
C.A.S. ou co-directeur
P.M.E. et vente directe
grosses industries, Angleterre,
France, Espagne, Italie,
sur sa demande.
étudier toutes propositions
FRANCE - PROVINCES
Ecrire m. G. COFFAP
40, rue de Chabrol,
75010 Paris, qui transmettra.

M. BOYEDIEU, 42, rue
St-Vincent, 9200 Colombes.
Tél. 78-02-04

ECONOMISTE
Diplômé S.C. Po., éco. FI
et éco. ind. 1962, 1963, 1964
10 ans exp. professionnelle
dans études maritimes et milieux
de production, construction
Rompes fumées
Cabinet public et privé.
Connaissance
économique, familiarisée avec
les milieux des entreprises
privées.
Cette situation dans des services
d'études, a permis d'acquies-
cences, d'acquiescences toutes
les connaissances offrant
un intérêt certain.
N° 092.651 M. Régis-Prasse

INGENIEUR INFORMATIQUE
TRAVAILLEUR INDEPENDANT
RECH. TRAVAUX
SOFTWARE S/MINI
Tél. : 200-9627

TECHNICIEN SUPER.
PROJETEUR 2
26 ans
- B.T.S. électro-technique ;
- ans exp. avec mach. et
mécaniques ; pétrole ;
- Exp. en électro-technique ;
- Exp. déplicement. Meyer-
Orion

CL. EMPLOI
région paris. en étranger
N° 092.652 M. Régis-Prasse
sept 8 - 2027 5676 26

[illegible]

SAL., ch. fonction simil.
ou 61/60) Paris ou bee-
d'ind. 7446
P.A.P., c. rue de Chabrol,
PARIS, qui transmettra.
teur équipement socio-édu-
et sans expérience
formation, gestion
arche poste à responsabilité.
n° 7420, « 10 Monde » P.,
des Italiens, 75001 Paris-P.

DIRECT. DE LABORATOIRE

« 40 à 2 enf. polyvalent.
chier, élect. mécanic.
en français

E.C. J.BARON, 11, place Vasson
Hautmann, 95570 Bouffrenoy

CADRE

INDUST. TEXTILE PARIS
5 ans. dynamique, étude
toutes propositions.

E.C. No 1 7425 M. G. de Pressé
85 bis, rue Réaumur, Paris-2

Information, emploi

POUR TROUVER

UNE FILITATION

UNE SITUATION
Il vous est proposé un guide
A L'ASSAUT
D'UNE SITUATION
Comment chercher, se présenter
à l'aborder l'instruction
de sélection et la recruter.
Demander doc. M, à CAP.
132, r. de la Gare, 95 ERAMONT.

SEMPERPARIS DACTYLO
part. billes franco-allemand,
système allem. - Tél. 925.00.92.
avant, soclaux. - Tél. 925.00.92.

334 cab. part. état gén. E.500 F.
Cv. 4. 1972. Despresgrainville, 150
Lège, 74. 1. Beaugrenelle, 150

**Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir
bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le
numéro de l'annonce les intéressés et de
vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de
« Monde Publicité » ou d'une agence.**

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

JUSTICE

POUR CAUSE DE SURETÉ PUBLIQUE

Le dossier sur l'attentat d'Ajaccio sera confié à un magistrat lyonnais

Le dossier de l'attentat par explosif qui a provoqué, dans la soirée du 7 septembre, la destruction d'un Boeing-707 de la compagnie Air France stationné sur la piste de l'aéroport d'Ajaccio sera confié à un juge

d'instruction du tribunal de Lyon. Ainsi en ont décidé, le 16 septembre, les magistrats de la chambre criminelle de la Cour de cassation réunis sous la présidence de M. Depaule et statuant sur le rapport du conseiller Mala-

L'affaire de Vathaire

LES DÉPUTÉS SOCIALISTES ET RADICAUX DE GAUCHE DEMANDENT LA CRÉATION D'UNE COMMISSION D'ENQUÊTE

Réuni mercredi matin 15 septembre à l'Assemblée nationale afin de préparer la rentrée parlementaire, le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche a notamment discuté de l'affaire de Vathaire. Il a rappelé qu'il avait déposé, dès le 20 novembre 1974, une proposition de loi prévoyant la nationalisation des usines aéronautiques travaillant pour la défense nationale. Il a estimé toutefois « indispensable » la constitution, le plus rapidement possible, d'une commission d'enquête parlementaire « chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont été utilisés les fonds publics et paraboliques alloués aux entreprises du groupe Marcel Dassault et à leurs filiales dans le cadre de l'ensemble des marchés publics d'études, de fournitures et de travaux dont elles bénéficient ». « Il apparaît, observe notamment l'exposé des motifs de la proposition de résolution déposée à cet effet, que les firmes de ce groupe ont utilisé abondamment les fonds publics par le procédé des avances remboursables, jamais ou rarement remboursées, ainsi que par le financement d'études onéreuses et parfois sans suite. Aussi, précise l'exposé, on est en droit de se demander si ces fonds ainsi généralisés ne sont pas, en définitive, utilisés à des fins autres que celles que commande l'intérêt national. »

Le dossier qui va être désormais instruit à Lyon concerne vingt-cinq personnes (pour la plupart des transporteurs ou des chauffeurs routiers membres de la Strada Corsa, syndicat des transporteurs routiers corses) ayant participé, le 7 septembre, au défilé de camions organisés à Ajaccio pour protester contre l'incarcération du président de ce syndicat, M. Jacques Fieschi, condamné en flagrant délit, le 2 septembre, par le tribunal correctionnel d'Ajaccio à six mois de prison, dont quinze jours de prison ferme, avec mise à l'épreuve pendant trois ans et 2.500 francs d'amende pour violence à agents et coups et blessures avec arme. Parmi les vingt-cinq manifestants inculpés d'infraction à l'article 314, paragraphe 1 du code pénal (loi anti-casseurs), et dont l'inculpation est basée sur la destruction d'un avion de ligne (destruction d'aéronef), dix-sept sont actuellement incarcérés à la prison des Baumettes à Marseille. La chambre d'accusation de Lyon devra statuer prochainement sur l'appel que les inculpés détenus ont formé contre les ordonnances de mise en détention signées contre eux par le juge d'instruction d'Ajaccio.

MORT DE M. JACQUES MÉGRET DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE

M. Jacques Mégret, conseiller d'Etat, directeur de l'administration pénitentiaire, est mort ce jeudi 16 septembre, dans sa quarante-troisième année, à l'hôpital de la Cité universitaire, à Paris.

Né le 10 février 1934 à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), M. Jacques Mégret, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, est nommé, en 1956, conseiller technique au cabinet du ministre de la France d'outre-mer, M. Gaston Defferre. Maître des requêtes en 1958, il devient, en 1959, jurisconsulte des communautés européennes. Puis, réintégré au Conseil d'Etat, il représente la France à la commission du développement social des Nations unies.

En 1972, M. Mégret rédige pour la commission technique des ententes un rapport sur la situation du marché de la distribution des produits pétroliers, dans lequel il explique que certaines sociétés pétrolières se sont frauduleusement partagées le marché français. Le 28 août 1974, M. Mégret est nommé directeur de l'administration pénitentiaire quelques semaines après une série de mutineries dans les prisons.

Dans ce poste difficile, ce grand commis de l'Etat a été un directeur de rares qualités humaines allées à une grande efficacité. Récemment, avant de devoir mettre un terme à ses activités, il avait été nommé directeur du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire (le Monde du 16 août), un rapport sur les actions menées en application de la réforme arrêtée par le gouvernement à la fin de l'année 1974. Il y dénonçait notamment le dénuement de nombreux établissements pénitentiaires, mettant ainsi fin au mythe de la prison quatre étoiles. M. Mégret était aussi attaché à améliorer la situation du personnel pénitentiaire.

M. HENRI DONTENVILLE EST NOMMÉ DIRECTEUR DES SERVICES JUDICIAIRES

Sur proposition du ministre de la Justice, M. Henri-Paul DONTENVILLE, procureur de la République au tribunal de grande instance de Bordeaux, a été nommé directeur des services judiciaires au ministère de la Justice. Ces services sont notamment chargés de suivre la réforme des tribunaux de grande instance, ainsi que de statut et d'organisation judiciaires.

(Né le 24 août 1928 à Arzon, M. DONTENVILLE, après avoir été avocat stagiaire, a exercé la profession de la magistrature en 1948; il est ensuite nommé juge suppléant à la cour d'appel de Paris, puis substitut à Châteaubriant en 1955. Détaché au service de documentation des études de la Cour de cassation en 1957, il sera successivement substitut à Pontivy, à Versailles et à Paris. Il est nommé conseiller à la cour d'appel de Paris en 1968, puis substitut à la Cour de cassation à partir du 3 novembre 1968. Il est nommé procureur de la République à Bordeaux le 14 mars 1974.)

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

MM. Jacques Sève, vice-président du tribunal de grande instance de Paris, Jacques Heyden, conseiller à la cour d'appel de Paris en disponibilité, Paul Laroche de Rancourt, premier substitut à l'administration centrale du ministère de la Justice, viennent d'être nommés conseillers à la cour d'appel de Paris. D'autre part, M. Jean Gonnard, nommé premier juge au tribunal de grande instance de Paris, est maintenu en position de disponibilité afin d'exercer les fonctions de juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'Etat.

Il reste que l'ambiance est très intime, avec une jeune fille dont je n'ai pas compris le prénom. Pour ne pas révéler mon embarras, je pense très fort que je serais mieux ailleurs. A tel point que j'en oublie de poser les questions pour lesquelles je suis là. La massesse prend l'initiative : « C'est la première fois que vous venez ici ? » — Oui. — Vous avez trouvé notre adresse ?

● Quatre-vingt personnes ont été tuées lors de l'effondrement, lundi 18 septembre, d'un immeuble de six étages dans le quartier du port, de Karachi, au Pakistan. Selon les autorités, le nombre des victimes pourrait atteindre la centaine. — (A.F.P. Reuters.)

LES MASSAGES THAILANDAIS

Des informations judiciaires pour proxénétisme sont ouvertes contre plusieurs « instituts » parisiens

Il aura suffi de quelques scènes suggestives dans un film détaillant complaisamment l'atmosphère sensuelle de Bangkok (« Emmanuelle ») pour révolutionner une activité de services jusqu'à bien routinière et, pour ainsi dire, marginale : le massage corporel. En six mois, une quarantaine d'instituts de « massages thaïlandais » et autres raffinements exotiques ont ouvert leurs portes à Paris. Mais si certains d'entre eux, propriétés de commerçants habiles à profiter d'une mode, offraient le visage d'une parfaite honnêteté, d'autres voyaient très vite leur exploitation confiée à des « massesses » dépourvues aussi bien de caractère oriental que de compétence professionnelle.

Une publicité de plus en plus précise a fini par éveiller les autorités, et à l'occasion de visites imprévisibles dans les « instituts », les policiers de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme ont pu constater que la relaxation corporelle servait de prétexte à une prostitution pure et simple. Au début du mois de mai, les

policiers mettaient fin aux activités « esthétiques » de Mme Grossetti, auxquelles elle se livrait dans son appartement, 55, rue Ronelle (15^e). Deux mois plus tard, les salons Emmanuelle I et Emmanuelle II, villa Victor-Hugo (16^e), faisaient l'objet d'une procédure pour proxénétisme. Suivaient des actions identiques contre l'institut Anne Ronliet, rue d'Auteuil (16^e), l'institut Claude Massard, 4, rue de la Paix (1^{er}), enfin, au début du mois de septembre, contre l'institut Elisabeth N'Guyen, 97, rue Saint-Denis (11^e).

Ces dossiers ayant été transmis au parquet de Paris, une information judiciaire pour proxénétisme a été ouverte contre M. Antoine Orsatti, directeur des établissements Emmanuelle I et Emmanuelle II, dont la fermeture a été ordonnée en août par M. Hubert Pinasseau, juge d'instruction chargé de l'affaire. Une autre information pour proxénétisme vient d'être ouverte contre M. Claude Massard et confiée à un autre magistrat, M. Charles Franceschi.

Dans la baignoire ronde

Institut...

— Bonjour mademoiselle, pourrais-je prendre rendez-vous pour cet après-midi ?

— Bien sûr. Quelle heure désirez-vous ?

— Il est 13 h. 30. Est-ce possible à 14 heures ?

— Oui. A quel nom ?

J'appelle.

— S'il vous plaît, quels sont vos tarifs ?

— 250 francs pour un traitement complet d'une heure bain et massage, puis sauna ou hammam.

Voilà. J'ai pris rendez-vous pour un « massage ». Un confrère qui a visité la Thaïlande avait proposé « d'aller voir ». Il s'est « ravivé ». C'est que le sujet est un peu spécial. On raconte tellement de choses sur ces salons : les massages orientaux, n'est-ce pas ?

En descendant la rue de la Paix, j'ai l'impression que tous les passants sont au courant. Numéro 6. Je respire un bon coup. Et j'y vais. Couloir, porte de verre, moquette épaisse : 15 mètres, difficiles à franchir d'un air dégagé. Jusqu'à une halle.

— J'ai pris rendez-vous pour 14 heures.

— Oui, monsieur... voulez-vous me régler 250 francs.

— Où ça ?

— En espèces de préférence. Mademoiselle, veuillez conduire monsieur.

Une jeune fille, entre dix-huit et vingt-cinq ans, agréable à regarder, vêtue d'un peignoir rouge ultra-court, me conduit à une cabine. Une fois en peignoir de bain — taille kimono orange, propre — une Asiatique menue

lourdement maquillée me dirige à l'étage. Encore de la moquette, très épaisse, des tentures, des fauteuils, des sofas, des recoins de repos dans la pénombre ; enfin une baignoire ronde, encastrée dans une alcôve où une lumière violette est diffusée.

— Installez-vous.

Je suis comme dans un fauteuil « relax », l'eau est chaude, couverte de mousse. Après avoir tiré une porte coulissante, elle pénètre dans la baignoire. En maillet de bain, un deux-pièces

somme toute fort sage en comparaison de ce qu'on a pu voir à Pampelonne est été.

Il reste que l'ambiance est très intime, avec une jeune fille dont je n'ai pas compris le prénom. Pour ne pas révéler mon embarras, je pense très fort que je serais mieux ailleurs. A tel point que j'en oublie de poser les questions pour lesquelles je suis là. La massesse prend l'initiative : « C'est la première fois que vous venez ici ? »

— Oui.

— Vous avez trouvé notre adresse ?

— Dans le journal.

— Vous êtes Parisien ?

— Non, provincial. Et vous ?

— Thaïlandaise. De Bangkok.

Tout cela avec une charmante intonation d'oiseau exotique. Au fil des bribes de phrases, j'apprends qu'elle a quatre à cinq clients dans l'après-midi, qu'il y a treize baignoires dans l'établissement et une seule ronde comme celle-ci. Les autres sont carrées ou rectangulaires, moins grandes. Une fois le client « ferré », pourquoi déployer le grand jeu ?

Pendant ce temps ? Elle m'aspère, me frictionne, me tire les oreilles. C'est incontestablement agréable, presque chaste. Le bain dure environ vingt minutes : on passe alors dans une cabine de massages attenant.

— Allongez-vous sur le ventre.

Elle m'enduit des pieds à la tête d'un mélange laiteux com-

posé de crème, d'eau et de savon : je suis pétré, lapolé, étiré, pressé, tordu. La technique n'a rien de médical. A déconseiller aux arthritiques et rhumatisants.

— Sur le dos, maintenant.

Même traitement, mais les frictions sont parfois plus intenses. Sans insistance.

— Ces massages se pratiquent beaucoup en Thaïlande ?

— Il y en a partout.

— Et on fait la même chose aux clients ?

Pour seule réponse : un sourire. Enigmatisme, professionnel. Ou bien méfiant. La police a fait « une descente » dans l'établissement ces derniers jours. C'est presque fini. Une douche, un passage au sauna, sourires et politesses d'usage. Je sors, regardant la pointe de mes chaussures.

« Dans le jardin des supplices »

Mais alors ? Ces histoires salées, ces massages entre guillemets ces sourires en coin, ces regards entendus. A quoi tiennent-ils ?

Souvent à un numéro de téléphone par exemple. Choisi, presque au hasard, dans une publication hebdomadaire : « S... Massages thaïlandais. Bain de relaxation. Body-body ».

Même scénario que précédemment pour prendre rendez-vous. A 15 h. 30, cette fois, ici. Il suffit de donner son prénom. L'interlocutrice me précise l'adresse : « Au premier étage. Il n'y a pas d'indications, mais une seule porte ».

Coup de sonnette. Une jeune personne m'introduit dans ce qui a été un appartement bourgeois. Salle d'attente : mobilier de bambou du type boutique de la compagnie des Indes ; décor de paille et de canne tressées, plaques sous un plafond à moulures de stuc.

Une femme se présente. Trente ans environ, blonde, cheveux courts, en peignoir de soie à larges fleurs colorées. Elle m'invite à passer dans la pièce voisine. Le même genre de meubles avec en plus une table de massages et à même le sol un grand carré de mousse recouvert de toile cirée blanche.

— Que désirez-vous ? Nous avons le massage manuel à 200 F ou le « body-body » à 250 F.

Toutte honte bue, fopte pour le « body-body ». La jeune femme me laisse seul pendant que je me déshabille. Le peignoir de bain est un peu juste, son col élimé. Flotte dans la pièce une odeur lourde d'encens et de santal. Une breille est posée sur la cheminée. L'agite Elle est vide.

— Nous passons dans la salle de bains. Un aménagement classique d'appartement : baignoire, lavabo, bidet, chauffe-eau au gaz. Le tout pimenté par une tapiserie de liège, une ombrelle

de papier et quatre morceaux de bambou comme cache-buys. Elle me douche.

Retour dans la salle de massages pour m'allonger à plat ventre sur la toile cirée. Aussitôt la jeune femme enlève son peignoir. Elle est uniformément bronzée et ne porte qu'un slip noir, très échantonné. Elle m'enduit d'huile — de la paraffine, expliquera-t-elle plus tard, car cela se nettoie plus facilement — avant de commencer le « massage ». Des pieds en remontant vers la nuque.

Une suite d'opérations assez rudimentaires agitées de petites tapes et de chatouilles. Parfois ses ongles trop longs ou les brucelles, qu'elle n'a pas retirées, m'effraient. Un kinésithérapeute serait sûrement attiré par le traitement qu'elle fait subir à ma colonne vertébrale.

L'opération terminée côté pile, elle recommence, presque identique, côté face. Brève incursion dans le « jardin des supplices » si joliment raconté par Octave Mirbeau.

Redépart pour la salle d'eau. C'est un bain, cette fois, avec friction au gant de crin. Il s'agit d'enlever l'huile. Pas de relaxation !

Tout au long de la « cérémonie », nous n'échangeons aucune parole. A vrai dire, je n'ose guère parler. Elle n'a sans doute rien à dire. Je me rabaisse en évitant de regarder la glace. Elle passe une éponge sur la toile cirée en pestant : « On est dans l'huile du matin au soir ici. » Puis elle m'offre un rafraîchissement : « tonica, coca, bière, whisky ? »

C'est compris dans le tarif.

— Au revoir monsieur, merci.

En bas des escaliers, le fils de la concierge, qui rentre de l'école, chantonne. Il est 17 h. 10. Je suis fatigué et vaguement honteux de cette gêne que devaient éprouver les habitués des « maisons » d'avant-guerre.

(Interim...)

Un rapport du ministère de l'intérieur

IMPORTANTE PROGRESSION DE LA DÉLINQUANCE JUVÉNILE

Selon un rapport qui vient d'être publié dans le bulletin hebdomadaire d'information du ministère de l'intérieur, la délinquance juvénile (entre 13 et 17 ans) a augmenté en France de 145 % en neuf ans, tandis que la délinquance des adultes n'a augmenté que de 22 % au cours de la même période. Le rapport souligne qu'en 1975 les crimes et délits commis par des jeunes de moins de dix-huit ans

représentaient 10,70 % de l'ensemble de la criminalité contre 9,44 % en 1972 (9,55 % en 1973 et 10,53 % en 1974). Le bulletin d'information souligne également que la participation des mineurs est plus importante en matière de grande criminalité (hold-up, vols à main armée, vols avec violence, proxénétisme, trafic de stupéfiants). On trouve en 1975 13,27 % de mineurs par rapport au nombre total de per-

sonnes mises en cause dans cette catégorie de criminalité. Pour la criminalité moyenne (cambriolages, coups et blessures, vols), 13,72 % et pour la délinquance (petits vols, chèques sans provision, toxicomanie), 10,70 %.

Chez les mineurs, la délinquance féminine est également en augmentation : 13,30 % de la délinquance juvénile contre les biens en 1974 et 14,85 % en 1975.

Armonial
tout ce que vous aimez
pour 5900 F le m²

au cœur de Paris
des appartements spacieux
à double exposition
dans une architecture de grande classe
aérée par des espaces verts
à 100 mètres du métro (Cambronne, Ségur)
tout proche des rues commerçantes

Du studio au 5 pièces.
Appartement témoin : 34, rue Miollis
Paris 15^e

Renseignements et vente sur place
tous les jours de 14 h à 19 h,
etsamedi et dimanche de 10 h à 19 h.

*loggia et balcon pondérés à 50 %.
terrasse pondérée à 35 %.

SEPMO LA HENRI
GERIC ALM. 98.98

150

Journal L'Espresso

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES

L'adjudication d'or du F.M.I. s'est faite à des prix situés entre 108,76 et 114 dollars l'once

Washington (A.F.P.). — Le Fonds monétaire international a annoncé, mercredi soir, que sa troisième vente d'or s'est effectuée à des prix allant de 108,76 dollars à 114 dollars l'once. Les 780 000 onces (environ 74 tonnes) mises sur le marché ont été adjugées.

Le prix moyen, a précisé le Fonds monétaire, a été de 108,40 dollars par once, soit un niveau inférieur à celui de la clôture du marché de Londres mercredi, qui était de 111,62 dollars l'once.

Le F.M.I. a indiqué dans son communiqué qu'il a reçu des souscriptions pour un total de 3 662 400 onces, sur lesquelles les offres égales ou supérieures à 108,76 dollars l'once portaient sur 878 800 onces. Un seul acheteur avait proposé le prix de 108,76 dollars (le plus bas retenu par le Fonds), demandant 106 400 onces de métal précieux, dont il ne recevra qu'une partie.

Chaque acheteur paye le prix offert par lui. Lors des deux ventes précédentes, le F.M.I. avait

appliqué une méthode différentielle selon laquelle tous les acheteurs payaient le même prix moyen calculé par le Fonds. Ce prix moyen avait été de 126 dollars l'once le 2 juin et de 122,05 le 14 juillet.

Le Fonds monétaire international a enfin précisé que cette troisième vente rapportera environ 54 millions de dollars au fonds fiduciaire créé pour aider les pays les plus pauvres et au profit duquel 25 millions d'onces de métal jaune doivent être vendus au cours des quatre prochaines années. Ce bénéfice est nettement inférieur à celui des deux ventes précédentes qui avaient rapporté au total environ 130 millions de dollars au fonds fiduciaire.

LE VIETNAM RESTE MEMBRE DU F.M.I.

Washington (A.F.P.). — Les États-Unis se sont opposés en vain, mercredi, à la participation du Vietnam au Fonds monétaire international. Le conseil d'administration du F.M.I. s'est prononcé en faveur du maintien du Vietnam comme membre de l'organisation internationale et a approuvé une communication de Hanoi dans laquelle les autorités vietnamiennes s'engagent à respecter les règlements du Fonds. « En ce qui nous concerne, le Vietnam est toujours membre », a déclaré un porte-parole du Fonds à l'issue de la réunion du conseil. Les États-Unis ont été les

seuls à s'opposer à cette décision. Le Nord-Vietnam n'a jamais appartenu au Fonds monétaire international mais le Sud-Vietnam en était membre depuis 1956. Après la prise du pouvoir par les communistes, le nouveau gouvernement sud-vietnamien avait envoyé des représentants à la dernière assemblée annuelle du F.M.I. en septembre 1975. À Washington, la communication de Hanoi fait suite à la réintégration du pays cette année. (Déjà dans le passé, la Tchecoslovaquie, puis Cuba ont rejoint le F.M.I. après être devenus des États socialistes.)

CONFLITS SOCIAUX

Les syndicats du ministère de l'Industrie s'opposent à la mutation d'un délégué C.G.T.

Une certaine effervescence règne depuis le début du mois de septembre au ministère de l'Industrie, où six syndicats du personnel s'opposent au départ d'un fonctionnaire, M. Jean Laganié, trente et un ans, responsable syndical. Saisi de cette affaire, M. d'Ornano a répondu, le 10 septembre, à la C.G.T. qu'il était très attaché à une « concertation étroite avec les syndicats » mais estimait qu'il n'y avait pas lieu de discuter de la mutation de M. Laganié. « Il s'agit non d'une question de principe mais d'un acte particulier de gestion du personnel. »

Administrateur de première classe de l'INSEE mis à la disposition de la rue de Grenelle depuis sept ans, M. Laganié s'est entendu signifier, à son retour de vacances, sur décision en date du 18 août de M. Darmon, directeur du cabinet de M. Michel d'Ornano, la fin de cette mise à disposition et son retour à l'INSEE. Cette mesure apparaît d'ordre purement administratif si elle était justifiée par des impératifs budgétaires ou professionnels. Cela ne semble pas être le cas : d'une part, M. Laganié était rémunéré par l'INSEE, alors que d'autres fonctionnaires détachés le sont par le ministère d'accueil ; d'autre part, le chef du service dans lequel travaillait l'administrateur de l'INSEE (le GRESI, Groupe de réflexion sur les stratégies industrielles) a écrit à ce dernier :

« Cette mesure ne relève pas d'une décision propre au GRESI, dont l'activité ne se limite pas exclusivement par rapport aux travaux engagés et dont l'avis, pour ma part, souhaite le maintien dans son intégralité. » Enfin, l'INSEE n'a pas demandé le retour de son administrateur.

Faut-il chercher une explication à la mutation de M. Laganié dans le fait que celui-ci est, depuis le 1^{er} janvier 1976, secrétaire général du syndicat C.G.T. du ministère de l'Industrie et de la recherche, après avoir longtemps milité dans un autre département de la rue de Grenelle : le STISI (Service du traitement de l'information et des statistiques industrielles), en pleine effervescence actuellement en raison d'une mesure de « réorganisation » ? Les six syndicats représentés au ministère de l'Industrie et de la recherche (C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.F.T.C., Syndicat national des cadres et autonomes) le croient.

Dans une note du directeur de cabinet, datée du 18 août, et adressée au chef du GRESI, M. Darmon explique : « Les restrictions budgétaires impliquent un redéploiement permanent des moyens du ministère. Notamment l'absence de tout créneau d'emploi au budget 1977, malgré le développement de tâches nouvelles, rend nécessaire une réduction des effectifs de certains services. C'est ainsi que l'implantation d'un service statistiques en

province, qui exige la création de nouveaux postes détachés de l'INSEE, ne peut être réalisée que par la réduction du nombre d'administrateurs de l'INSEE mis à la disposition de notre ministère. Cette réduction frappe le STISI principalement, mais également le GRESI. »

Interrogé, M. Darmon illustre le bien-fondé de son argumentation en indiquant que trois autres administrateurs ont été remis à la disposition de l'INSEE. Mais le directeur du cabinet de M. d'Ornano ne précise pas que ces trois fonctionnaires étaient volontaires pour retourner dans leur corps d'origine.

M. Jean Laganié résume ainsi la situation : « L'infrastructure du ministère de l'Industrie et de la recherche date du régime de Vichy : c'est un ministère vieux, poussiéreux. C'est une courtoisie de transmission pour le patronat, un relais des syndicats patronaux de branche. Mai 1968 n'est pas passé par ici. Dans la pyramide d'âge que constitue cinq mille employés, dont deux mille environ travaillent sur Paris, il y a un trou entre trente-cinq et cinquante-cinq ans. » Jusqu'en 1972, date du renforcement de la C.G.T. rue de Grenelle et de la création d'une section C.F.D.T., l'activité syndicale était faible. Aujourd'hui, elle veut casser cette activité accrus. » M. C.

● LA GREVE DES LABORATOIRES D'ANALYSES MÉDICO-CHIMIQUES a été, mercredi 15 septembre, suivie à 83 %, indique le comité inter-syndical des biologistes français ; dans certains régions, c'est l'ensemble des établissements qui étaient fermés. Ce mouvement, destiné à protester contre les nouvelles taxes appliquées aux actes de biologie médicale, devrait se poursuivre jeudi 16 septembre (Le Monde du 15 septembre).

● LES CIGARETTES BELGES ATTENDENT le 15 septembre, de 1 F par paquet. Elles coûtent 33 FB, soit environ 3,80 F. Cette augmentation servira à financer le défilé de l'Assurance-maladie invalidité.

COLLOQUES ET CONGRÈS

A Zurich, les patrons chrétiens s'interrogent sur le nouvel ordre économique international

De notre envoyé spécial

Zurich. — On ne peut reprocher à l'Union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprise (UNIAPAC), actuellement présidée par le docteur Romuald Burkard, industriel suisse, et qui a ouvert mercredi, dans les locaux de l'université de Zurich, le congrès qu'elle tient tous les quatre ans (le précédent a eu lieu, en 1972, à Buenos-Aires), de se contenter d'eau bénite et de pieuses paroles sur le rôle des « chefs » et des « responsables ».

Les participants — banquiers, chefs d'entreprises, financiers — sont appelés pendant les trois jours de la réunion à se prononcer sur les solutions concrètes qu'ils entendent promouvoir pour contribuer au nouvel ordre économique international — qualifié de « priorité d'aujourd'hui » par le président de l'Union de banques suisses, M. Philippe de Weck — et pour ouvrir des perspectives au monde « déchiré » qu'il existe. L'UNIAPAC ne répute pas à introduire la contestation dans ses travaux par la bouche de théologiens ou d'économistes.

La séance d'ouverture avait d'abord été marquée très traditionnellement, mais non sans vigueur par une intervention du vice-président de la Confédération helvétique, M. Kurt Furgler. Celui-ci fit un exposé chaleureux en faveur de la solidarité entre les nations, soulignant que la politique de la Suisse s'inspirait d'une « neutralité active », comme en témoignait, par exemple, sa participation, à titre d'observateur, à la récente conférence des non-alignés à Colombo. « La crise des autres est notre crise », a déclaré M. Furgler. Applaudies aux vœux de l'un des autres, le ministre sénégalais du Plan, M. Ousmane Sack, et le premier ministre de Belgique, M. Leo Tindemans, parurent du futur nouvel ordre économique international, le premier, dans un exposé plein de références, plaçant en faveur de la « participation » destinée à remplacer « l'exploitation », le second se montrant délibérément pragmatique et réaliste.

Cela dit, le gouvernement belge a nommé il y a quelques mois une commission chargée d'étudier les conditions d'un « redéploiement » de son industrie pour tenir compte du fait qu'une partie des activités actuellement exercées en Europe devraient à moyen terme l'être, au moins en partie, dans les pays en voie de développement. « L'ajustement structurel » qui devrait en résulter ne pourra être possible, a dit

M. Tindemans, que s'il est opéré en liaison avec les experts économiques et les syndicats. Le gouvernement belge, a-t-il encore déclaré, étudiera une fois que le rapport de la commission aura été publié, de nouvelles mesures pour assurer la « reconversion » des secteurs touchés par le redéploiement.

La nouvelle division internationale du travail que semblait ainsi esquisser M. Tindemans a cependant fait l'objet de critiques dans les travaux de commissions, notamment de la part de M. Albert Tevoédjé, haut fonctionnaire du B.I.T., qui pense que l'appel à la solidarité n'est pas suffisant et qu'il faut l'accompagner de la signature de « contrats ».

Mais c'est à l'occasion d'un « panel » organisé sous la présidence du Père Philippe Laurant, directeur de la revue *Projet*, avec la participation de plusieurs théologiens, dont M. Jan Lochman (président du département théologique de la Fédération mondiale des Églises réformées), le Père Candido Mendes de Almeida (brésilien), le Père Julio de Santa-Ana (uruguayen) et le rédacteur de la revue anglaise des Jésuites *The Month*, M. Hugh Kay, que le congrès s'engagea résolument dans une discussion qui fit passer un certain frisson dans les rangs des participants.

L'Eglise n'a-t-elle pas mené, comme l'a dit M. Kay, en se faisant pendant si longtemps, le défenseur du capitalisme et de la propriété privée ? La déchristianisation du monde a pour cause profonde le péché d'égoïsme et d'indifférence, mais l'Eglise doit s'attacher au sort des marginaux pour rester sur la « ligne de pointe » du combat de l'humanité, comme l'a affirmé le Père Candido Mendes. Il reste que la lutte contre la pauvreté et la restauration d'un ordre économique entre les nations passent nécessairement par l'application de politiques aussi rationnelles que possible, ce qui fait partie aussi du « destin » du monde.

PAUL FABRA.

Stages de recyclage et perfectionnement en STATISTIQUE ET INFORMATIQUE APPLIQUÉES

(Institut de Statistique des Universités de Paris ISUP)

- Cycle de statistique et informatique appliquées : cours du soir ou du jour sur 1 ou 2 ans, sanctionné par le Certificat de Statistique Appliquée.
- Stages d'une semaine sur des méthodes particulières (statistique non paramétrique, régression).
- Cycles de perfectionnement, principalement dans le domaine des analyses de données.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS

Service de Formation Permanente
UNIVERSITÉ PIERRE ET MARIE-CURIE
Tour centrale, 13^e étage - 4, place Jussieu - 75230 Paris Cedex 05.
Tél. 633-10-33 (ligne directe).

FRANCE-GRECE DE PORTE A PORTE EN CONTENEURS

Après le succès considérable remporté par sa ligne France-Arabie Saoudite, MERZARIO met à votre disposition sa nouvelle ligne France-Grece.

MERZARIO, maison fondée en 1835, c'est déjà plus d'un siècle d'expérience et une équipe de spécialistes hors-pair. MERZARIO garantit l'entière sécurité de vos transports marchandises par la méthode Roll-on/Roll-off et assure aussi dans les plus brefs délais la distribution de tous vos envois à travers la Grèce grâce à son terminal du Pirée (départ tous les 10 jours).

Votre production est appréciée, vos prix sont compétitifs, votre réputation n'est plus à faire. Alors, faites appel à MERZARIO, il en ira de même pour vos transports maritimes et la livraison de vos marchandises. Demandez notre documentation.



MERZARIO S.A.S.
NEUILLY 92200 - 27-29, rue des Poissonniers - Tél. 747.66.20 - Tél. 611.126.
SETE 32200 - 7, quai d'Orléans - Tél. (07) 74.88.50 - Tél. 480.042.
ATHÈNES - Odos Karoliou 28 platea Karalaki - Tél. 5248211 - Tél. 216.088.
SALONIQUE - Odos Coudourliou 19 - Tél. 521475 - Tél. 41.562.
DJEDDAH - Prince Abdullah Al Faisal Building - Tél. 24351 - Tél. 40.138.

Après avoir irrigué la terre, nous avons fabriqué des machines pour la travailler. Puis des moteurs pour ces machines. Puis de l'acier pour ces moteurs.

Et puis, Kubota s'est implanté en France.

L'expérience Kubota, c'est l'expérience d'un des plus grands groupes industriels du monde.

C'est au Japon que tout a commencé.

Au Japon, et puis dans toute l'Asie du Sud-Est, grâce à nos systèmes d'irrigation, nous avons contribué à la fertilisation de terres nouvelles.

Au cours des années, notre expérience des sols, des techniques agricoles s'est développée.

Nos ingénieurs, nos techniciens ont créé, mis au point des machines, des outils, des structures adaptées à tous les problèmes.

Très vite notre expérience industrielle s'est étendue à d'autres secteurs. En plus de notre vocation initiale, nous nous sommes diversifiés tant vers la fabrication de matériels de travaux publics, d'outils de

précision que vers la production d'acier et d'implantation d'usines.

Un exemple.

Nous sommes devenus le 1^{er} constructeur de moteurs diesels en Asie. Nous sommes aussi le 5^e constructeur mondial de tracteurs.

Et puis, Kubota s'est implanté en France.

Et quand un grand groupe japonais s'implante en France, il se passe toujours quelque chose.

Notre carte de visite, c'est un mini-tracteur, spécialement conçu pour les résidences secondaires.

Un mini-tracteur qui porte l'empreinte de la technique et de l'expérience de Kubota.

Cette empreinte que connaît le monde agricole français découverte à son tour au travers de toute la gamme des engins Kubota, le 1^{er} du tracteur au Japon.



Voici Kubota, conçu de nos ingénieurs et de nos techniciens. Vous avez une maison de campagne, un peu de terrain. Alors voilà le Tigre. Un vrai tracteur fabriqué au Japon par Kubota. Avec ses accessoires, il peut tout faire. Et en plus, il est petit. 6 vitesses avant. 2 vitesses arrière. Son moteur c'est le plus petit 4 cylindres diesel du monde. Avec un service après-vente garanti. Vous voulez l'essayer ? Vous téléphonez au 92.02.40 et nous venons vous le présenter chez vous, un week-end. A domicile. Alors ?

KUBOTA

Au Japon, nous sommes le 1^{er} du tracteur.

Kubota Tractor Europe, 2 et 4 rue Guy-Moquet Zone Industrielle 95100 Argenteuil
Téléphone : 92.02.40 - Tél. 695.592 F

(PUBLICITE)
EMPRESA DE ENERGIA ELECTRICA DE BOGOTA
BOGOTA, COLOMBIE, AMERIQUE DU SUD
**PROJET DE MESITAS
TERRASSEMENTS ET BÉTONS
ANNONCE DE PRÉQUALIFICATION**

1^{er} septembre 1976.
La Empresa de Energía Eléctrica de Bogotá annonce aux entreprises de constructions civiles qu'elle lancera prochainement l'appel d'offres pour l'exécution de travaux de terrassement et la construction d'ouvrages en béton du Projet Hydro-Électrique de Mesitas. Les entreprises intéressées sont invitées à présenter leur demande de préqualification afin de pouvoir participer au concours.

- Le Projet de Mesitas comporte les ouvrages suivants :
1. La Station de Pompage Mufia III, qui pompera 35 m³/s. à une hauteur de 31 m.
 2. La Centrale El Paraiso, d'une puissance installée de 230 MW avec une chute de 892 m.
 3. La Centrale La Guaca, d'une puissance installée de 290 MW avec une chute de 1 028 m.

L'appel d'offres portera sur l'exécution des travaux suivants :

1. Terrassement sur les sites des centrales El Paraiso et La Guaca.
2. Excavation de la plate-forme des conduites forcées de El Paraiso et La Guaca ayant respectivement 4 et 3,3 km de longueur.
3. Construction des blocs d'ancrages, des bécasses et des ouvrages de drainage des mêmes conduites forcées.

Les formulaires de demande de préqualification seront à la disposition des entreprises intéressées aux bureaux de la Sub-Gerencia Técnica, Empresa de Energía Eléctrica de Bogotá, Calle 13 N° 37-25, Bogotá, Colombie (Adresse postale : Apartado Aéreo 4451, Bogotá, Colombie), à partir du lundi 6 septembre 1976. Le prix des formulaires est de Col. \$ 1 000,00 (Pesos Colombiens) ou de U.S. \$ 30,00 (Dollars des États-Unis). Les entreprises devront remplir ces formulaires et les déposer personnellement aux mêmes bureaux au plus tard le mardi 20 octobre 1976, à 16 heures, ou les envoyer à l'avance par poste aérienne de façon à ce qu'ils arrivent avant la même date.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES PRISES DE POSITION

● M. PINAY : il faut s'attaquer aux abus

« M. Raymond Barre, libre de toute contrainte politique, est arrivé avec la confiance du pays », a déclaré M. Antoine Pinay, mercredi 15 septembre, à sa sortie de l'hôtel Mafignon, où il venait de déjeuner avec le premier ministre, en compagnie de M. Michel Durand, ministre délégué à l'économie et aux finances.

M. Pinay a souligné qu'il convenait de s'attaquer aux abus. « Tout le monde vit au-dessus de ses moyens. On dépense de l'argent qu'on n'a pas pour réaliser des choses qui ne sont pas indispensables. Évidemment, les mesures qui seront prises ne seront pas populaires, puisqu'elles tendront à réprimer l'excès et l'abus. J'ai l'impression que M. Raymond Barre a tout ce qu'il faut pour réussir, s'il n'est ni contrevenu ni gêné. »

Évoquant le problème de la stabilité nécessaire de la monnaie, M. Pinay a ajouté qu'il convenait de mener « un effort particulier. En effet, lorsque les gens sont inquiets à propos du niveau de la monnaie, ils ont tendance, tout naturellement, à se couvrir par des mesures de sauvegarde. »

L'ancien président du Conseil a proposé cette hiérarchie des moyens : « D'abord la stabilité de la monnaie et des prix, ensuite les investissements dans les entreprises pour faciliter les

exportations. C'est cet effort qui se traduira par l'embouche. Comme on le voit, la lutte contre l'inflation régit tous les problèmes. »



(Dessin de KONE.)

● M. ATTALI : une relance dans six mois à des fins électorales ?

« Ce que l'on constate dans la vie politique française et dans la vie administrative, c'est que la durée, d'application d'un programme ne dépasse jamais six ou huit mois. Après ça, le changement des raisons conjoncturelles », a déclaré, mercredi 15 septembre, au micro de France-Inter, M. Jacques Attali, l'un des conseillers de M. Mitterrand pour les problèmes économiques.

« On peut se demander si lutter aujourd'hui contre l'inflation n'est pas la meilleure façon de préparer dans six ou huit mois une relance liée à des intérêts électoraux », a ajouté M. Attali, qui s'est prononcé en faveur de « l'application d'une politique longue et durable de réduction des inégalités de toutes sortes par une médiation conjonction des revenus, un impôt sur les patrimoines et les fortunes au-dessus de 2 millions de francs, la réforme de l'impôt sur l'héritage, le contrôle des orientations des investissements, ce qui suppose une nationalisation du crédit. »

● LE COMITÉ DIRECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DES F.M.E. a réaffirmé mercredi son opposition à toute forme d'impôt pour compenser les effets de la sécheresse. Il lance un appel au Parlement pour qu'un projet d'impôt envisagé par le gouvernement soit substitué le lancement d'un emprunt destiné à financer les prêts accordés aux agriculteurs en difficulté, ou à accorder aux agriculteurs un moratoire.

● LES MINEURS DE POTASSE O.F.T. suggèrent au gouvernement d'accorder aux agriculteurs une aide sous forme de fourniture gratuite de potasse à un moment où les difficultés du marché amènent les Potasses d'Alsace à stocker près de 400 000 tonnes.

La commission des finances du Sénat réclame un « réexamen complet des dépenses de l'État »

La commission des finances du Sénat s'est réunie, mercredi 15 septembre, pour procéder à un examen de la situation économique et financière. Elle a d'abord entendu un exposé de M. René Monory, rapporteur général (Union centriste), qui a brossé un tableau assez noir de cette situation : nouveau ralentissement de la production depuis le début de 1976, déficit du commerce extérieur, reprise du chômage, déficit budgétaire et déséquilibre « catastrophique » de la Sécurité sociale, etc. « Cette situation, a-t-il conclu, est préoccupante. »

M. Edouard Bonnefous (Gauche démocratique), président de la commission, a fait part à celle-ci des suggestions qu'il a présentées à M. Raymond Barre au cours de sa récente visite : donner à l'aide aux agriculteurs le caractère d'une détaxation fiscale qui ne serait accordée que sur justification du sinistre ; équilibrer le budget de 1976 en laissant le choix aux contribuables entre une majoration d'impôt sur le revenu et la souscription à un emprunt non immédiatement négociable. Il a ensuite déclaré que, plutôt que de dénoncer des inégalités difficiles à mesurer en termes réels,

il serait préférable de lutter énergiquement contre l'évasion fiscale. En conclusion, M. Edouard Bonnefous a invité ses collègues à faire preuve de rigueur lors de l'examen des dépenses du budget de 1977.

Au terme d'un débat au cours duquel l'ancien rapporteur général, M. Coudé du Foresto (Union centriste), a souligné la nécessité d'une « profonde réforme fiscale », la commission a estimé que les mesures qui ont été prises par le gouvernement ne pourront être couronnées de succès que si elles répondent à ces deux conditions :

● La répartition des recettes nouvelles devra aller dans le sens d'une meilleure équité et d'une remise en cause de certains privilèges ;

● L'engagement devra être pris d'un réexamen complet des dépenses de l'État.

AUTOMOBILE

LA SECONDE USINE FORD DE BORDEAUX A ÉTÉ INAUGURÉE

La seconde usine Ford de Bordeaux a été inaugurée officiellement le 15 septembre, en présence de M. Jacques Chaban-Delmas, député et maire (U.D.F.) de la ville. L'usine, qui fonctionne depuis avril 1976, produit des boîtes de vitesses et des ponts destinés à équiper le modèle Fiesta assemblée en Allemagne fédérale, et destinés à Valence (Espagne) et à Dagenham (Grande-Bretagne). La production de l'usine est actuellement de mille deux cents pièces par jour et atteindra deux mille pièces en juillet 1977.

Au total, les deux usines Ford de Bordeaux (la première, installée dès 1974, produit des transmissions automobiles) emploient trois mille deux cent vingt personnes, les effectifs devant être portés à quatre mille l'an prochain. A pleine capacité, l'ensemble de Bordeaux réalisera un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs, soit 20 % du chiffre d'affaires total de Ford France. La production, totalement exportée, représente 15 % des exportations de la région Aquitaine.

● AU JAPON, LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE EXTERIEUR envisage d'accorder aux constructeurs automobiles étrangers un délai supplémentaire pour adapter leurs modèles aux normes antipollution qui entreront en vigueur en 1978.

● UN QUOTIDIEN DE DJAKARTA, « MERDEKA », vient d'accuser deux compagnies pétrolières étrangères, Huifoco (Etats-Unis) et Total (France), d'avoir volé au cours des six derniers mois 6 millions de tonnes de pétrole à la compagnie nationale indonésienne Pertamina, avec laquelle elles ont un contrat de production. Le pétrole aurait été expédié en contrebande à Singapour et vers d'autres marchés d'Asie à l'insu des contrôleurs de Pertamina. La compagnie indonésienne a confirmé à l'agence France-Presse « de Djakarta » qu'une enquête était en cours. Le directeur d'exploration de « Total Indonésie », a déclaré que les accusations de Merdeka étaient dénuées de fondement, soulignant qu'il était impossible d'expédier du pétrole à l'insu des contrôleurs de Pertamina, et précisant que la production totale de Huifoco et de Total était très inférieure aux 6 millions de tonnes qui auraient été subrepticement transportées. A Paris, la C.F.P. (Total) qualifie d'« absurdes » les accusations de Merdeka. — (A.F.P.)

● LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN GRANDE-BRETAGNE a progressé de 1,5 % en juillet (indice 101,9, contre 100,4 en juin, sur la base de 100 en 1970), après avoir baissé de 3,7 % en juin. En un an (juillet 1976 comparé à juillet 1975), la progression a été de 2,1 % seulement.

Ebic, la communauté bancaire Européenne pour les affaires internationales

L'EBIC, (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9800 agences :

Chacune possède sa personnalité juridique et nationale, mais, toutes ensemble, elles peuvent vous faire bénéficier de leur assistance sur les principaux marchés et de leurs services spécialisés dans les affaires internationales.

1. En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago).

2. Aux Etats-Unis, L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank & Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New-York.

3. Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapour, Hong-Kong, Manille, Jakarta, Kuala Lumpur et Karachi).

4. En Australie, l'Euro-Pacific Finance Corporation est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9800 agences des sept banques de l'EBIC.

En France, il y a 2600 agences de la Société Générale.

ebic

European Banks International
Amsterdam-Rotterdam Bank
Banca Commerciale Italiana
Creditanstalt-Bankverein
Deutsche Bank
Midland Bank
Société Générale de Banque
Société Générale

(PUBLICITE)
**AVEC LES PROGRÈS TECHNIQUES
LES PRIX
DEVRAIENT BAISSER**

Ils augmentent. C'est parce que les FINANCES PUBLIQUES SONT MAL GERÉES. Consultez « COMBATS POUR L'ORDRE FINANCIER » par Jacques Rueff, chez Plon. Et demandez mon ouvrage intitulé

SORTIR DE L'INFLATION

que je distribue par poste tous pays moyennant une participation de 50 francs français, paiement à l'avance. No Copyright.

Reproductions autorisées.

Emile Krieg, 7, rue d'Anjou, 75008 Paris - C.C.P. Paris 1030-11.

Consultez également « Economie politique » du professeur Raymond Barre, aux Presses Universitaires de France.

Jp 14-62 150

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

SUR LE PROCHAIN PLAN BARRE

● LA C.G.T. ÉLARGIT L'OBJECTIF DE L'« ACTION D'AMPLEUR NATIONALE » POUR OBTENIR L'APPUI DE LA C.F.D.T.

M. Georges Ségué, secrétaire général de la C.G.T., a confirmé, mercredi 15 septembre, à l'issue d'une réunion du bureau confédéral, que sa confédération organisait prochainement une « vaste action d'ampleur nationale interprofessionnelle » contre le plan d'austérité. En reprenant au 23 septembre à la date et les modalités de cette action, la C.G.T. a surtout voulu donner un nouveau visage à l'action sociale et aux confédérations, et « spécialement à la C.F.D.T. ».

Dans la déclaration confédérale intitulée « Salte à l'offensive contre le pouvoir d'achat », publiée mercredi en fin d'après-midi, la C.G.T. estime que « le pouvoir d'achat des salariés, des pensionnés, des allocations familiales et autres, est triplement agressé par la hausse des prix, le super-impôt sécheresse », et les différentes mesures envisagées contre la sécurité sociale. Elle affirme que « le moment est venu d'y faire face par une action de masse résolue ».

« Renouant sa proposition à toutes les organisations syndicales représentatives, et spécialement à la C.F.D.T., d'opposer à cette offensive antisociale un front syndical commun, la centrale de la rue La Fayette considère que la riposte qui s'impose ne saurait être longtemps différée. »

EMPLOI

L'EMBAUCHE NE SUFFIT PAS À RÉDUIRE LE CHOMAGE

Le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, qui baissent régulièrement de 30 000 à 40 000 chaque mois depuis le début de l'année, a augmenté en août : 841 900 au lieu de 808 500 en juillet (+ 4,1 %) et 787 000 en août 1975 (+ 5,6 %). Ce changement de tendance était certes attendu avec l'arrivée, habituelle à cette saison, des jeunes sur le marché du travail. Il est néanmoins important, puisque les chiffres corrigés des variations saisonnières traduisent une augmentation des demandes aussi forte qu'en juillet et août de l'an dernier (10 000 environ). Le niveau des demandes — en tonnes corrigées — est d'ailleurs supérieur, lui aussi, de 1,2 % à celui du mois précédent (941 700 au lieu de 930 000) et de 5,6 % à celui d'août 1975.

Cette relative dégradation de la situation correspond-elle au ralentissement de la reprise économique constatée ces derniers mois ? Les offres d'emploi non satisfaites sont, certes, en données observées comme à données corrigées, supérieures de 3 % à ce qu'elles étaient il y a un an. De même, le nombre des demandes d'emploi inscrites depuis plus de trois mois à l'Agence a légèrement baissé par rapport au mois précédent : 452 600 fin août au lieu de 466 900 fin juillet.

Autre signe qu'une certaine embauche a repris, le nombre des demandes placées ou annulées au cours de mois (156 800) est supérieur de 20 % à ce qu'il était il y a un an. Mais cette reprise permet-elle de suivre l'augmentation régulière de la population active salariée et de résorber le sous-emploi accumulé au cours de dix-huit mois de crise.

● AGRICULTEURS : la F.N.S.E.A. réunit son conseil national

À la veille de la réunion du conseil de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.), qui se tient vendredi 17 septembre, l'évaluation de la baisse du revenu paysan faite par la commission des comptes de l'agriculture et le financement de l'indemnisation qui sera versée aux agriculteurs continuent de provoquer de nombreuses réactions des organisations professionnelles ou syndicales.

Les producteurs de blé, contestant les chiffres avancés par les experts officiels, estiment que leur production sera inférieure de 35 millions de quintaux à celle de l'année dernière et demandent en conséquence des aides directes — ex ante — sous forme de prêts à taux bonifiés, assortis d'un différé d'amortissement de deux ans.

L'industrie laitière réagit également. Dans un éditorial intitulé « Nous sommes aussi des sinistrés », M. Francis Lepaire, président de la Fédération nationale de l'industrie laitière, estime que la collecte de lait sera inférieure de 2 à 4 % à celle de 1975. Il annonce une « rentrée difficile » et affirme qu'il n'est pas possible que l'industrie laitière demeure « l'un des seuls secteurs sous régime de contrôle des prix ».

Licenciements de salariés agricoles

De son côté, la Fédération générale de l'agriculture C.F.P.A. attire l'attention sur la situation « sérieuse » de quelque huit cents vingt mille salariés des entreprises agricoles et coopératives. Des licenciements sont à craindre, estime la Fédération, qui formule trois propositions :

● Les prestations de chômage partiel doivent être généralisées à toutes les branches de l'agriculture. La F.G.A. a demandé à ce sujet l'ouverture de négociations avec la F.N.S.E.A. (exploitants agricoles) ;

● Des aides directes doivent intervenir dans le cadre des dépenses sécheresses pour maintenir les rémunérations des salariés ;

● Les pouvoirs publics doivent subordonner leurs aides aux exploitants employeurs de main-d'œuvre au maintien de l'emploi et des salaires.

Accord C.G.C. - F.N.S.E.A.

La F.N.S.E.A. et la C.G.C., qui avaient vivement polémiqué sur le sujet (le Monde des 3 août et 3 septembre), sont tombées d'accord mercredi 16 septembre, au terme d'une entrevue de deux heures entre MM. Debaisse et Charpenhié, pour affirmer que « l'impôt sur le revenu des personnes physiques ne doit pas constituer la seule source de recettes budgétaires pour compenser l'indemnisation des agriculteurs sinistrés ».

Les deux dirigeants syndicaux ont par ailleurs dégagé trois autres points de convergence : « La nécessité de tout faire pour éviter de dresser les catégories sociales les unes contre les autres ; le principe d'une solidarité nationale adaptée aux circonstances exceptionnelles de 1976 ; la préoccupation de défendre et de promouvoir une société de l'effort et de l'esprit d'entreprise. »

Partez à la découverte d'Honolulu, de Rio de Janeiro, du Cap, de Bombay, d'Acapulco, de Yokoama, de Singapour, de Hong Kong, de Colombo, de Caracas, de Los Angeles.

Faites la croisière mondiale 1977 du Queen Elizabeth 2...

C'est la croisière des découvertes.

Le 10 janvier à midi, alors que les vivats de la foule se perdent au loin, le Queen Elizabeth 2 quittera Southampton pour sa deuxième grande croisière autour du monde. Il s'agit d'un événement exceptionnel et c'est seulement la deuxième fois que le Queen Elizabeth 2 entreprend un tel périple. C'est donc pour vous une occasion extraordinaire de découvrir le monde à bord du plus beau paquebot jamais construit.

La croisière complète dure 92 jours et les 25 escales comprennent tous les endroits où vous avez rêvé d'aller : Rio, Acapulco, Hong Kong et bien d'autres. Pour marquer cet événement, nous avons même réussi à organiser une visite en République Populaire

de Chine. De plus, des excursions à terre sont prévues pour que vous puissiez vivre de près chacune de ces magnifiques escales. A bord, la cuisine et les distractions seront évidemment de classe internationale. Inégales. A cet égard, le Queen Elizabeth 2 a hérité de toutes les traditions de cet art de vivre qui a fait la réputation des paquebots Cunard dans le monde entier.

Même si vous n'avez pas le temps de faire toute la croisière, vous pouvez embarquer sur le Queen Elizabeth 2 à l'escale de votre choix. Vous pourriez, par exemple, faire la croisière de Cherbourg à Singapour, et la Cunard s'occuperait de votre voyage retour par avion.

Pour obtenir tous les renseignements sur cette croisière exceptionnelle, contactez votre agent de voyage habituel ou l'American Express, 11 rue Scribe, 75440 Paris. Tél. : 073.42.90. Même si vous ne devez faire qu'une seule croisière autour du monde dans votre vie, faites que ce soit celle-là.

CUNARD QE2
2^e CROISIÈRE MONDIALE
10 JANVIER-12 AVRIL 77



EMPRESA DE ENERGIA ELECTRICA DE BOGOTA
BOGOTÁ, COLOMBIE, AMÉRIQUE DU SUD

PROJET DE MESITAS TUNNELS

ANNONCE DE PREQUALIFICATION

1^{er} septembre 1976.

La Empresa de Energia Electrica de Bogota annonce aux constructeurs de tunnels qu'elle lancera prochainement un appel d'offres pour la construction des tunnels du Projet Hydro-Electrique de Mesitas. Les entreprises intéressées sont invitées à présenter leur demande de préqualification afin de pouvoir participer au concours.

Le Projet de Mesitas comporte les ouvrages suivants :

1. La Station de Pompage Minia III, qui pompera 35 m³/s à une hauteur de 31 m.
2. La Centrale El Paraiso, d'une puissance installée de 230 MW avec une chute de 892 m.
3. La Centrale La Guaca, d'une puissance installée de 230 MW avec une chute de 1 625 m.

L'appel d'offres portera sur la construction des tunnels suivants :

1. Le Tunnel de Granada de 13,2 km de longueur et de 3,7 m de diamètre, y compris une cheminée d'équilibre de 250 m de hauteur.
2. Le Tunnel de El Paraiso de 1,3 km de longueur et de 3,2 m de diamètre, et un puits vertical de 150 m de hauteur et de 3,2 m de diamètre.
3. Le Tunnel de La Guaca de 2,0 km de longueur et de 2,4 m de diamètre, et un puits vertical de 144 m de hauteur et de 2,4 m de diamètre.
4. Le Tunnel Déversoir de la Centrale El Paraiso, de 0,5 km de longueur et de 3,7 m de diamètre.
5. Les Galeries de Drainage de la Centrale El Paraiso, d'une longueur totale de 0,5 km.

Les formulaires de demande de préqualification seront à la disposition des entreprises intéressées aux bureaux de la Sub-Gerencia Técnica, Empresa de Energia Electrica de Bogota, Calle 13 N° 37-35, Bogotá, Colombie (Adresse postale : Apartado Aéreo 4453, Bogotá, Colombie), à partir du lundi 6 septembre 1976. Les prix des formulaires est de Col. \$ 1 000,00 (Pesos Colombianos) ou de U.S. \$ 30,00 (Dollars des Etats-Unis). Les entreprises devront remplir ces formulaires et les déposer personnellement aux mêmes bureaux au plus tard le mardi 20 octobre 1976, à 16 heures, ou les envoyer à l'avance par poste aérienne de façon à ce qu'ils arrivent avant la même date.

TRADUCTIONS
ABC
44 R.N.D. DES VICTOIRES
PARIS 21 TEL. : 234.13.03
PLUS RAPIDE - MEILLEUR MARCHÉ

VOS
Circulaires
CV, TARIFS, ETC., EN OFFSET
EN MOINS D'UNE HEURE
étrauve 345.21.62
BOULEVARD MONTMARTRE
38, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

Assurez votre
PROMOTION PROFESSIONNELLE

COURS EN FIN DE JOURNÉE
ET LE SAMEDI

1 soir par semaine, pendant 3 mois
1 samedi tous les 15 jours

- En complétant votre formation dans les matières de votre choix
- Sans interrompre votre activité professionnelle
- Avec la possibilité de recevoir un certificat de fin d'études

Economie - Gestion financière
Marketing - Fonction Personnel
Relations du Travail
Prise de Décision

CNCF-CSSS

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur
reconnu par l'Etat

14, rue Monsieur le Prince
75006 PARIS (Métro Odéon)
033 83 46

Possibilité de prise en charge par l'employeur

RIX
BAISSE

INFLATION

UN JOUR DANS LE MONDE

2. DIPLOMATIE

— **EGYPTE** : le président Sadat commence un second mandat de six ans.

3. AFRIQUE

— **AFRIQUE DU SUD** : seize personnes ont été tuées lors de la deuxième grève de Soweto.

3. AMERIQUES

— **CHILI** : la lutte pour la survie (III), par Philippe Pons.

— **JAPON** : le remaniement ministériel.

— **CHINE** : les réactions du P.C.I. et du P.C.F. après le refus de leurs condoléances par Pékin.

5-6. EUROPE

— **ESPAGNE** : la parti communiste et les syndicats rejettent les propositions de réforme du gouvernement.

8-9. POLITIQUE

— L'initiative de M. Chirac est approuvée par l'U.D.R.

10. EDUCATION

— Plusieurs milliers de maîtres aux "aires sans emploi".

11. RELIGION

— La conférence de presse de Mgr Lefebvre.

11. SCIENCES

— Au congrès international de Nice : d'où vient la lignée humaine ?

12. PREHISTOIRE

— Au congrès international de Nice : d'où vient la lignée humaine ?

14. EQUIPEMENT ET REGIONES

— A PROPOS DE... la réunion de Rome sur la construction navale.

LE MONDE DES LIVRES

PAGES 15 A 18

— **LE FEUILLETON** de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **LITTÉRATURE ET CRITIQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

— **ROMANESQUE** : de B. Polvorini et de B. Benoit-Lévy de Saint-Croix, de M. de Polvorini.

M. Giscard d'Estaing se rendra l'an prochain en visite officielle au Mali et en Guinée

M. Giscard d'Estaing fera deux visites officielles en Afrique noire l'année prochaine. Il se rendra au Mali au mois de février, puis en Guinée à l'automne, en réponse à une invitation de M. Sékou Touré, qui lui a été transmise, mercredi 15 septembre, par M. Seydou Keita, ambassadeur de Guinée en France.

Après avoir été reçu à l'Élysée, M. Seydou Keita a déclaré : « La visite du président Giscard d'Estaing en Guinée permettra de transcender beaucoup de problèmes qui constituent actuellement plus ou moins importants dans les relations franco-guinéennes » (le Monde du 15 septembre). Le diplomate guinéen a d'autre part indiqué qu'une éventuelle visite de M. Raymond Barre à Conakry « serait accueillie avec plaisir ».

Interrogé sur le sort de M. Diallo Telli, ancien secrétaire général de l'O.U.A. et ancien ministre de la justice de Guinée, actuellement emprisonné pour complot contre l'État guinéen, M. Seydou Keita a répondu : « Le cas de M. Telli ne constitue pas un cas particulier. M. Diallo Telli n'est ni secrétaire général de l'O.U.A., ni ambassadeur, ni ministre. Il a, comme tous les militants et tous les responsables guinéens, bénéficié un moment de la confiance du parti démocratique de Guinée (P.D.G.) et du gouvernement, confiance qu'il a trahie par des considérations malheureuses, mesquines et irrationnelles, et c'est pour cela que la révolution a jugé qu'il n'était plus apte à bénéficier de la confiance du peuple de Guinée ». M. Keita a conclu : « Ce qui nous intéresse, c'est la marche globale de la révolution et le bonheur du peuple ».

Au Bangladesh

UN JOURNALISTE NÉERLANDAIS JUGÉ PAR UN TRIBUNAL MILITAIRE RISQUE LA PEINE CAPITALE

New-Delhi (A.F.P.). — Un journaliste néerlandais, M. Peter Custers, accusé d'avoir participé à une « conspiration » contre le gouvernement du Bangladesh, risque la peine capitale, a annoncé, mercredi 15 septembre à New-Delhi, l'avocat américain, M. Martin Garbus, représentant le Comité pour la libération de Peter Custers, l'Association des journalistes des Pays-Bas et Amnesty International. M. Custers est jugé à huis clos par un tribunal militaire, présidé l'avocat, de retour de Dacca.

Agé de vingt-six ans, M. Custers a été arrêté le 8 décembre 1975, peu de temps après l'arrivée du général Ziaur Rahman au pouvoir. Il était, depuis septembre 1973, correspondant de Groene Amsterdammer et du quotidien catholique de Vrijheid, et collaborait à des journaux de Bangladesh. Il lui est notamment reproché d'avoir assisté à des discussions entre des Bengalis qui envisageaient de tenter une action contre le gouvernement Ziaur Rahman. Ces Bengalis ont été condamnés à de très lourdes peines en juillet. M. Custers avait refusé de témoigner contre eux. Il a fait, du 11 au 29 août, une grève de la faim pour protester contre ses conditions de détention. Selon l'avocat américain, il aurait été battu à plusieurs reprises et avait un poignet cassé lorsque ses parents ont été autorisés à le rencontrer récemment.

LES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES PAR LA FRANCE ONT BAISSÉ EN AOÛT

Les prix internationaux des matières premières importées par la France ont baissé en août. L'indice d'ensemble calculé sur la base 100 en 1968 est, en effet, revenu de 274 en juillet à 271,80 en août, soit une diminution de 0,8 %. En un an, la hausse reste forte : 38 %.

La baisse d'août résulte de la diminution des prix des matières premières industrielles : 4 % en un mois (-4,3 % en août, soit une diminution de 0,3 %).

En un an, la hausse reste forte : 38 %.

La baisse d'août résulte de la diminution des prix des matières premières industrielles : 4 % en un mois (-4,3 % en août, soit une diminution de 0,3 %).

En un an, la hausse reste forte : 38 %.

La baisse d'août résulte de la diminution des prix des matières premières industrielles : 4 % en un mois (-4,3 % en août, soit une diminution de 0,3 %).

En un an, la hausse reste forte : 38 %.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT MM. BARRE ET DURAFOUR

M. Giscard d'Estaing s'est entretenu ce jeudi après-midi 16 septembre, à 17 heures, avec M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, puis, à 18 heures, avec le premier ministre, M. Raymond Barre. Ces conversations visent à préparer le conseil interministériel restreint de vendredi, qui procédera aux choix essentiels avant la présentation, au conseil des ministres du 22, du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation.

M. Giscard d'Estaing s'est entretenu ce jeudi après-midi 16 septembre, à 17 heures, avec M. Michel Durafour, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de l'économie et des finances, puis, à 18 heures, avec le premier ministre, M. Raymond Barre. Ces conversations visent à préparer le conseil interministériel restreint de vendredi, qui procédera aux choix essentiels avant la présentation, au conseil des ministres du 22, du plan gouvernemental de lutte contre l'inflation.

Accord sur le principe

LES CONSTRUCTEURS D'AUTOMOBILES PARTIRONT EN VACANCES A LA MI-JUILLET

Les membres de la Chambre syndicale des constructeurs d'automobiles ont examiné, le 16 septembre dans l'après-midi, la question de l'attribution des vacances. Ils ont publié un communiqué dans lequel ils déclarent notamment :

« Le principe d'un décalage vers la mi-juillet du congé annuel qui se situe traditionnellement début août a été envisagé dès avant les vacances comme une des solutions possibles du meilleur équilibre des vacances souhaité par les pouvoirs publics. Les comités d'établissement des firmes concernées en avaient été informés. Ce principe a été confirmé au cours de la réunion du 15 septembre ».

Toutefois les décisions des différents constructeurs ne sauront être prises avant qu'il n'y ait eu des consultations d'usage des représentants du personnel de l'ensemble des établissements concernés et qu'il n'ait été réalisées les études complémentaires qu'imposent toute décision définitive en cause les traditions d'un secteur économique aussi complexe ».

L'industrie automobile emploie en France directement trois cent mille et indirectement six cent mille personnes. Le fait, si la décision de principe qui vient d'être adoptée est confirmée, que ces six cent mille personnes et leurs familles ne partent plus le 1^{er} août comme la majorité des Français, ne peut qu'aider beaucoup à promouvoir l'établissement des congés ».

Old England

a choisi pour vous...

Au masculin

«importé d'Angleterre»

Veste sport « Harris Tweed » uni ou pied-de-poule, plusieurs coloris 525 F

Pantalon flanelle grise pure laine peignée 320 F

Imperméable réversible pied-de-poule, Prince de Galles, etc. 1015 F

Pull-over manches longues, 100 % Cashmere 2 fils, plusieurs coloris 305 F

Old England

12, bd des Capucines, Paris 9^e
9 h 30/12 h 30 - 14 h/18 h 30

Dieu a tellement

aimé le monde, qu'il a donné Jésus, son fils unique afin que, si vous croyez en Lui, vous ne périssez pas, mais que vous ayez la vie éternelle.

Pour connaître JESUS, il faut lire l'ÉVANGILE

Je désire gratuitement, sans engagement l'Évangile

NOM

ADRESSE

Écrire à La Cheminière, R. Colbert, 84200 Carpentras

CHASSÉS PAR DE NOUVEAUX SÉISMES Plusieurs milliers d'habitants du Frioul commencent à fuir la région sinistrée

De notre correspondant

Rome. — Plus de quatre mois après le tremblement de terre qui causa la mort d'un millier de personnes, le Frioul est à nouveau au premier plan de l'actualité italienne. Le ton des commentaires de presse est aussi dramatique qu'un mal de dents, parfois plus. Au printemps dernier, on avait affaire à une catastrophe « classique » et qui, pour être tragique, n'en semblait pas moins circonscrite. Cette fois, les Italiens ont l'impression d'assister à un phénomène insaisissable, sans limite dans le temps.

La terre s'est relativement calmée dans la nuit de mercredi à jeudi 16 septembre, après une journée de panique au terme de laquelle on a dénombré huit morts et des dizaines de blessés. Les dégâts matériels sont importants. Sur les dizaines de secousses enregistrées, deux ont eu, mercredi, une forte particularité : celles de 5 h 15 et de 11 h 21 qui ont atteint respectivement une intensité de 8 et de 9.

Dans la région d'Udine, la plus atteinte, un début d'exode a commencé mercredi vers midi. On a vu plusieurs milliers de personnes se diriger vers les côtes de l'Adriatique. À leur intention, le commissaire spécial du gouvernement requisitionnait alors les bâtiments situés entre Venise et Grado. En sens inverse, quinze mille militaires étaient acheminés vers la région du sud-est avec des couvertures et des vivres, tandis que des équipes de pompiers, venant de toute l'Italie, se dirigeaient vers les villages de Gemona, Manova, Sula, Osoppo. Plusieurs de ces communes — ou ce qu'il en reste — étaient isolées à cause des glissements de terrain et de l'interruption des lignes téléphoniques. Les fortes pluies qui se sont abattues sur la région dans la nuit de mercredi à jeudi ont compliqué l'organisation des secours.

« Je suis préoccupé », a dit le commissaire du gouvernement, par l'état psychologique de la population. Après la catastrophe du 6 mai, on a enregistré une réaction immédiate et unanime. Mercredi, beaucoup ont abandonné leur poste de travail ».

Un phénomène inhabituel

Quatre mois et demi après le séisme qui a ravagé le Frioul le 6 mai dernier, la terre a de nouveau tremblé fortement et à plusieurs reprises depuis le 1^{er} septembre. Le 15 septembre en particulier l'agitation sismique a été très violente : le laboratoire de détection et de géophysique du Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) a enregistré une vingtaine de répliques de magnitude égale ou supérieure à 3,5, celles de 5 h 15 et de 11 h 21 ayant atteint respectivement les magnitudes de 5,7-5,8 et 6. La zone épicentrale semble s'être déplacée vers le sud : le 6 mai l'épicentre de la secousse principale était situé par 46° 3' Nord et 12° 2' Est, tout près de Gemona (56° 17' Nord et 13° 8' Est). Les secousses du 15 septembre seraient situées, autour de 46° Nord et 13° Est.

Certes, depuis le 6 mai, plusieurs centaines de répliques avaient ébranlé la région, mais leur durée et leur violence sont assez inhabituelles dans la mesure où elles ont atteint 3,8 et 6, notamment le 15 septembre, alors qu'en règle générale leur magnitude décroît plus ou moins régulièrement (rappelons que la magnitude maximum atteinte le 6 mai fut de 6,5).

On connaît certes des périodes de répliques qui ont duré des mois ou même des années. Ainsi

le séisme qui s'est produit le 25 février 1969 à l'ouest de Gibraltar a été suivi par des milliers de répliques (554 pour la seule année 1969), dont la série continue encore en 1976, mais sous forme de secousses peu violentes.

De même, les grands séismes d'Alaska du 9 mars 1957 (magnitude 8,2) et du 28 mars 1964 (magnitude 8,5) ont été suivis de centaines de répliques : pour le premier 573 ont été dénombrées en 1957 ; pour le second, du 28 mars au 10 avril 1964, on a compté 539 répliques, dont 37 avaient une magnitude égale ou supérieure à 6. Pour ces deux séismes d'Alaska, les épicentres des répliques étaient parfois assez éloignés de celui de la secousse principale : ils étaient répartis, en 1957, dans une zone de 300 kilomètres de large et de 1 000 kilomètres de long, en 1964 dans une zone de 100 kilomètres de large et de 800 kilomètres de long (1).

On notera que, dans les trois cas cités ci-dessus, la magnitude de la secousse principale était exceptionnelle, puisqu'elle était égale ou supérieure à 8, ce qui n'est pas le cas du séisme italien du 6 mai.

Le phénomène inhabituel enregistré au Frioul étonne de réajustements difficiles dans le sous-sol de la région de l'arc alpin proche d'Udine. On sait que l'Adriatique, la plaine du Po, la côte goudouane, la moitié méridionale de l'arc alpin et la moitié orientale des Apennins font partie de la « plaque » africaine, et que celle-ci, probablement à la vitesse moyenne d'un centimètre par an, « remonte » vers la « plaque » eurasiatique. L'arc alpin étant la résultante du chevauchement de ces deux plaques, l'étude des mécanismes du foyer montre d'ailleurs qu'il s'agit effectivement de mouvements de chevauchement.

De l'avis du professeur Michel Caputo, directeur de l'Institut national de géophysique de Rome, les phénomènes actuels du Frioul ne sont probablement pas terminés. — Y. R.

(1) Ces chiffres sont extraits de l'ouvrage La Sismologie du globe 1953-1965, paru pour l'UNESCO, par M. J.-P. Rottlé.

Dale Carnegie :

Sachez parler en public en 14 soirées

EXPRIMEZ VOS IDÉES. Développez assurance et facilité de contacts. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 35 pays. Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite

Vendredi 17 sept. à 19 h.

Maison des Centraux, 8, rue Jean-Goujon, Paris-8^e (metro Franklin-Roosevelt).

Renseignements : G. Wayne. Tél. : 554-61-06 et 554-62-32.

A B C D E F G

Old England